

Rapport annuel 2022

# Investir pour laisser notre marque



**ONTARIO  
TEACHERS'**

PENSION PLAN - RÉGIME DE RETRAITE DES  
ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS DE L'ONTARIO

# Nous sommes le RREO.



Nous assurons la sécurité financière à la retraite de

## 336 000

enseignantes et enseignants actifs et retraités.



Notre actif net s'élève à

## 247,2 milliards<sup>1</sup>

de dollars.



Nous investissons dans plus de

## 50 pays

depuis 6 bureaux dans le monde.

## Nous sommes une organisation internationale indépendante

### Rôle des répondants

La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) et le gouvernement de l'Ontario sont les corépondants du régime. Ensemble, la FEO et le gouvernement veillent à ce que le régime demeure suffisamment capitalisé et déterminent :

- le taux de cotisation;
- les avantages offerts aux participants, y compris les niveaux de protection contre l'inflation;
- les mesures à prendre en cas d'insuffisance ou d'excédent de capitalisation.

### Rôle du conseil

Notre conseil, dont les membres sont nommés par la FEO et le gouvernement de l'Ontario, supervise l'administration du RREO. Les membres du conseil doivent :

- exercer leurs fonctions indépendamment des répondants et de la direction du régime;
- prendre des décisions dans l'intérêt de tous les bénéficiaires du régime.

### Rôle de la direction

L'équipe de direction élabore des stratégies de placement et de service à long terme en assumant trois principales responsabilités :

- réaliser des placements de manière à s'assurer que le régime est en mesure de verser les rentes actuelles et futures;
- administrer le régime et verser les prestations de retraite aux participants et à leurs survivants;
- mener ses activités conformément aux stratégies d'entreprise à long terme.

<sup>1</sup> Tous les chiffres sont en date du 31 décembre 2022 et sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire.





# Table des matières

<b>Investir pour laisser notre marque.....</b>	<b>4</b>
Investir aujourd'hui pour un meilleur avenir.....	5
Notre plan ambitieux et audacieux.....	6
2022 : mise en œuvre de notre stratégie.....	8
Messages du président du conseil et du chef de la direction .....	10
<b>Création de valeur pour nos participants.....</b>	<b>14</b>
Notre approche en matière de capitalisation .....	15
Une gestion efficace des risques.....	19
Notre approche en matière d'investissement.....	21
Élargir notre incidence positive .....	32
Des investissements durables.....	36
La prestation d'un service hors pair à nos participants .....	46
Administrer avec excellence .....	48
Comprendre les modifications législatives et réglementaires.....	53
<b>Notre rendement.....</b>	<b>54</b>
Aperçu de notre portefeuille.....	55
Séance de questions avec notre chef des placements.....	60
Analyse des catégories d'actifs .....	62
Progrès réalisés dans notre cheminement vers la carboneutralité.....	73
<b>Notre personnel et notre culture .....</b>	<b>76</b>
Notre engagement en matière de diversité, d'équité et d'inclusion.....	78
<b>Notre structure de rémunération .....</b>	<b>80</b>
Rapport du Comité des ressources humaines et de la rémunération .....	81
Analyse de la rémunération.....	82
Rémunération du conseil.....	94
<b>États financiers consolidés et méthodologies d'évaluation de l'empreinte carbone .....</b>	<b>96</b>
Information financière.....	97
États financiers consolidés annuels.....	105
Méthodologie d'évaluation de l'empreinte carbone opérationnelle et du portefeuille.....	149
<b>Communiquez avec nous.....</b>	<b>153</b>

L'harmonisation de nos rapports sur le rendement de nos placements et sur la durabilité constitue pour nous la suite logique de notre cheminement vers l'intégration de la durabilité dans nos activités de placement. Dorénavant, nous ferons état des progrès réalisés en matière de rendement et de durabilité en intégrant notre rapport sur l'investissement responsable et les changements climatiques à notre rapport annuel.

Pour consulter les rapports sur l'investissement responsable et les changements climatiques des années précédentes, rendez-vous sur [notre site Web](#).





**Investir pour laisser notre marque**



# Investir aujourd'hui pour un meilleur avenir

Au RREO, nos investissements vont bien plus loin que le capital. Nous apportons notre expertise et notre influence en plus de notre capital, dans l'ensemble de notre portefeuille et au-delà, afin de façonner un meilleur avenir pour les enseignantes et les enseignants que nous servons, les entreprises que nous soutenons et le monde dans lequel nous vivons.

## **Nous investissons pour générer un rendement dans un but précis.**

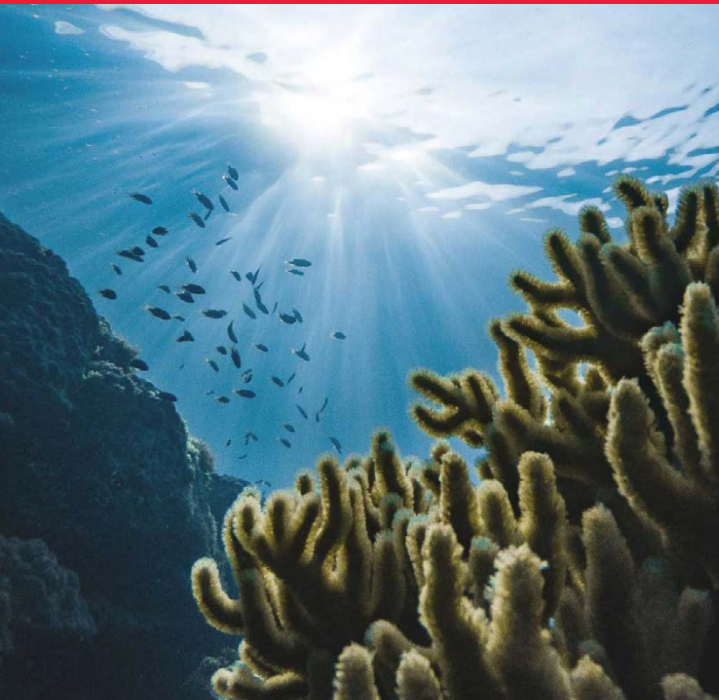
Nous investissons dans des entreprises de qualité, qui implantent notamment des changements positifs, et les améliorons, nous agissons en intégrant responsable des actifs et nous nous faisons entendre pour encourager le changement.

## **Nous menons nos activités en misant sur la durabilité.**

Nous accordons la priorité à notre personnel en investissant dans le bien-être, le perfectionnement et une rémunération totale intéressante, nous offrons un niveau de service supérieur à nos participants et nous gérons l'empreinte de nos activités en misant sur la durabilité.

## **Nous donnons à nos communautés par l'intermédiaire de campagnes de dons et d'activités de bénévolat menées par les employés.**

Nous collaborons avec nos employés et les appuyons en accordant des fonds à de nobles causes partout dans le monde et consacrons du temps au bénévolat actif dans la communauté.







# Notre plan ambitieux et audacieux



Cible

**300 G\$**

en actif net  
d'ici 2030



Cible

**50 G\$**

en actifs verts



Cible

**50 %**

des activités de placement  
dans des sociétés fermées  
à l'extérieur de  
l'Amérique du Nord



## Notre raison d'être :

Investir pour façonner  
un avenir meilleur

## Notre mission :

Fournir un service hors pair et  
une sécurité financière à la  
retraite pour nos participants

## Notre vision :

Être un pionnier : faire preuve  
d'audace et d'ambition dans  
une perspective mondiale.

TROIS STRATÉGIES FONDAMENTALES ORIENTENT NOS EFFORTS

### Culture

Nous créons une culture  
d'expérimentation, d'habilitation  
et d'entrepreneuriat.

### Croissance

Pour que notre régime demeure pleinement  
capitalisé, nous mettons l'accent sur une  
croissance et un rendement à long terme.

### Incidence

Nous croyons que nous avons la  
responsabilité de créer un impact positif  
et durable sur le monde.

NOS VALEURS COMMUNES



**Axé sur le  
rendement**



**Inclusif**



**Curieux**



**Souple**



**Courageux**



2022 : mise en œuvre de notre stratégie

# Générer une croissance et un rendement à long terme pour que le régime demeure pleinement capitalisé



**247,2 G\$**

en actif net vers l'atteinte de notre cible de 300 G\$



**4,0 %**

de rendement net de l'ensemble de la caisse sur un an



**8,5 %**

de rendement net de l'ensemble de la caisse sur dix ans



**4,4 G\$**

de plus-value<sup>1</sup> en 2022

<sup>1</sup> La plus-value correspond au montant gagné après déduction des frais de gestion, des coûts de transaction et des frais d'administration imputés aux programmes de gestion active (comprend les primes annuelles, mais non les incitatifs à long terme).

## Assurer la sécurité financière à la retraite des participants et participantes

En 2022, le régime est demeuré

Il a servi

**entièrement capitalisé**

pour une 10<sup>e</sup> année consécutive

**336 000**

enseignantes et enseignants actifs et retraités

**93 %**

des participants étaient satisfaits de notre service

## Accroître notre présence mondiale

Nous avons réalisé plus de

Nous avons ouvert de

**>50 %**

**nouveaux bureaux**

de nos activités de placement dans des sociétés fermées à l'extérieur de l'Amérique du Nord<sup>1</sup>

à Mumbai et à San Francisco

## Avoir une incidence concrète sur le climat

Ajout de

Volume d'émissions de carbone de notre portefeuille réduit de

Intention d'investir environ

**3 G\$**

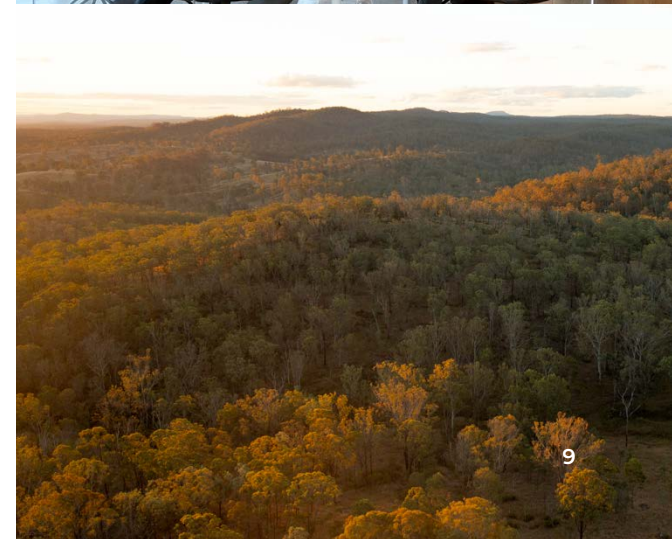
en nouveaux actifs verts

**32 %**

depuis 2019, et inchangé depuis 2021

**5 G\$**

dans des actifs de transition à fortes émissions de carbone



<sup>1</sup> Selon le nombre de placements privés présentés à un comité d'étude de la prise ferme au cours de l'année.





## Message de notre président du conseil

C'est un honneur de servir les enseignantes et enseignants actifs et retraités de l'Ontario. En tant que gestionnaires du régime, nous demeurons déterminés à tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes aux participants. Notre engagement demeure inébranlable en cette période d'incertitude et de changement.

Les défis auxquels les investisseurs mondiaux font face ont considérablement augmenté en 2022. L'année a été ponctuée de conflits géopolitiques, de frictions commerciales, de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, d'une hausse de l'inflation et de problèmes d'approvisionnement énergétique. Ces changements majeurs ont profondément bouleversé le secteur des placements. Bien que notre portefeuille n'ait pas été à l'abri des obstacles, nous avons été en mesure de générer un rendement positif.

### Un rendement résilient en des temps difficiles

Le régime a fait preuve de résilience dans ce contexte, générant en 2022 un excellent rendement net de 4,0 % pour l'ensemble de la caisse. Notre approche de gestion active et notre flexibilité ont été mises en évidence par une croissance de l'actif du régime, qui est passé à 247,2 G\$. Nous sommes heureux d'annoncer que le régime est entièrement capitalisé pour la 10<sup>e</sup> année consécutive et qu'il continue d'occuper une position solide. La rente des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est protégée.

En 2022, nous avons assisté à une baisse des indices boursiers et à une hausse des taux d'intérêt. L'ordre économique mondial évolue, et les membres du conseil du RREO ont accordé une attention considérable aux tendances à long terme. Ainsi, nous avons pu mieux comprendre les risques et les possibilités dans ce nouvel environnement. Nous continuerons d'adopter une perspective à long terme et de miser sur le rendement.

### Notre stratégie s'est avérée fructueuse

Avec la hausse de l'inflation qui a dominé l'économie en 2022, le sujet est devenu un thème prépondérant dans la salle du conseil et notre stratégie de placement. L'inflation présente un risque réel pour le régime, ayant une incidence à la fois sur l'actif et le passif. Dans un contexte de forte inflation, il devient plus difficile d'obtenir des rendements réels et nos obligations au titre des rentes augmentent. Les premières décisions stratégiques du RREO en matière de placement, lesquelles consistaient à réduire la pondération des titres à revenu fixe au profit de placements offrant une certaine protection contre l'inflation, nous ont bien positionnés pour résister au choc de l'inflation. Nos placements indexés sur l'inflation ont joué un rôle clé dans nos rendements positifs en 2022.



***Bien que notre portefeuille n'ait pas été à l'abri des obstacles, nous avons été en mesure de générer un rendement positif. »***

La diversification de notre portefeuille, par l'intermédiaire d'une constitution efficace, est à la fois un élément clé de notre stratégie et un ingrédient essentiel à notre réussite. La diversification répartit le risque entre les catégories d'actif, les régions et les résultats économiques, ce qui nous permet d'obtenir un bon rendement dans divers environnements de placement. Pour diversifier davantage notre portefeuille, nous avons étendu notre présence à l'échelle mondiale en ouvrant des bureaux à Mumbai et à San Francisco, deux régions clés pour accéder à de futures possibilités d'investissement et assurer notre croissance.

L'importance de l'atténuation des changements climatiques et de l'incidence de nos placements et de nos activités sur l'environnement font toujours partie des priorités à l'ordre du jour de chaque réunion du conseil. La supervision par le conseil des progrès réalisés vers l'atteinte de nos cibles de carboneutralité demeure un élément essentiel de notre engagement auprès de la direction.

Les participants ont de plus en plus recours aux canaux numériques pour communiquer avec nous afin d'obtenir de l'information et de prendre rapidement des décisions éclairées. Nous avons investi dans des outils numériques libre-service dans le but d'accommoder les participants. Au cours d'une session extraordinaire du conseil, nous avons eu l'occasion de constater directement les améliorations apportées à l'expérience utilisateur, et nous sommes convaincus que les participants bénéficieront grandement des progrès réalisés dans ce domaine.

## Une solide culture de gestion des risques

Alors que le régime prend de l'ampleur et gagne en complexité, la responsabilité à l'égard de la culture de gestion des risques demeure une importante priorité pour le conseil. La gestion proactive des risques est à la base de nos stratégies de placement. Nous faisons continuellement progresser la culture de gestion des risques au moyen d'outils et de processus perfectionnés visant à appuyer l'évaluation et la gestion des risques dans l'ensemble de l'organisation. En plus de faire progresser notre culture de gestion des risques liés aux placements, nous développons également notre culture de gestion des autres risques en appliquant la même discipline aux risques émergents. Pour 2023, le Comité de gestion du risque d'entreprise du conseil, qui remplace le Comité des risques opérationnels et en élargit le mandat, adopte une approche plus globale, proactive et prospective en matière de risque. Une telle approche consiste notamment à rester au fait des risques à l'échelle de l'organisation relevés par d'autres comités du RREO ou affectés à ceux-ci, et à en assurer la surveillance au moyen d'une démarche intégrée qui reconnaît l'interconnectivité des risques et en tient compte.

## Un conseil actif et mobilisé

Nous sommes guidés par des pratiques de gouvernance de premier plan qui nous mènent au-delà des murs de la salle du conseil. Dans ce nouveau contexte d'après-pandémie, le conseil a eu davantage l'occasion de se pencher sur la présence mondiale croissante du régime. Les membres du conseil ont pu recommencer à rencontrer des sociétés et des partenaires d'investissement afin de mieux comprendre les risques et les occasions qui se présentent.

Un conseil fort et indépendant est le fondement d'une bonne gouvernance. John Murray et Bill Chinery ont pris leur retraite après avoir exercé le nombre maximal de mandats. Je tiens à les remercier pour leur travail acharné, leurs judicieux conseils et leur apport important à notre conseil et au RREO.

Nous avons eu le plaisir d'accueillir Debbie Stein et Tim Hodgson au conseil. Debbie et Tim sont des administrateurs de société chevronnés possédant de vastes connaissances qui seront très utiles au RREO dans un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Je tiens à exprimer ma gratitude à mes collègues membres du conseil pour leur travail acharné, leur perspicacité et leur précieuse contribution à la réussite du RREO.

Jo Taylor et l'ensemble de l'équipe de direction ont fait preuve d'un engagement constant et de flexibilité dans le cadre des changements complexes survenus en 2022. Nous sommes convaincus que l'équipe de direction saura continuer de mettre en œuvre l'audacieuse et ambitieuse stratégie du RREO tout en s'adaptant et en tirant des apprentissages dans ce contexte. Nos équipes motivées ont également joué un rôle clé dans la réussite du régime. Leur dévouement et leurs compétences continuent de servir au mieux les intérêts de nos participants, et le conseil les remercie de leur service dans un environnement opérationnel complexe.

En tant que gestionnaires ayant pour mandat d'assurer la viabilité du régime, les membres du conseil demeurent résolus à respecter les normes les plus élevées en matière de bonne gouvernance afin d'aider à assurer la sécurité financière à la retraite des plus de 336 000 enseignantes et enseignants actifs et retraités de l'Ontario.

### Steve McGirr

Président du conseil





**À la fin de 2022, le régime était entièrement capitalisé pour une 10<sup>e</sup> année consécutive, une réalisation remarquable pour un régime de retraite à prestations définies dans une conjoncture très difficile. »**

## Message de notre chef de la direction

Nous avons été en mesure de générer en 2022 des résultats positifs pour les participants, malgré d'importantes difficultés macroéconomiques, notamment une chute importante des marchés boursiers et des titres à revenu fixe, une hausse des taux d'intérêt, le taux d'inflation le plus élevé enregistré en près de 40 ans, un climat géopolitique difficile et le ralentissement de la croissance économique mondiale.

En 2022, nous avons généré un rendement de 4,0 % pour l'ensemble de la caisse, déduction faite des coûts. Bien que ce taux soit inférieur au taux de rendement annuel réel que nous visons pour assurer la viabilité du régime à long terme, il s'agit d'un résultat impressionnant pour une année où les marchés publics ont connu une forte baisse et où de nombreux investisseurs mondiaux ont affiché des rendements négatifs. Au cours de l'année, nous avons surpassé le rendement de notre indice de référence de 1,8 % et avons généré une plus-value supplémentaire de 4,4 G\$ pour nos participants. Nous continuons d'enregistrer des rendements constants et stables à long terme, dont des rendements annualisés de 8,5 % sur 10 ans et de 9,5 % depuis la création du RREO en 1990, et nos activités de placement nous ont permis de générer une plus-value largement supérieure à notre indice de référence au cours de ces périodes.

À la fin de 2022, le régime était entièrement capitalisé pour une 10<sup>e</sup> année consécutive, une réalisation remarquable pour un régime de retraite à prestations définies dans une conjoncture très difficile. Le maintien d'une pleine capitalisation est un paramètre essentiel de la santé financière et de la viabilité à long terme du régime. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, notre excédent de capitalisation préliminaire se chiffrait à 17,5 milliards de dollars et notre ratio de capitalisation s'élevait à 106 %.

En plus de générer des rendements positifs, notre équipe des Services aux participants a offert un soutien de qualité supérieure, 93 % de nos participants se disant satisfaits du service qu'ils ont reçu.

### Mise en œuvre de notre stratégie

Notre stratégie repose sur trois piliers clés : la croissance, la culture et l'incidence. Nous avons réalisé des progrès tangibles dans chacun de ces domaines en 2022. Notre principal objectif financier consiste à atteindre un actif net de 300 G\$ d'ici 2030. Nous sommes en bonne voie d'y parvenir, avec un actif net de 247,2 G\$ à la fin de 2022, soit une augmentation de 5,6 G\$ par rapport à l'exercice précédent.

Nous avons également fait des pas de géant pour ce qui est d'établir et de maintenir un meilleur équilibre dans nos activités entre l'Amérique du Nord, où nous avons traditionnellement été plus actifs, et le reste du monde. L'an dernier, nous avons ouvert deux bureaux internationaux : l'un à Mumbai, afin d'accéder à de nombreuses possibilités d'investissement et de partenariat en Inde, et l'autre à San Francisco, pour nous rapprocher de ce carrefour mondial de premier plan en matière de technologie et d'innovation.

Nous avons encore une fois pu conclure des ententes visant des actifs mondiaux de qualité pour tous nos services de placement dans un marché concurrentiel. Citons comme exemples SSEN Transmission, un réseau de transport d'électricité dans le nord de l'Écosse, GPA Global, un fabricant international d'emballages personnalisés et novateurs et les actifs d'infrastructure des tours de téléphonie mobile hors exploitation de Spark New Zealand.

Nous avons également investi dans nos canaux numériques afin d'améliorer l'expérience de nos participants lorsqu'ils communiquent avec nous et avons lancé un nouvel outil numérique libre-service pour les aider à obtenir rapidement l'information dont ils ont besoin.

Nous concentrons aussi nos efforts sur l'établissement d'une culture d'apprentissage et de soutien au sein du régime, ce qui nous permettra, nous l'espérons, de réaliser nos plans ambitieux en plus d'attirer et de fidéliser des talents de haut calibre partout dans le monde. Nous avons déployé des efforts considérables pour améliorer la proposition de valeur unique que nous offrons aux employés afin de récompenser et de mobiliser notre équipe et de nous positionner en tant qu'employeur de choix dans nos principaux marchés. Nous avons notamment apporté des améliorations à notre programme de rémunération et d'avantages sociaux, protégé le bien-être de nos employés et investi dans leur perfectionnement professionnel. Outre les nouveaux cadres supérieurs qui ont choisi de se joindre à notre organisation en 2022, nous avons eu le plaisir de promouvoir nos propres talents à des postes de haute direction. Ainsi, Charley Butler a été nommée chef, Services de retraite, et Romeo Leemrijse a été nommé premier directeur général, Actions.

## Investir pour laisser notre marque

Pour remplir notre mission visant à assurer la sécurité financière à la retraite de nos participants, nous devons réfléchir, investir et agir dans une perspective à long terme, car nos obligations envers nos participants s'étendent sur plusieurs décennies. Nous cherchons à investir afin de laisser notre marque, en générant du rendement dans un but précis dans l'ensemble de nos activités. Cette optique s'applique également à notre approche en matière de placement et de gérance du portefeuille, et au-delà.

Nous croyons que les meneurs de demain seront ceux qui s'emploieront activement à trouver des solutions aux défis les plus urgents aujourd'hui et pour l'avenir. Nous sommes convaincus que cette vision contribue à générer les rendements nécessaires à la viabilité des rentes. En tant qu'investisseurs actifs et engagés, nous avons l'occasion de nous impliquer dans certains des

plus grands défis actuels sur le plan social et environnemental afin de créer de la valeur à long terme. Nous déployons des efforts considérables en ce sens pour lutter contre les changements climatiques et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Nous avons mis en place une stratégie multidimensionnelle dans le but d'investir dans des actifs verts et de transition, d'aider les sociétés de notre portefeuille à se décarboniser, d'émettre des obligations vertes pour soutenir leur capitalisation, et plus encore. En 2022, nous avons continué d'affecter des capitaux dans des actifs verts intéressants, notamment en nous engageant à investir jusqu'à 1 G\$ US dans Corio Generation afin de produire jusqu'à 9 GW d'énergie éolienne en mer dans le monde. Nous avons aussi adopté une stratégie visant à investir jusqu'à 5 G\$ dans certains actifs à fortes émissions dans le but précis d'utiliser notre capital et notre expertise pour accélérer la décarbonisation des entreprises.

Nous avons également intensifié nos efforts en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, qui sont à notre avis des facteurs essentiels pour développer le potentiel de notre régime et celui de nos sociétés émettrices. Nous sommes fiers d'avoir obtenu la certification EDGE Lead, la plus élevée offerte par EDGE, chef de file mondial en matière d'évaluation et de certification d'entreprises pour l'égalité intersectionnelle et entre les genres.

En plus de ces enjeux importants, nous avons consacré du temps cette année à définir et à officialiser notre approche visant à déterminer et à mesurer l'incidence positive que nous pouvons avoir par la façon dont nous investissons, dont nous menons nos activités et dont nous redonnons à la communauté.

## Regard vers l'avenir

Alors que nous nous tournons vers l'avenir, il est certain que d'autres défis nous attendent. Il pourrait donc être plus difficile de reproduire les solides rendements des placements auxquels nous sommes habitués depuis les dix dernières années. Cela dit, je demeure convaincu que nous avons la bonne stratégie et les talents nécessaires pour continuer de tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes aux participants et pour maintenir la pleine capitalisation du régime.

J'aimerais remercier toute l'équipe du RREO pour tout ce qu'elle a accompli au cours de la dernière année, ainsi que les membres de notre conseil pour leur soutien dans cette entreprise.

### Jo Taylor

Président et chef de la direction



# Création de valeur pour nos participants

# Notre approche en matière de capitalisation

## Aperçu de la santé financière du régime

La présente section fournit des renseignements sur les dernières évaluations actuarielles, les hypothèses et les facteurs démographiques et économiques connexes qui ont une incidence sur les discussions et décisions relatives à la capitalisation du régime. Une évaluation actuarielle permet de déterminer la santé financière d'un régime de retraite à une date donnée. Elle détermine si l'actif prévu du régime est suffisant pour verser toutes les rentes promises dans l'avenir.

### Faits saillants sur la capitalisation

**17,5 G\$**

Excédent préliminaire

**106 %**

Coefficient de capitalisation

### Sources de la capitalisation des rentes depuis 1990

**79,7 %** Revenu de placement net

**10,6 %<sup>1</sup>** Cotisations du gouvernement et des employeurs désignés

**9,7 %** Cotisations des participants

<sup>1</sup> Les 0,9 % supplémentaires comprennent le déficit de capitalisation du régime d'origine et les cotisations liées à la protection conditionnelle contre l'inflation.

## État de la capitalisation au 1<sup>er</sup> janvier 2023

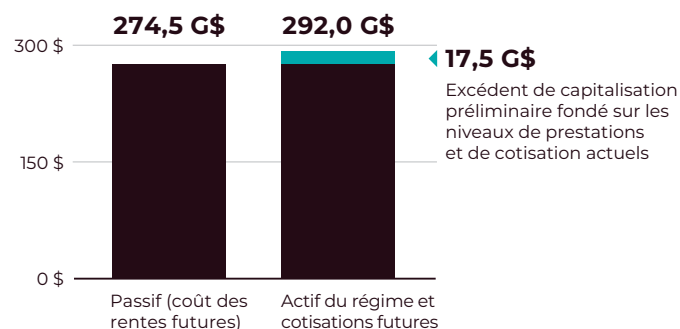
Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le régime avait enregistré un excédent préliminaire de 17,5 G\$. L'évaluation actuarielle préliminaire est une évaluation qui n'est pas finalisée ni déposée auprès des autorités de réglementation. Le dépôt de l'évaluation actuarielle au 1<sup>er</sup> janvier 2023 n'est pas obligatoire. Cependant si les répondants décident de déposer l'évaluation actuarielle, ils doivent le faire avant la fin de septembre 2023.

La prochaine évaluation actuarielle obligatoire doit être déposée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Des précisions sont fournies dans le tableau Résumé de l'évaluation actuarielle à la page suivante.

### ÉVALUATION ACTUARIELLE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023





## Évaluation déposée le 1<sup>er</sup> janvier 2022

En 2022, la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et le gouvernement de l'Ontario ont décidé de déposer l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2022 auprès des autorités de réglementation. L'excédent de 17,2 G\$ a été affecté à la constitution d'une réserve pour éventualités afin de favoriser la stabilité des taux de cotisation et des niveaux de prestations, dans l'éventualité où une évaluation actuarielle future indiquerait une baisse des actifs ou une augmentation du coût des rentes. L'affectation de l'excédent à une réserve pour éventualités peut être vue comme une façon de mettre des « fonds de côté pour les périodes difficiles ».

### RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION ACTUARIELLE

Aux 1<sup>er</sup> janvier (en G\$)

	2023 (prélim.)	2022 (déposée)
Actif net disponible pour le service des prestations	247,2 \$	241,6 \$
Ajustement de nivellement <sup>1</sup>	(3,8)	(12,0)
<b>Valeur de l'actif</b>	<b>243,4 \$</b>	<b>229,6 \$</b>
Cotisations de base futures	48,6	47,4
<b>Total de l'actif</b>	<b>292,0 \$</b>	<b>277,0 \$</b>
Passif (coût des rentes futures)	(274,5)	(259,8)
<b>Excédent/réserve pour éventualités<sup>2</sup></b>	<b>17,5 \$</b>	<b>17,2 \$</b>
<b>Hypothèses (en pourcentage)</b>		
Taux d'inflation à long terme	2,00	2,00
Taux d'actualisation réel <sup>3</sup>	2,45	2,45
Taux d'actualisation nominal	4,50	4,50

1 Les évaluations actuarielles du régime nivellent les gains et les pertes d'actif sur une période de trois ans, le tiers des gains et des pertes étant comptabilisé immédiatement et les deux tiers restants étant comptabilisés en tranches égales sur les deux années suivantes.

2 Si les répondants choisissent de déposer une évaluation actuarielle au 1<sup>er</sup> janvier 2023, ils décideront de l'affectation de l'excédent et détermineront notamment s'il faut ou non classer celui-ci comme une réserve pour éventualités. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'excédent a été considéré comme une réserve pour éventualités.

3 Le taux réel présenté correspond à l'écart géométrique entre le taux d'actualisation et le taux d'inflation.

## Taux d'actualisation

Plusieurs hypothèses sont utilisées dans l'évaluation actuarielle pour estimer la valeur du passif futur du régime et des cotisations. Des hypothèses fondées sur un jugement professionnel sont faites relativement à l'inflation future, aux augmentations salariales, à l'âge du départ à la retraite, à l'espérance de vie et à d'autres variables.

L'une des hypothèses les plus importantes est celle du taux d'actualisation, lequel joue un rôle crucial lorsqu'il s'agit de déterminer si le régime a un actif suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières futures. Le taux d'actualisation sert à calculer la valeur actuelle des prestations de retraite futures que le régime s'attend à verser aux participants ainsi que les cotisations qu'il prévoit recevoir. Le passif du régime est sensible aux changements du taux d'actualisation : un taux plus bas entraîne une augmentation du passif, tandis qu'un taux plus élevé entraîne une diminution du passif. Le taux d'actualisation, une hypothèse à long terme, est dérivé du taux de rendement attendu des placements. Il tient compte des dispositions relatives à la maturité et à la tolérance au risque du régime, mais aussi d'événements défavorables majeurs, comme la crise financière de 2008.

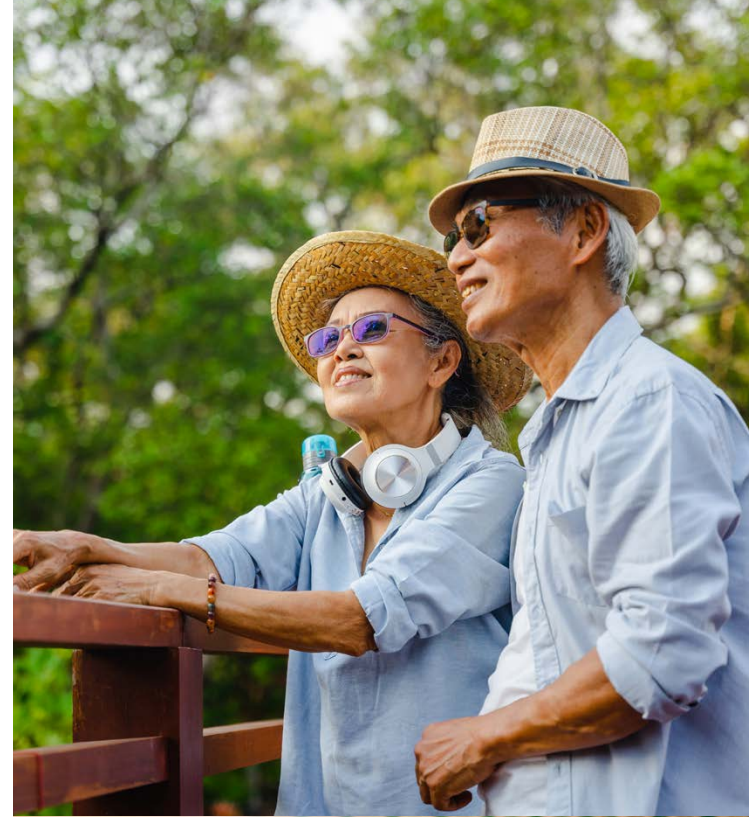
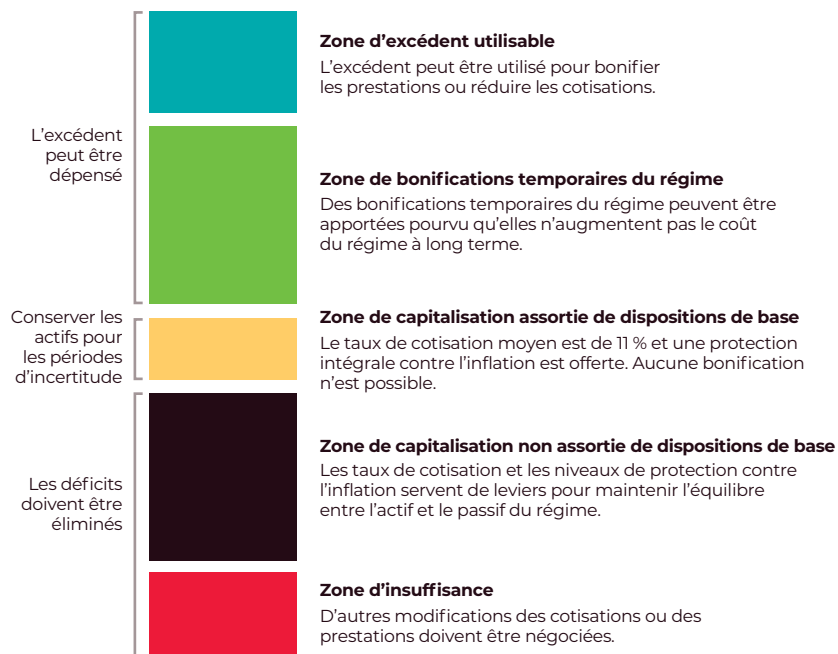
Le contexte géopolitique et de placements dans lequel nous évoluons demeure incertain et imprévisible, le taux d'inflation ayant atteint le niveau le plus élevé depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980. Compte tenu des défis actuels et des perspectives incertaines à long terme, le conseil a décidé de maintenir le taux d'actualisation réel et le taux d'inflation à long terme à 2,45 % et à 2,00 %, respectivement, d'après les taux utilisés dans les évaluations du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Étant donné la forte inflation à court terme, le conseil a choisi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'apporter aux rentes en cours de paiement un ajustement estimatif de 4,3 %, soit un taux supérieur au taux d'inflation hypothétique à long terme de 2 %, ce qui a fait augmenter le passif d'environ 2,5 G\$.

## Politique de capitalisation

La politique de capitalisation est un document important qui offre aux répondants un cadre d'orientation pour la prise de décisions lorsqu'il y a un excédent ou une insuffisance de capitalisation. Un élément clé de la politique de capitalisation est le concept des zones de capitalisation, chacune étant définie par une fourchette de valeurs. Les zones de capitalisation fournissent un point de référence pour savoir si des mesures sont requises de la part des répondants et, si c'est le cas, des conseils sont donnés quant à la façon d'utiliser les excédents ou de corriger les insuffisances de capitalisation. Plus précisément, elles servent à déterminer s'il est possible ou nécessaire d'augmenter ou de réduire les prestations, de baisser ou de hausser les cotisations, ou de simplement conserver les actifs pour les périodes d'incertitude. La politique de capitalisation décrit les mécanismes privilégiés associés à ses diverses zones de capitalisation et, au bout du compte, il appartient aux répondants de décider des mesures à prendre.

La politique de capitalisation a des conséquences importantes du point de vue des placements, puisqu'elle ajoute de la clarté à nos décisions stratégiques en matière de répartition de l'actif, l'accent étant mis principalement sur la capacité du régime à absorber le risque. Sans elle, un tel niveau de clarté serait difficile à obtenir.

## ZONES DE LA POLITIQUE DE CAPITALISATION





## Équité intergénérationnelle

La conception et la mise en œuvre d'un facteur d'atténuation des risques de capitalisation novateur, la protection conditionnelle contre l'inflation (PCCI), ont conféré de la souplesse au régime et favorisent l'équité intergénérationnelle. La PCCI reconnaît et neutralise pratiquement l'effet de l'évolution du ratio des participants actifs aux participants retraités sur la capitalisation du régime.

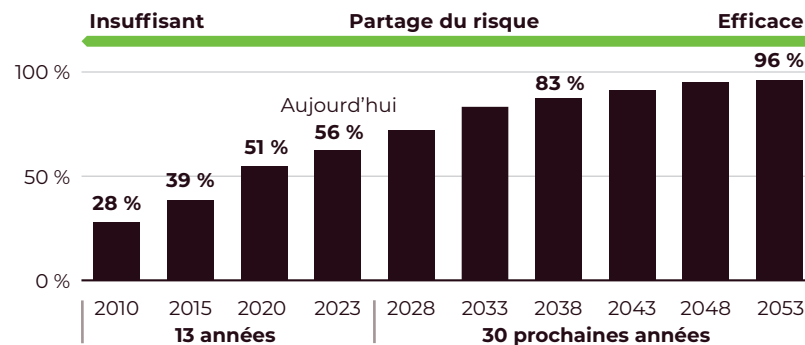
Les répondants du régime ont adopté la PCCI de manière prudente et proactive en 2008, sachant que, dans l'éventualité de pertes de placement importantes ou d'une insuffisance de capitalisation, une augmentation des taux de cotisation serait probablement insuffisante à elle seule, et que les augmentations seraient assumées par les participants actifs uniquement.

La PCCI permet plus de souplesse en ce qui concerne le montant de l'augmentation liée à l'inflation offerte aux retraités pour les services décomptés après 2009. La décision concernant l'importance de l'augmentation appartient aux répondants et est conditionnelle à la capitalisation du régime. Les services des participants décomptés avant 2010 demeurent pleinement indexés sur l'inflation. Pour en savoir plus sur le fonctionnement de la PCCI, veuillez consulter la note 4b des états financiers consolidés.

En plus de favoriser l'équité intergénérationnelle, la PCCI est aussi un moyen efficace d'atténuer les risques de capitalisation. Au fil du temps, tandis que la proportion des services décomptés après 2009 continue d'augmenter, le risque de pertes de placement importantes ou d'insuffisance de capitalisation est plus largement réparti entre les participants, c'est-à-dire qu'il est partagé entre un plus grand nombre de participants.

Le graphique figurant sur cette page illustre l'incidence croissante du partage des risques selon la PCCI au fil du temps. Au cours des 15 prochaines années, le pourcentage du passif total du régime assujéti à la PCCI passera de 56 % à 83 %.

## POURCENTAGE DU PASSIF TOTAL ASSUJÉTI À LA PCCI POUR LES ANNÉES DE SERVICE POSTÉRIEURES À 2009



## Résistance au stress

Puisque la PCCI s'applique à un plus grand nombre de participants au régime, elle pourra absorber une plus grande perte. Elle devient donc un outil de gestion des risques plus efficace.

	1990	2022	2032
Déficit hypothétique du régime	2 G\$	22 G\$	32 G\$
Augmentation des cotisations requise pour éliminer le déficit hypothétique du régime	1,9 %	5,6 %	5,8 %
Diminution du niveau de la PCCI requise pour éliminer le déficit hypothétique du régime	s. o.	28 %	19 %
Perte d'actif pouvant être absorbée si la PCCI était pleinement appliquée (G\$)	s. o.	54 G\$	111 G\$

À titre d'exemple, un déficit de 32 G\$ en 2032 pourrait être absorbé par une réduction, de 100 % à 81 %, des augmentations au titre de la protection contre l'inflation pour les prestations constituées après 2009. À titre d'exemple, dans le cas le plus extrême, si les niveaux de PCCI étaient abaissés à 50 % pour les droits attribués de 2010 à 2013 et à 0 % pour les droits attribués après 2013, ce levier de capitalisation serait assez puissant pour absorber une perte de 111 G\$ au titre de l'actif en 2032.

# Une gestion efficace des risques

## Une exploitation stratégique par la gestion du risque d'entreprise

Le RREO a pour raison d'être de verser des prestations de retraite à vie à ses participants. Afin de remplir notre mission, nous devons gérer avec succès les risques et être adéquatement récompensés pour ceux que nous prenons.

La gestion du risque est une compétence importante au RREO et elle joue un rôle clé dans toutes nos activités. Le conseil, avec l'appui de l'équipe de direction, aide à établir une solide culture du risque et détermine la tolérance au risque qui nous permettra d'atteindre nos objectifs stratégiques. La gestion du risque est une responsabilité partagée par tous nos employés.

Grâce à la gestion du risque d'entreprise (GRE), notre équipe peut comprendre les risques d'entreprise d'envergure et la façon dont ils sont gérés par rapport à la tolérance au risque établie par le conseil. Compte tenu de la valeur et des perspectives à long terme qu'elle offre, la gestion du risque d'entreprise a été davantage intégrée à nos décisions en matière de planification stratégique et opérationnelle.

Notre programme de GRE fournit à la direction les outils appropriés pour :

- établir un cadre uniforme pour mieux comprendre et évaluer les nombreux risques auxquels nous faisons face tout en tenant compte des occasions qui se présentent;
- gérer les changements rapides qui se produisent dans notre environnement d'affaires, notamment en identifiant les risques émergents et interconnectés;
- créer un avantage concurrentiel grâce à une culture forte et flexible axée sur la gestion du risque et assurer la création de valeur dans une perspective à plus long terme.

Le Comité de gestion du risque d'entreprise du conseil, qui remplace le Comité des risques opérationnels et en élargit le mandat à partir de 2023, adoptera une approche plus globale, proactive et prospective en matière de risque. Une telle approche consiste notamment à rester au fait des risques à l'échelle de l'organisation relevés par d'autres comités du RREO ou affectés à ceux-ci, et à en assurer la surveillance au moyen d'une démarche intégrée qui reconnaît l'interconnectivité des risques et en tient compte.

## Catégories de risques d'entreprise du RREO

### Risque de gouvernance

Risque lié à la structure et au fonctionnement du RREO, incluant les politiques, les lois et les règlements touchant le régime.

### Risque stratégique

Risque lié à la prise de décisions pour l'orientation stratégique à long terme du RREO.

### Risque de placement

Risque lié à la gestion efficace de l'actif du régime, y compris les risques de marché, de crédit et de liquidité ainsi que le risque géopolitique.

### Risque opérationnel

Risque de pertes directes ou indirectes découlant du caractère inadéquat ou de l'échec de processus, d'employés ou de systèmes internes ou résultant de conditions externes.

### Risque d'atteinte à la réputation

Risque lié à un changement dans la perception du RREO ou de son image publique.

## Exemples de la façon dont nous gérons les principaux risques d'entreprise

Nous avons continué de miser sur des secteurs de risque d'entreprise clés au cours de 2022, ce qui contribue à notre réussite à long terme.

### Changement de l'environnement externe

En tant qu'investisseurs mondiaux, nous menons nos activités dans un contexte de plus en plus volatil et de plus en plus vulnérable aux chocs. Afin d'améliorer notre avantage concurrentiel dans le monde et de nous y retrouver dans un environnement complexe, nous surveillons de près et cherchons à atténuer les éventuelles répercussions des changements économiques, politiques et sociaux sur nos activités à l'échelle mondiale. Des équipes sont en place pour cerner les nouveaux thèmes mondiaux qui transcendent les catégories d'actif et les régions et élaborer nos réponses stratégiques à ces changements.

### Gestion des talents

Le recrutement, la fidélisation et le perfectionnement de nos talents sont essentiels à la réalisation de notre stratégie. Nous accordons la priorité à notre personnel en investissant dans le bien-être, le perfectionnement et un programme de rémunération totale intéressant, et croyons qu'il est important de mettre en place une solide culture favorisant la santé physique, mentale et émotionnelle. Non seulement les employés en meilleure santé sont plus heureux au travail, mais leur bien-être global améliore notre capacité à atteindre nos objectifs. Par conséquent, l'établissement d'une culture qui aide les employés à se sentir valorisés et en santé continue d'être pour nous une priorité.

La normalisation de la santé mentale et l'adoption d'une approche globale à l'égard de la conciliation travail-vie personnelle sont au premier plan de nos efforts visant à améliorer la santé globale de notre personnel. Un large éventail de ressources sur le mieux-être sont à la disposition des employés, y compris des formations et attestations sur la santé mentale à l'intention des dirigeants, des webémissions régulières avec des médecins praticiens, des soins de santé virtuels 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et des séances virtuelles de mieux-être sur des sujets comme la santé mentale, le

conditionnement physique et l'alimentation. En 2022, le RREO a bonifié ses prestations en matière de mieux-être en offrant des services supplémentaires en santé mentale, émotionnelle et physique.

### Risque de cybersécurité

Notre équipe de spécialistes en cybersécurité gère un programme complet conçu pour protéger notre organisation contre les cybermenaces en mettant en place un processus ininterrompu de surveillance, d'alerte et d'enquête en cas d'incident susceptible de compromettre notre sécurité. En 2022, l'équipe a continué de renforcer nos mesures de contrôle et notre programme de cybersécurité afin de répondre aux menaces changeantes et d'assurer la protection de nos données.

## Une modélisation créative et des données fiables fournissent de précieux renseignements en matière de risque

Nous utilisons des modèles analytiques pour estimer les gains et les pertes potentiels dans notre portefeuille. Nous tenons compte de ces renseignements lorsque nous prenons d'importantes décisions opérationnelles, par exemple les changements stratégiques dans la répartition de notre actif et notre stratégie de placement à long terme. Par conséquent, nos modèles de risque sont bien régis et font l'objet d'un examen périodique afin de déterminer les possibilités d'amélioration. En 2022, des améliorations ont été apportées à nos modèles de risques liés aux placements dans des sociétés fermées de façon à mieux refléter notre expérience en tant qu'investisseur mondial expérimenté en titres de sociétés fermées.



# Notre approche en matière d'investissement

## Stratégie de placement

Notre stratégie de placement tient compte de notre profil de risque, des actifs du régime et de nos obligations. Notre horizon de placement à long terme soutient notre objectif premier, qui est de réaliser les rendements requis pour verser à nos participants leurs prestations de retraite, actuellement et à l'avenir. Nous combinons notre expertise en composition ascendante de l'actif avec une approche descendante du risque et de la constitution de portefeuilles.

## Notre avantage concurrentiel

Nous sommes des **investisseurs agiles et innovateurs** qui apportent une expertise interne approfondie et des équipes flexibles et réceptives pour prendre des décisions rapides et transparentes qui procurent des rendements stables.

Nous possédons **des connaissances approfondies, une vaste expertise spécialisée et des réseaux** dans notre secteur de base, nos sous-secteurs et les régions prioritaires.

Nous adoptons une **démarche axée sur l'ensemble de la caisse** tirant parti de l'ampleur et de la profondeur de nos connaissances et de nos réseaux dans toutes les catégories d'actifs et dans toutes les régions pour faire fructifier notre caisse.

Nous sommes des **penseurs visionnaires** concentrant nos efforts sur des domaines d'intérêt ciblés. Nous recherchons une croissance durable à long terme grâce à des placements qui favorisent des résultats positifs.

## Principaux objectifs

### Croissance

- Maintenir la pleine capitalisation du régime
- Atteindre un rendement stable de l'ensemble de la caisse
- Atteindre un actif net de 300 G\$ d'ici 2030
- Réaliser 50 % des activités de placement dans des sociétés fermées à l'extérieur de l'Amérique du Nord

### Culture

- Incarner une organisation diversifiée
- Mener nos activités comme une seule équipe mondiale interconnectée dans toutes les catégories d'actifs et dans toutes les régions du monde

### Incidence

- Atteindre la carboneutralité d'ici 2050, avec des cibles provisoires visant à réduire le volume d'émissions de carbone de notre portefeuille
- Aider à accélérer la décarbonisation de l'économie mondiale en investissant dans des actifs verts et de transition
- Investir dans des entreprises bien placées pour créer un avenir plus équitable
- Gérer nos placements et tirer parti de notre influence pour apporter une valeur sociale et environnementale tout en générant des rendements intéressants

## Gestion proactive des risques

Une gestion proactive des risques sous-tend nos stratégies de placement, ce qui comprend le choix de la répartition de l'actif et la gestion active de notre portefeuille afin d'ajouter de la valeur, de la diversification et de l'équilibre, ainsi que notre approche de la gestion des liquidités, qui comprend notre stratégie de capitalisation des placements.

Le RREO doit prendre les risques appropriés pour obtenir le taux de rendement nécessaire au respect de ses obligations à long terme. Il gère activement et conjointement les risques de capitalisation et de placement du régime. Notre service du risque, qui relève du chef de la direction, offre des conseils sur les niveaux de risque appropriés et établit un budget global de gestion du risque total qui permet au régime d'atteindre ses objectifs de placement. Le service Gestion globale de la caisse répartit le budget de gestion du risque entre les équipes de placement et les régions en fonction des endroits où se trouvent les meilleures possibilités ajustées au risque.

Le Comité des placements du conseil passe en revue et approuve chaque année le budget de risque. Il assure un suivi de l'exposition globale au risque de placement et examine et approuve les politiques de gestion du risque qui ont une incidence sur l'ensemble du portefeuille, en plus d'approuver les nouveaux placements qui entraînent une importante exposition au risque.

La direction supervise les décisions en matière de placement et de gestion des risques par l'intermédiaire de divers comités. Le comité de gestion du risque d'entreprise et de gouvernance est le comité de gouvernance de la haute direction chargé d'interpréter la tolérance au risque du conseil et de régir les facteurs qui peuvent avoir une incidence importante sur la stratégie, le rendement ou la réputation du RREO. Les membres de l'équipe du chef de la direction et d'autres cadres supérieurs sont membres de ce comité. En 2022, certains comités de gestion présidés par le chef de la direction, dont le comité des risques, Placements, le comité des risques, Services aux participants, et le comité de gestion du risque d'entreprise, ont été remplacés par le comité de gestion du risque d'entreprise et de gouvernance.

Le RREO n'a cessé d'améliorer sa culture de gestion du risque en faisant appel à des outils et à des processus perfectionnés pour l'aider à évaluer et à gérer le risque de façon coordonnée à l'échelle de l'organisation, dans toutes les catégories d'actifs et dans tous les services, de même que dans chacun des portefeuilles.

### Processus de contrôle préalable et de placement

Dans le cadre de son processus de placement et de ses activités de gestion des risques, le service des placements du RREO effectue des recherches et des contrôles préalables rigoureux avant de réaliser des placements d'envergure. Le processus de contrôle préalable est conçu de façon à utiliser les documents fournis par la société et d'autres recherches pour évaluer les perspectives commerciales d'un placement donné et les risques qui y sont associés. Lors du contrôle préalable, les équipes des placements évaluent un certain nombre de facteurs d'importance sur le plan commercial, financier, fiscal, comptable, environnemental, social, juridique, réglementaire et de gouvernance afin de déterminer si un placement est approprié. Ce travail est réalisé avec l'aide d'experts-conseils externes expérimentés possédant une expertise dans les domaines financier, commercial, juridique ou autre, et souvent en consultation avec des partenaires d'investissement de bonne réputation aux vues similaires.

## Choix de la composition du portefeuille

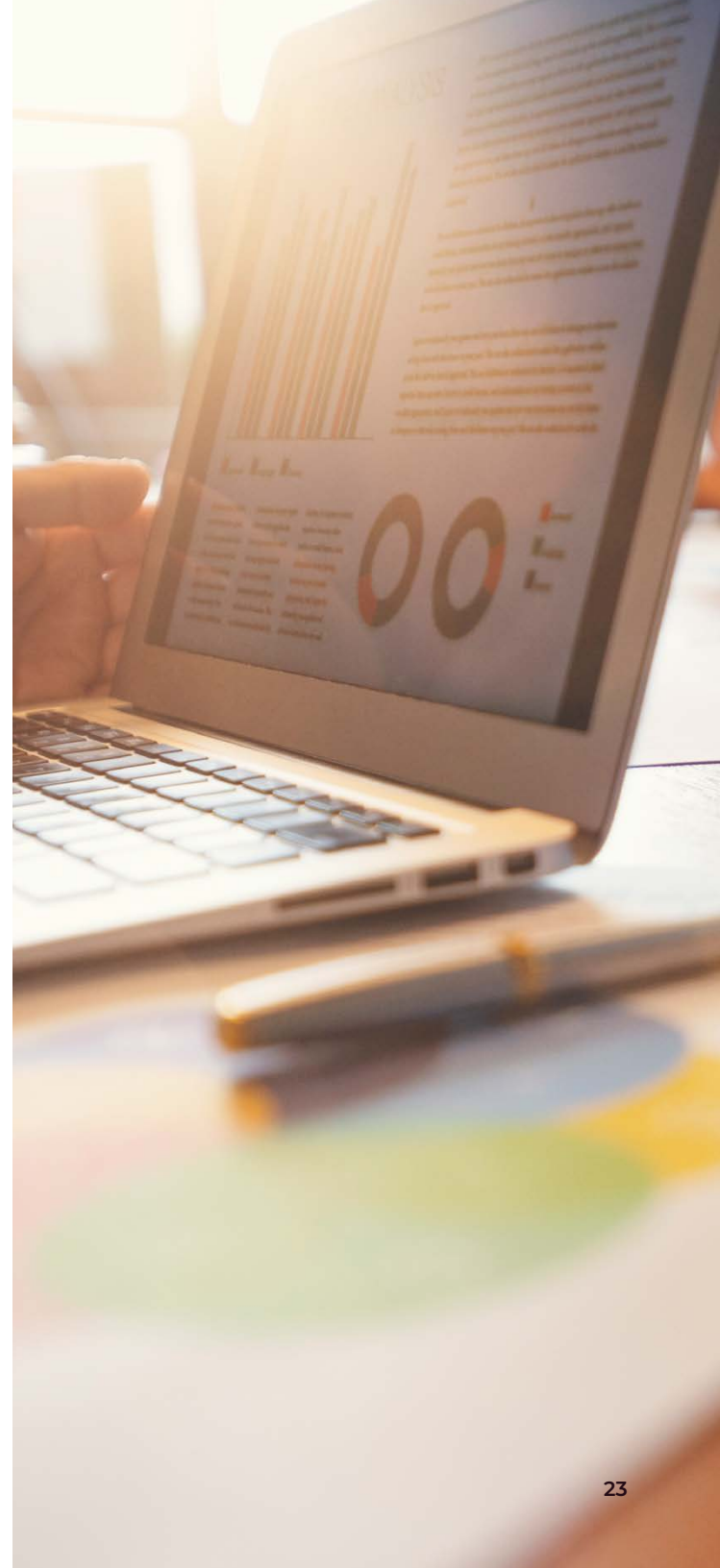
Conscients que le choix de la composition du portefeuille est un facteur important du rendement à long terme, nous accordons une attention considérable à la répartition de l'actif et à la pondération de chaque catégorie d'actifs et de chaque région.

Sous la surveillance du conseil d'administration, l'équipe de direction gère la répartition de l'actif conformément à notre stratégie de gestion de l'ensemble de la caisse. La direction détermine l'exposition à chacune des catégories d'actifs, dans les limites approuvées par le conseil.

Comme nos services de placement sont responsables de plusieurs catégories d'actifs qui peuvent se superposer, nous avons produit une grille qui illustre leurs liens ainsi qu'un tableau qui présente la répartition détaillée de l'actif.

### MISE EN CORRESPONDANCE DES SERVICES ET DES CATÉGORIES D'ACTIFS

SERVICES DE PLACEMENTS					
Catégories d'actifs	Actions	Marchés financiers	Infrastructure et ressources naturelles	Actifs réels	Croissance audacieuse RREO
<b>Titres de capitaux propres</b>	•	•	•		
<b>Titres à revenu fixe</b>		•			
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>		•	•		
<b>Biens immobiliers</b>		•	•	•	
<b>Innovation</b>					•
<b>Titres de créance</b>	•	•	•		
<b>Stratégies de rendement absolu</b>		•			



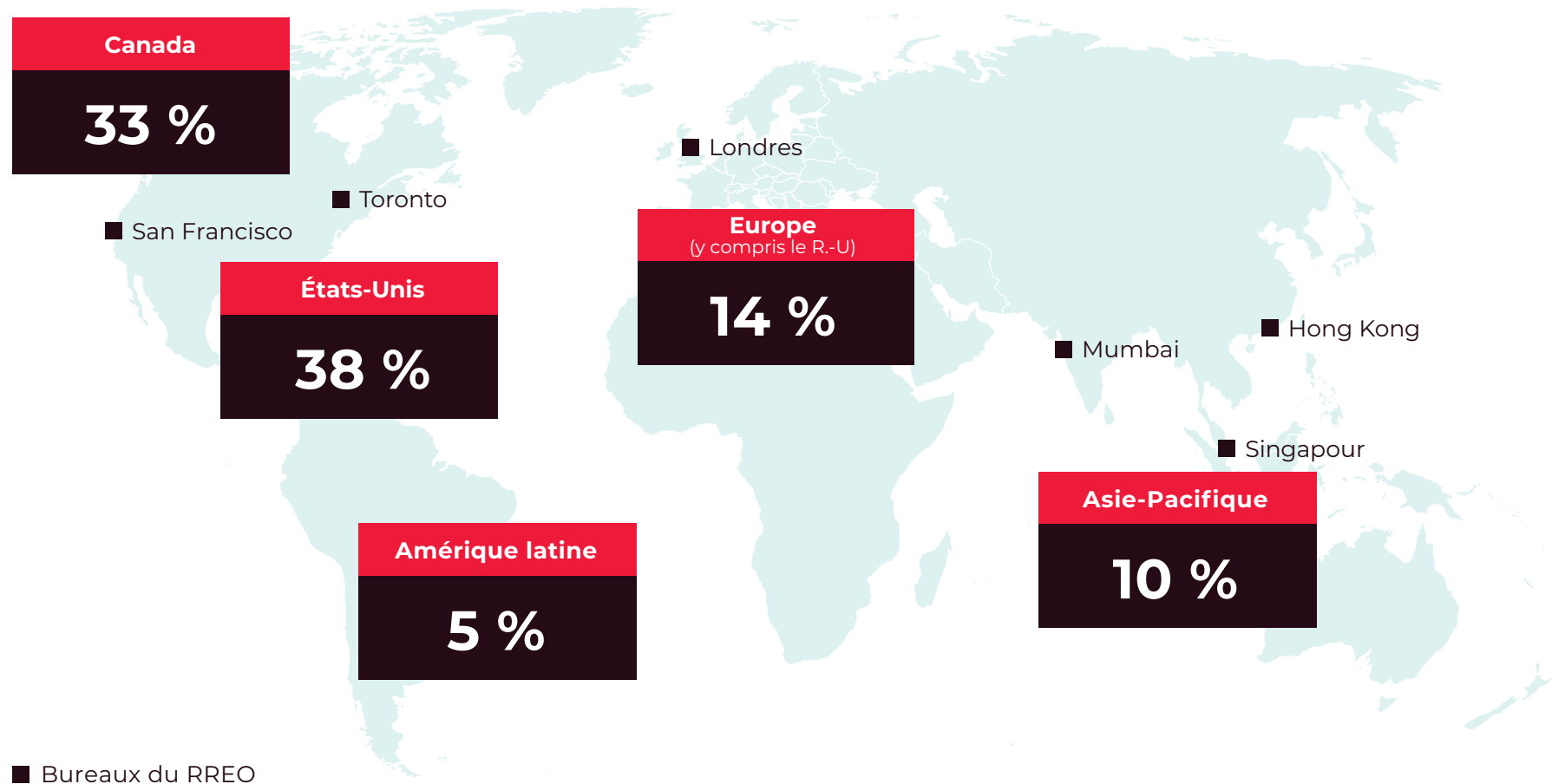


## Diversification

Une diversification de l'actif total de la caisse par une constitution de portefeuilles efficace est essentielle à notre réussite. La diversification nous permet de répartir le risque entre divers facteurs clés comme les horizons temporels, les catégories d'actif, les régions et les répercussions économiques. Cela vient appuyer notre objectif d'atteindre un rendement stable pour l'ensemble de la caisse et nous aide à obtenir de bons résultats dans divers environnements de placement tout en atténuant l'incidence défavorable d'une perte de placement donnée sur l'ensemble de la caisse.

### EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE<sup>1</sup>

Au 31 décembre 2022



<sup>1</sup> Pourcentage de l'actif net total en fonction du marché principal, de l'emplacement du siège social ou de l'emplacement du bien.

## Notre présence mondiale

Un des impératifs stratégiques importants pour le RREO consiste à améliorer ses capacités à l'international en vue de réaliser au moins 50 % de ses activités de placements privés à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous avons ouvert des bureaux dans certains centres financiers mondiaux et embauché des talents de premier plan dans ces marchés afin de nous positionner pour obtenir les meilleures possibilités d'investissement dans nos marchés prioritaires. Voici un bref compte rendu de nos activités dans la région Asie-Pacifique ainsi qu'en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

### Asie-Pacifique

Pour assurer notre croissance future, il est essentiel d'étendre notre présence mondiale et de rehausser notre profil dans des marchés clés. Ainsi, en 2022, le RREO a renforcé sa présence dans la région Asie-Pacifique (APAC) en ouvrant un bureau en Inde. Nous avons maintenant trois bureaux et près de 70 employés à Hong Kong, à Singapour et à Mumbai. Cela nous permet d'investir dans toute la région de l'Asie-Pacifique et d'accéder aux multiples possibilités d'investissement qui se présentent dans ces marchés. Au cours de l'année, nous avons embauché neuf nouveaux employés dans la région et nous sommes heureux d'avoir nommé Deepak Dara au poste de directeur supérieur et chef de la région de l'Inde. Vous pouvez lire l'étude de cas sur nos activités en Inde à la page 26.

Avec un portefeuille de plus de 40 sociétés et fonds gérés par notre équipe APAC, nous comptons plus de 16 G\$ en placements en Chine élargie, en Inde, au Japon, en Corée du Sud, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Voici certains investissements majeurs qui ont été réalisés cette année :

- Acquisition d'une participation de 70 % dans l'entreprise de tours de téléphonie mobile de Spark New Zealand, renommée Connexa, et acquisition subséquente, avec Connexa, des tours de télécommunications mobiles hors exploitation de 2degrees Mobile en Nouvelle-Zélande.
- Acquisition d'une participation dans GPA Global, un fabricant de solutions d'emballage de première qualité, ce qui marque notre premier placement sous contrôle conjoint dans une société fermée dans la région.

# Plus de 16 G\$

en placements

# Plus de 40 placements

dans la région

### Répartition du portefeuille

<b>39 %</b>	Actions de sociétés fermées	<b>5 %</b>	Titres de créance
<b>22 %</b>	Infrastructures	<b>4 %</b>	Stratégies de rendement absolu
<b>12 %</b>	Actions de sociétés ouvertes	<b>1 %</b>	Biens immobiliers
<b>11 %</b>	Innovation	<b>1 %</b>	Terrains forestiers exploitables
<b>5 %</b>	Ressources naturelles		

- Octroi de fonds supplémentaires à Princeton Digital Group, exploitant et développeur panasiatique de centres de traitement de l'information.
- Direction, par Croissance audacieuse RREO, d'un tour de financement de 150 M\$ US pour la plateforme de commerce électronique chinoise Ruigu.

Pour l'avenir, nous continuerons de chercher à accroître notre présence en Asie afin d'accéder aux possibilités d'investissement dynamiques qui se présentent dans différentes catégories d'actifs dans nos principales régions.



## Étude de cas

# Des occasions en Inde

L'Inde, l'une des économies les plus dynamiques du monde, offre des occasions riches et variées à un investisseur à long terme comme le RREO. Nous y avons investi plus de 3 G\$; il s'agit de l'un des principaux pays stratégiques sur lesquels nous concentrons nos efforts dans le cadre de notre stratégie visant à atteindre un actif net de 300 G\$ d'ici 2030.

En septembre, nous avons démontré notre engagement continu à l'égard du pays en ouvrant un nouveau bureau à Mumbai. Ce bureau, notre troisième dans la région de l'Asie-Pacifique, nous permet d'accroître notre présence dans toutes les catégories d'actifs en Inde en nous constituant une base depuis laquelle trouver des placements, entretenir des partenariats à long terme et attirer de solides talents locaux. L'équipe fondatrice de Mumbai, qui compte 10 employés, devrait prendre de l'ampleur à mesure que le portefeuille de placements du RREO augmentera au fil des prochaines années.

En 2022, le RREO a augmenté considérablement sa présence en Inde grâce à des placements dans tous les secteurs, de l'agrandissement d'hôpitaux et des soins de santé au soutien de l'énergie solaire.

**Le RREO détient un portefeuille d'actifs dans des sociétés ouvertes et fermées totalisant plus de**

**3 G\$** 

**en Inde.**



*L'Inde est une économie d'envergure et en forte croissance, qui jouit d'une ouverture aux capitaux étrangers et de tendances de croissance qui correspondent à nos forces. »*

Deepak Dara, directeur supérieur et chef de la région de l'Inde



# Quelques-uns de nos placements de 2022 en Inde

## National Highways Infra Trust

Le RREO a augmenté ses investissements dans le National Highways Infra Trust, une fiducie de placement en infrastructures parrainée par la National Highways Authority of India qui favorise la création de liens et d'occasions pour l'Inde par l'intermédiaire d'un réseau routier amélioré.

## Mahindra Susten

Le RREO a formé un partenariat stratégique avec Mahindra Susten, joueur de premier plan dans le secteur de l'énergie solaire en Inde et dans la plateforme d'énergie renouvelable de Mahindra Group, dans le but de tirer parti des possibilités croissantes liées aux énergies renouvelables en Inde et de contribuer aux ambitions de décarbonisation du pays.

## Groupe d'hôpitaux Sahyadri

La plus importante chaîne d'hôpitaux privés de l'État du Maharashtra comprend huit hôpitaux d'environ 900 lits opérationnels et 300 lits en soins intensifs. Sahyadri a fait l'objet de la première prise de contrôle par emprunt d'une société fermée en Inde par le RREO.



## Europe, Moyen-Orient et Afrique

Nous continuons d'évaluer les possibilités d'investissement dans différentes catégories d'actifs dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA) depuis notre bureau de Londres. Alors que nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie de diversification audacieuse, nous avons agrandi nos équipes des placements, de la création de valeur et du soutien fonctionnel avec 25 nouvelles embauches l'an dernier, ce qui a porté notre équipe EMOA à près de 100 personnes.

Conformément à notre objectif visant à réaliser des placements diversifiés dans toutes les catégories d'actifs, nous avons investi plus de 38 G\$ dans plus de 30 sociétés de portefeuille et fonds de la région. Notre priorité est toujours de préserver et de générer de la valeur pour nos participants par l'intermédiaire de nos placements, et nous avons réalisé d'importantes transactions en 2022, notamment :

- l'acquisition d'une participation de 25 % dans SSEN Transmission pour aider à fournir de l'énergie renouvelable à des millions de foyers au Royaume-Uni; pour en savoir plus, lisez l'étude de cas à la page 42;
- l'investissement dans le regroupement de group.ONE et du groupe dogado afin de créer un fournisseur de solutions en ligne paneuropéen;
- l'octroi de fonds, par l'intermédiaire de Croissance audacieuse RREO, à la société de soins de santé numériques Alan, à l'entreprise de crédit à la consommation fondée sur l'intelligence artificielle Lendable, à l'application fiscale mobile Taxfix et à la plateforme de gestion des talents Beamery;
- des ententes visant à vendre Camelot U.K. Lotteries à Allwyn et la société de services funéraires ibériques Mémora à Grupo Catalana Occidente.

Grâce à des capacités de placement entièrement intégrées dans la région EMOA, nous continuerons de saisir les occasions d'accroître notre portefeuille de placements gérés et co-gérés et de déployer des capitaux dans les marchés publics et privés pour stimuler la croissance, générer des rendements et devenir un chef de file en matière de placements durables.

# Plus de 38 G\$

en placements

# Plus de 30 placements

dans la région

## Répartition du portefeuille

<b>48 %</b>	Infrastructures	<b>5 %</b>	Biens immobiliers
<b>27 %</b>	Actions de sociétés fermées	<b>4 %</b>	Innovation
<b>8 %</b>	Actions de sociétés ouvertes	<b>1 %</b>	Ressources naturelles
<b>7 %</b>	Titres de créance		

## Devise

Les variations des taux de change utilisés pour évaluer nos placements en devises peuvent avoir une incidence importante sur le rendement à court terme des placements exprimés en dollars canadiens. Nous gérons les devises en fonction de l'ensemble de la caisse et considérons le risque de change comme faisant partie de la constitution globale de notre portefeuille. Dans certaines circonstances et lorsque cela s'avère rentable, nous prendrons des mesures pour protéger une partie de notre exposition de façon à réduire le risque de change, inévitable lorsqu'on investit à l'échelle mondiale. La couverture de change nous permet d'atténuer l'incidence des fluctuations importantes dans les marchés des changes sur notre rendement d'une année à l'autre.

En 2022, la faiblesse du dollar canadien a entraîné un gain de change de 3,8 G\$, car les actifs libellés en devises ont pris de la valeur lorsqu'ils ont été convertis en dollars canadiens. Cela correspond à un effet de change sur le rendement de 1,5 %. Ce gain, contrebalancé en partie par nos activités de couverture de change, est principalement attribuable à la baisse du dollar canadien par rapport au dollar américain, influencée par l'approche proactive liée à la hausse des taux d'intérêt appliquée par la Réserve fédérale américaine dans le but de combattre l'inflation.

### RISQUE DE CHANGE NET<sup>1</sup>

Au 31 décembre 2022 (G\$)

	2022	2021
Dollar américain	67,6	45,0
Euro	9,9	10,3
Livre sterling britannique	6,6	4,4
Renminbi chinois	4,8	6,4
Peso mexicain	4,7	2,8
Real brésilien	3,0	2,0
Dollar australien	3,0	2,0
Peso chilien	2,8	3,2
Yen japonais	2,2	2,4
Roupie indienne	2,1	1,3
Autre	7,8	6,7

<sup>1</sup> Comprend le risque de change lié aux placements, les sommes nettes à recevoir des courtiers et les liquidités associées aux placements. Pour obtenir plus de renseignements sur la gestion du risque de marché, y compris le risque de change, consultez la note 2g des états financiers consolidés.

## Capitalisation des placements

La répartition des actifs dans la catégorie de capitalisation des placements représente le capital net implicite nécessaire à la composition globale du portefeuille. Cela comprend des positions telles que des conventions de rachat pour les obligations utilisées pour la gestion des liquidités courantes, du capital implicite tiré de produits dérivés pour investir avec efficacité et de façon passive dans les indices mondiaux d'actions et de marchandises, un financement à court terme et à terme fixe non garanti par le RREO et des réserves de liquidités. Ces activités peuvent entraîner une position négative pour la catégorie de la capitalisation des placements dans la composition globale du portefeuille, et le montant devrait varier d'un exercice à l'autre en fonction de la mise en œuvre de la répartition de l'actif.

### La répartition des actifs dans la catégorie de capitalisation des placements permet au RREO :

- de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux obligations du régime;
- d'obtenir un profil risque-rendement global optimal pour le portefeuille de placement;
- d'investir dans certains marchés de manière plus efficace;
- d'accroître nos placements dans des catégories d'actifs plus sûres qui génèrent des rendements ajustés au risque attractifs;
- de maintenir des liquidités suffisantes.

Le RREO a pour objectif de diversifier les sources de financement des placements, de gérer le profil de coût et de maturité, de maintenir une présence dans les principaux marchés de financement et de soutenir la gestion globale du risque de change de notre programme de placement mondial.



L'Ontario Teachers' Finance Trust (OTFT), une entité indépendante, joue un rôle important dans notre stratégie globale. L'OTFT émet du papier commercial et des titres de créance à terme qui sont entièrement, inconditionnellement et irrévocablement garantis par le RREO. L'OTFT administre un programme mondial de titres de créance à terme émis dans des devises telles que le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le dollar canadien. Le programme de l'OTFT cadre bien avec la nature mondiale de l'ensemble du portefeuille de placement. L'OTFT émet également des obligations vertes qui soutiennent notre objectif de carboneutralité et notre désir d'apporter des changements positifs et durables grâce à nos activités.

En plus de l'OTFT, l'Ontario Teachers' Cadillac Fairview Properties Trust (OT-CFPT) permet de diversifier davantage le financement des placements par l'émission de titres de créance à terme. L'OT-CFPT est adossée à un portefeuille d'immeubles canadiens de grande qualité sans recours pour le RREO.

## Gestion des liquidités

Les liquidités et le financement nous permettent de tirer profit des possibilités d'investissement, et c'est pourquoi ces éléments sont gérés avec soin. Notre service Gestion globale de la caisse fait appel à sa vision globale du portefeuille pour déterminer la façon d'utiliser efficacement les ressources pour soutenir les liquidités et le financement. Pour ce faire, il doit notamment s'assurer que nous avons les liquidités nécessaires pour faire face à nos engagements financiers courants ainsi qu'en cas de perturbation des marchés.

Le RREO est assujéti à un cadre de gouvernance et à des exigences en matière de déclaration des données en ce qui a trait aux liquidités. Nous vérifions quotidiennement nos liquidités par l'application de divers scénarios d'événements majeurs du marché, et notre Comité des placements du conseil reçoit régulièrement des mises à jour à l'égard de nos liquidités. Étant donné que la modification des règles et règlements qui touchent les banques peut avoir une incidence indirecte sur le RREO, nous continuons de nous adapter et d'améliorer la façon dont nous gérons, supervisons et mesurons les risques de liquidités, et communiquons les informations pertinentes.

Pour obtenir plus de renseignements sur la gestion du risque de liquidité, consultez la note 2g des états financiers consolidés et [notre site Web](#).

## Gestion des frais de placement

Le RREO s'engage à assurer la rentabilité et estime qu'il importe de gérer les frais et de les lier au processus de création de valeur des placements. Le conseil et la direction utilisent divers outils pour s'assurer que les coûts sont appropriés et bien gérés. Les coûts sont aussi régulièrement évalués en fonction de ceux des régimes comparables dans le cadre d'études comparatives indépendantes.

Le montant du capital investi, la pondération des catégories d'actif et le style de placement sont des facteurs qui ont une incidence sur les frais de gestion de l'actif. En général, les frais de gestion absolus augmentent à mesure que du capital supplémentaire est investi, ce qui peut être partiellement compensé par des économies d'échelle.

La gestion interne de l'actif, combinée à notre modèle de partenariat stratégique avec des gestionnaires externes, est un moyen rentable de mettre en œuvre nos stratégies de placement. Cependant, nos placements importants dans les actifs privés et notre engagement à assurer une gestion active entraînent des coûts plus élevés par rapport au déploiement des actifs dans des titres publics à moindre coût et des mandats passifs. Le RREO engage également des frais pour assurer le maintien de ses bureaux internationaux, lesquels font partie intégrante de notre capacité à repérer des possibilités d'investissement à l'échelle mondiale, à gérer efficacement notre portefeuille et à trouver des talents dans les marchés prioritaires. Nous croyons que ces coûts nous permettent d'obtenir des rendements ajustés au risque plus élevés à long terme que si l'actif était investi de façon passive.

Le processus de planification stratégique harmonise les coûts avec la stratégie. Le Comité d'audit et d'actuariat du conseil examine les budgets annuels. Des politiques de dépenses sont en place pour veiller à ce que les coûts engagés soient appropriés, et on cherche régulièrement des occasions d'améliorer l'efficacité de la gestion de l'actif.

## Frais de placement

Les frais de placement comprennent les frais d'administration, les coûts de transaction et les frais de gestion.

	2022		2021	
	M\$	Coût par tranche de 100 \$ d'actif net moyen	M\$	Coût par tranche de 100 \$ d'actif net moyen
Frais d'administration	785 \$	33	732 \$	33
Coûts de transaction	471	19	607	27
Frais de gestion	630	26	691	31
<b>Total des frais de placement</b>	<b>1 886 \$</b>	<b>78</b>	<b>2 030 \$</b>	<b>91</b>

### Que comprennent les frais d'administration?

Les frais d'administration des placements comprennent les salaires, les primes et les avantages sociaux du personnel, les locaux et le matériel, les services professionnels et de consultation, les services d'information, les communications et les déplacements, ainsi que les honoraires de garde et d'audit et les frais liés au conseil. Le RREO croit que certains programmes de placement peuvent être exécutés plus efficacement si on utilise les talents à l'interne. Les coûts liés à l'utilisation d'équipes de placement sur place et aux fonctions de soutien connexes comme le service juridique, l'exploitation et les finances représentent la majorité des frais d'administration.

Les frais d'administration des placements se sont élevés à 785 M\$, soit 0,33 \$ par tranche de 100 \$, ce qui marque une hausse par rapport aux 732 M\$ de 2021 (le coût par tranche de 100 \$ était le même, soit 0,33 \$). Cette augmentation des frais d'administration absolus est attribuable à l'augmentation du nombre d'employés et aux coûts de démarrage pour l'ouverture de deux nouveaux bureaux internationaux.

### En quoi consistent les coûts de transaction?

Les coûts de transaction sont directement attribuables à l'acquisition ou à la vente de placements. Les services de vérification préalable et de consultation dans des domaines tels que les services financiers, juridiques, fiscaux et réglementaires et les facteurs ESG, sont les coûts de transaction les plus importants qui soutiennent les opérations liées aux actifs de sociétés fermées. Dans le cas des titres de sociétés ouvertes, les coûts de transaction consistent principalement en des commissions.

Les coûts de transaction se sont élevés à 471 M\$ en 2022, comparativement à 607 M\$ en 2021. Cette diminution est attribuable à la baisse du volume des placements directs et des acquisitions de fonds en 2022.

### En quoi consistent les frais de gestion?

Le RREO affecte le capital aux principaux gestionnaires externes des marchés publics et privés, de façon sélective, afin d'accéder au talent spécialisé et aux occasions de placement dans les situations où il ne serait pas pratique ou rentable de le faire à l'interne avec ses propres talents. Grâce à ces relations, le RREO engage à la fois des frais de gestion traditionnels, qui reposent généralement sur le montant du capital investi, et des frais liés au rendement, qui reposent sur les rendements supérieurs à un seuil prédéterminé et peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Les frais de gestion comprennent également les coûts différentiels payés à des parties externes qui sont directement attribuables à des placements existants et ne sont pas liés à l'acquisition ou à la vente. Nous tentons de trouver le juste équilibre en négociant de sorte que ces frais favorisent l'harmonisation des intérêts du RREO et de nos gestionnaires externes.

Dans certains cas, les frais de gestion et les frais liés au rendement sont engagés par les entités dans lesquelles le RREO a investi, plutôt que par le RREO lui-même. Tous ces frais sont pris en compte dans le revenu de placement net du régime. Lorsqu'ils sont facturés directement, ou lorsque l'information est accessible autrement dans des avis de capital ou d'autres communications des gestionnaires, les frais de gestion et les frais liés au rendement sont déclarés comme tels dans les états financiers du RREO.

En 2022, les frais de gestion, y compris les frais liés au rendement, se sont établis à 630 M\$, en baisse par rapport à 691 M\$ en 2021. Cette baisse est principalement attribuable à la faiblesse des marchés en 2022 et à une baisse des frais liés au rendement.

# Élargir notre incidence positive

Nous croyons qu'il est essentiel de miser sur les avantages environnementaux et sociaux de nos activités et de les renforcer afin de protéger la valeur à long terme et de tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes.

Le RREO est depuis longtemps un investisseur et un employeur axé sur le long terme et motivé par des buts précis.

Tirant parti de cette solide base, nous avons consacré du temps en 2022 à mettre en place une approche plus officielle visant à déterminer et à mesurer l'incidence positive que nous pouvons avoir par l'intermédiaire de nos activités.

Notre capacité de créer de la valeur à long terme et de générer des rendements intéressants est renforcée par notre contribution à certains des enjeux sociaux et environnementaux les plus pressants auxquels le monde fait face.

## Thèmes clés sur lesquels reposent nos efforts visant à avoir une incidence positive

De façon plus précise, nous cherchons des moyens de saisir les occasions suivantes :

1. **Faire progresser les mesures environnementales** en appuyant la réduction des émissions de GES par l'intermédiaire de notre propre engagement en matière de carboneutralité et de notre intention d'investir dans des actifs de transition à fortes émissions, en atténuant les répercussions des changements climatiques et la perte de capital naturel.
2. **Uniformiser les règles du jeu** en contribuant à réduire les obstacles empêchant l'obtention de résultats sociaux améliorés plus équitables.

## L'incidence positive est un important moteur opérationnel

Nous croyons que de miser sur l'incidence positive que nous pouvons avoir constitue un important moteur opérationnel qui appuie ce qui suit :

### 01

#### Recrutement et fidélisation des talents :

Le fait de participer à la résolution des défis mondiaux facilite notre recrutement et la fidélisation des talents dans un but précis, un attribut de plus en plus recherché chez les employeurs.

### 02

#### Avantage concurrentiel :

Le fait de nous présenter comme un partenaire de choix nous a permis de constater que les fondateurs, les équipes de direction et les partenaires veulent de plus en plus être soutenus par du capital ciblé, ce qui vient appuyer le flux des propositions d'investissement.

### 03

#### Protection de la valeur à long terme :

Le fait de rechercher des solutions à des défis mondiaux majeurs liés à nos activités nous aide à respecter nos obligations à long terme.



## Une approche à l'échelle du RREO pour avoir une incidence positive

NOTRE AMBITION SUR LE PLAN DE L'INCIDENCE

Devenir chef de file dans la production de résultats sociaux et environnementaux positifs

PRIORITÉS

Faire progresser les mesures environnementales

Uniformiser les règles du jeu

PILERS STRATÉGIQUES



LA FAÇON DONT NOUS INVESTISSONS

Avoir une incidence par nos placements



LA FAÇON DONT NOUS MENONS NOS ACTIVITÉS

Avoir une incidence par nos activités



LA FAÇON DONT NOUS REDONNONS

Avoir une incidence par notre engagement communautaire

### La façon dont nous investissons

*Nous tirons parti de notre capital de placement et de notre gérance pour générer des rendements intéressants tout en ayant une incidence concrète, positive et mesurable.*

Parmi les aspects sur lesquels nous misons depuis longtemps, notons l'investissement dans des entreprises qui implantent des changements positifs, la gestion responsable des actifs, la mise en œuvre de notre stratégie multidimensionnelle en matière de changements climatiques (page 38) et l'utilisation de notre voix pour encourager le changement (page 43). Pour l'avenir, nous cherchons à accroître l'incidence positive de nos placements en établissant un cadre pour réaliser des

investissements qui ont un impact. Les investissements qui ont un impact sont effectués dans l'intention de produire un impact social ou environnemental mesurable et bénéfique, en plus de générer un rendement financier intéressant.

Cette année, nous mettrons à l'essai différentes approches visant à évaluer et à mesurer l'incidence d'un groupe restreint de sociétés de notre portefeuille et de nouvelles occasions pertinentes à mesure qu'elles se présentent afin d'officialiser un cadre et une méthode d'évaluation des investissements ayant un impact.

## La façon dont nous menons nos activités

*Nous continuons d'intégrer à nos activités des facteurs environnementaux et relatifs à l'équité.*

Nous nous concentrons sur les occasions de définir et d'élargir les avantages positifs de notre personnel, de nos emplacements (biens immobiliers) et de nos pratiques d'approvisionnement.

Notre approche à l'égard **du personnel** consiste à accorder la priorité à l'individu dans son ensemble et à créer un environnement de travail où les gens peuvent être entièrement eux-mêmes. Nous continuons de mettre l'accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion (voir la page 78) ainsi que sur le bien-être global des employés. Nous avons réalisé des investissements importants en ce sens, notamment en offrant de solides avantages en matière de santé physique et mentale.

### Le personnel

- Bien-être des employés
- Diversité, équité et inclusion
- Milieu de travail positif
- Rémunération
- Politique sur les déplacements

### Avoir une incidence par nos activités

#### L'approvisionnement

- Attentes et exigences en matière d'approvisionnement
- Gestion des fournisseurs et établissement de rapports
- Code de conduite des fournisseurs

#### Les lieux

- Pratique en matière d'immobilier et des bureaux
- Construction écologique
- Énergie, gestion de l'eau, réduction des déchets
- Qualité de l'air

# Une croissance durable au 160, rue Front Ouest

Pour le futur emplacement de notre siège social à Toronto, nous visons ce qui suit :

La certification LEED® Platine pour le bâtiment, la plus élevée du programme Leadership in Energy and Environmental Design.

La certification LEED® Or pour l'aménagement intérieur des étages qu'occupera le RREO.

La certification WELL® Or, qui reconnaît les initiatives accordant la priorité à la santé et au bien-être des personnes dans le milieu de travail du RREO.





Nous offrons aussi aux employés la possibilité de travailler à partir de n'importe où pendant un mois par année, fournissons des possibilités de perfectionnement en leadership personnalisées et favorisons une communauté active et mobilisée de groupes de ressources pour les employés.

Dans notre approche à l'égard **des lieux**, nous nous concentrons sur des pratiques administratives durables dans l'ensemble de nos bureaux dans le monde, notamment par nos efforts visant à développer nos futurs espaces de travail à l'échelle mondiale (voir l'encadré « Une croissance durable au 160, rue Front Ouest »).

En ce qui concerne l'**approvisionnement**, nous examinons des pratiques d'approvisionnement stratégiques potentielles qui tiennent compte des facteurs environnementaux et liés à l'équité et nous mobilisons de plus en plus nos fournisseurs sur ces thèmes.

### La façon dont nous redonnons

*Nous tirons parti des forces de nos employés pour améliorer nos collectivités.*

Le RREO est fier de sa longue histoire de dons et de bénévolat par les employés. Depuis plus de 30 ans, nos collègues donnent à des causes partout dans le monde par l'intermédiaire d'une campagne annuelle de dons.

Nous accordons également du temps au bénévolat dans les communautés avoisinantes, tant de façon individuelle qu'au sein d'équipes distinctes. En 2022, nous avons lancé la journée Laisser sa marque, qui donne l'occasion aux membres de l'équipe de Londres et de Toronto de faire du bénévolat dans des secteurs précis, et nous comptons élargir ce programme à l'échelle mondiale dans le futur.

## Laisser notre marque par le bénévolat

Lors de notre premier événement de la journée **Laisser sa marque**, des employés ont apporté leur contribution en amassant du matériel scolaire pour les étudiants réfugiés, en plantant des arbres et en effectuant des travaux agricoles dans une ferme urbaine dirigée par des bénévoles.







***Le RREO est un véritable pionnier dans le secteur – il fait progresser les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et d'investissement responsable. >>>***

## Des investissements durables

### Séance de questions : Faire progresser nos efforts en matière d'investissement durable

Anna Murray s'est jointe au RREO en 2022 à titre de directrice supérieure et chef mondiale de l'investissement durable, Gestion globale de la caisse. Elle explique comment nos pratiques ESG bien ancrées ont façonné le passé du RREO et façonne maintenant son avenir.

#### Q : Pourquoi avez-vous décidé de vous joindre au RREO?

J'étais enthousiaste à l'idée de me joindre à une organisation dont l'engagement à avoir une incidence concrète sur le monde est intégré au tissu culturel. Le RREO s'engage fermement depuis 20 ans à intégrer des pratiques ESG, et nous continuons aujourd'hui de faire preuve de leadership et d'exercer notre influence dans le secteur. En tant qu'investisseur actif et mobilisé, le RREO est fermement convaincu que l'organisation peut apporter sa contribution dans certains des plus grands défis et des plus grandes possibilités d'aujourd'hui sur le plan social et environnemental, et nous tenons compte des facteurs ESG pour nous aider à tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes aux participants.

#### Q : Le RREO est un chef de file du secteur en matière de facteurs ESG depuis plus de 20 ans. Selon vous, pourquoi est-ce le cas?

Le RREO est un véritable pionnier dans le secteur. Il fait progresser les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et d'investissement responsable. Au départ, nous nous sommes efforcés de faire progresser nos pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, par exemple en faisant preuve de transparence dans l'exercice de nos droits de vote et en faisant figure de guides d'opinion influents dans le domaine.

Notre approche face à l'investissement responsable a évolué – nous avons élaboré des lignes directrices pour la gestion des changements climatiques et sommes devenus signataires des Principes pour l'investissement responsable, reconnus à l'échelle internationale. Nous avons par la suite lancé notre cadre de transition vers une économie à faibles émissions de carbone afin d'uniformiser la terminologie concernant la transition énergétique.

Nous nous sommes publiquement engagés à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et avons renforcé nos principes de vote par procuration pour la surveillance des changements climatiques, et nous avons établi des cibles provisoires de réduction de l'empreinte carbone de notre portefeuille pour encourager les sociétés de notre portefeuille à mettre

en place des plans de décarbonisation. Nous continuons d'adopter une position active quant à l'intégration des facteurs ESG dans l'ensemble du cycle d'investissement. Au cours des trois dernières années, l'équipe de l'investissement durable a participé en moyenne par année à plus de 80 transactions potentielles et réalisées évaluées à plus de 35 G\$ dans différentes catégories d'actifs, et les a examinées.

Plus récemment, par l'intermédiaire de l'examen annuel de nos principes du vote par procuration, nous avons renforcé les domaines d'intérêt existants pour les sociétés cotées en bourse comme la diversité, l'équité et l'inclusion et nous avons relevé les attentes quant à la participation accrue des femmes au sein des conseils.

Tout au long de notre parcours, nous avons acquis une vaste expertise en matière de changements climatiques et nous sommes efforcés de rendre les sociétés de notre portefeuille plus écologiques et plus résilientes. Nous sommes toujours déterminés à rester au fait des tendances et de la recherche dans le domaine et à chercher des occasions d'utiliser notre capital et notre influence pour avoir une incidence positive durable tout en offrant de la valeur.

### **Q : Quelles ont été nos plus grandes réussites en 2022?**

Voici quelques-unes de nos principales réalisations de l'année dernière :

1. Nous avons annoncé un plan ambitieux visant à investir dans la décarbonisation de grands émetteurs afin d'accélérer la transition vers la carboneutralité. Nous comptons affecter initialement environ 5 G\$ à ces actifs et nous fournirons des données et des mesures distinctes pour illustrer nos progrès.
2. Nous avons ajouté à notre portefeuille 3 G\$ en nouveaux actifs verts, notamment dans Mahindra Susten (une entreprise d'énergie renouvelable en Inde), Corio Generation (une plateforme mondiale de développement éolien en mer) et SSEN Transmission (une société de transport d'électricité en Écosse), et avons réalisé un deuxième investissement dans NextEra Energy (un portefeuille d'actifs de grande qualité du secteur de l'énergie renouvelable).
3. Nous avons établi des principes de vote par procuration qui incitent les grandes entreprises publiques à tenter de porter à au moins 40 % la représentation, au sein de leur conseil, de membres s'identifiant comme femmes, plutôt que 30 % comme auparavant. Vous trouverez de plus amples renseignements sur nos principes de vote par procuration à la page 45.

4. Nous avons voté sur près de 280 propositions d'actionnaires portant sur des sujets liés aux enjeux ESG qui visent à responsabiliser les sociétés.
5. Par l'intermédiaire de notre filiale en propriété exclusive, OTFT, nous avons émis une obligation verte d'un milliard de dollars, la troisième émission d'obligations vertes de l'OTFT et la première en dollars canadiens.

### **Q : Comment notre raison d'être vient-elle appuyer une culture de durabilité?**

Notre raison d'être consiste à investir pour façonner un avenir meilleur. Notre mission est d'assurer la sécurité financière à la retraite de nos participants. C'est ce qui nous guide en tant qu'investisseur mondial : tandis que nous nous efforçons de générer des rendements et d'assurer la viabilité du régime, nous tâchons activement d'avoir une incidence concrète sur le monde. Notre raison d'être oriente notre façon de penser, d'agir et de mener nos activités, et est intégrée à toutes les facettes et à tous les échelons de notre organisation et de sa culture. Aidées de nos stratégies fondamentales de culture, de croissance et d'incidence, nos équipes cherchent à avoir une incidence positive durable sur le monde. Nous sommes convaincus que ce rôle est indissociable de la production des rendements nécessaires pour assurer la viabilité des rentes à long terme.

### **Q : Quelle est la prochaine étape en matière d'investissement durable au RREO?**

Depuis notre position de force, nous continuerons de rester au fait des enjeux ESG, des tendances, des risques et des possibilités qui émergent. Nous ferons progresser notre approche multidimensionnelle à l'égard des changements climatiques en collaborant activement avec les sociétés de notre portefeuille à la mise en œuvre de stratégies de décarbonisation, en investissant dans des actifs verts et de transition, en émettant des obligations vertes et en améliorant nos principes de vote par procuration. Nous sommes convaincus que de renforcer notre incidence positive en contribuant à certains des enjeux sociaux et environnementaux les plus pressants dans le monde nous donne les moyens nécessaires pour créer de la valeur à long terme et tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes. C'est pourquoi nous sommes en train d'officialiser notre approche visant à évaluer l'incidence positive que nous pouvons avoir par l'intermédiaire de nos activités.

# Notre stratégie pour le climat

Notre stratégie multidimensionnelle en matière de climat repose sur l'obtention d'importants résultats concrets

Les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis de notre époque. Notre stratégie reflète notre engagement à réduire les répercussions de notre portefeuille sur l'environnement et à saisir les occasions qui appuient la transition générale vers un avenir carboneutre afin d'obtenir d'excellents rendements et de verser des rentes à long terme.

## Décarbonisation de notre portefeuille

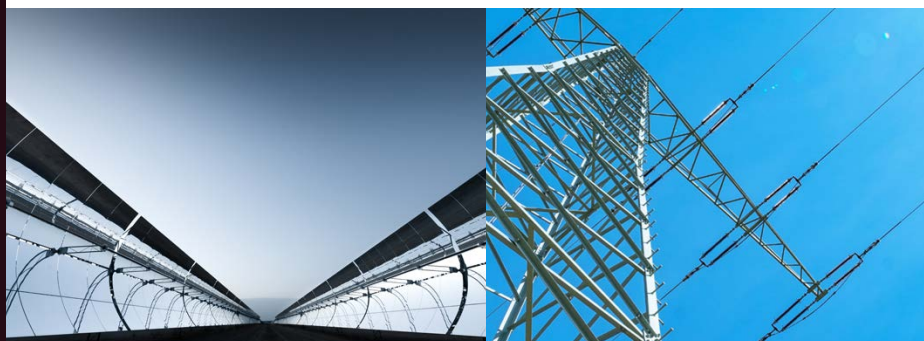
Collaborer avec les sociétés ouvertes et fermées dans lesquelles nous détenons une participation importante et exercer notre influence afin de les aider dans leur processus de décarbonisation, conformément à notre objectif de carboneutralité.

## Décarbonisation des grands émetteurs

Jouer un rôle clé dans la transition énergétique en contribuant à accélérer la décarbonisation des entreprises à fortes émissions afin de maximiser notre impact.

## Augmentation importante des placements verts

Renforcer notre capacité à déployer des capitaux dans des sociétés qui favorisent la transition vers la carboneutralité, qui réduisent les émissions nettes de GES et qui bâtissent une économie durable tout en nous aidant à générer de la valeur.



## Influence de nos activités de représentation et de nos partenariats

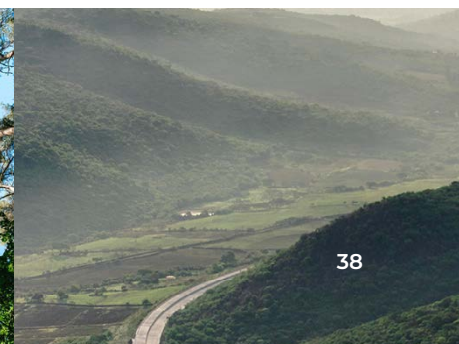
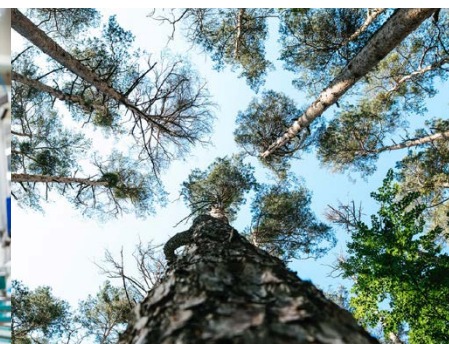
Tenir compte des enjeux qui facilitent le virage de l'économie dans son ensemble vers la carboneutralité et établir des partenariats avec des investisseurs aux vues similaires.

## Émission d'obligations vertes

Émettre des obligations vertes afin de financer des placements dans des actifs verts admissibles ayant des répercussions mesurables qui soutiennent la transition vers un avenir durable.

## Atténuation de l'exposition aux risques liés au climat

Comprendre et atténuer l'exposition aux risques physiques et de transition, tout en tenant compte des changements climatiques dans le cadre de notre processus de planification des placements.





## Décarbonisation de notre portefeuille

Nous travaillons en étroite collaboration avec les sociétés de notre portefeuille et leur apportons notre expertise pour les aider à planifier et à mener à bien leur transition vers un avenir carboneutre. En 2021, nous nous sommes fixé comme objectif d'aligner les sociétés dans lesquelles nous détenons une participation importante (participation minoritaire ou contrôle) sur une stratégie plausible de carboneutralité d'ici 2050, ou ce que nous appelons une cible de réduction alignée sur l'Accord de Paris (PART, pour Paris Aligned Reduction Target).

En collaborant avec les sociétés de notre portefeuille et en leur fournissant des ressources, nous avons réalisé des progrès depuis l'élaboration de cette stratégie en 2021, y compris la création d'un guide sur la décarbonisation, avec des directives détaillées sur ce qui suit :

- Les arguments favorables à la décarbonisation, y compris la formation des membres du conseil et de la direction.
- L'établissement des niveaux de référence de l'empreinte carbone.
- L'identification et l'évaluation des leviers de la décarbonisation.
- L'établissement, la validation et la communication des cibles.
- Des lignes directrices sur ce que supposent des stratégies plausibles en matière de carboneutralité en fonction des normes et des initiatives reconnues à l'échelle internationale.

Comme l'une des premières étapes de notre cheminement vers la carboneutralité consiste à mesurer les émissions, nous avons continué à accroître le nombre de sociétés de notre portefeuille qui déclarent leurs émissions. Cela réduit l'estimation des émissions de carbone et accroît la précision de l'empreinte carbone de notre portefeuille.

Nous avons renforcé la déclaration des émissions de carbone de façon à couvrir plus de 88 % des émissions de notre portefeuille privé direct, comparativement aux 37 % de 2019. Nous incitons actuellement une première vague de sociétés de notre portefeuille à évaluer et à mettre en œuvre leur processus de décarbonisation. Nous avons classé les sociétés en fonction de notre part des émissions et de notre participation. Cela nous permet de concentrer nos efforts sur les sociétés qui génèrent le plus d'émissions afin de maximiser notre incidence lorsque nous exerçons une influence concrète sur les émissions.

## Notre engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050

Cibles provisoires pour réduire le volume d'émissions<sup>1</sup> de carbone de notre portefeuille par rapport au niveau de référence de 2019 :

↓ 45 %

d'ici 2025

↓ 67 %

d'ici 2030

<sup>1</sup> Comme nous convertissons tous les gaz à effet de serre en tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t<sub>éq</sub> CO<sub>2</sub>) dans nos calculs, les termes « gaz à effet de serre », « GES » et « émissions de carbone » sont utilisés de façon interchangeable dans le présent rapport.

## % des émissions du portefeuille qui devrait être incluses dans un plan plausible visant à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 :

2025

67 %

2030

90 %

Applicable aux sociétés dans lesquelles nous détenons une participation importante.

Cible de

50 G\$

en placements verts

Nous savons qu'il faut du temps pour établir des cibles plausibles. Nous avons accordé un délai de grâce de deux ans pour tout nouveau placement dans des sociétés n'ayant pas encore fixé d'objectifs de réduction des émissions. Cela devrait permettre aux sociétés de mettre en place une approche réfléchie et atteignable. Comme les normes et l'interprétation commune des cibles de carboneutralité continuent d'évoluer, nous nous attendons à ce que les cibles des sociétés couvrent les émissions de portée 1 et 2, et qu'elles englobent celles de portée 3<sup>1</sup> lorsque celles-ci sont importantes.

### Décarbonisation des grands émetteurs

Il est essentiel de gérer efficacement les risques et les possibilités de nature financière se rapportant aux changements climatiques pour être en mesure d'offrir une pension à vie à nos participants. En 2022, nous avons annoncé notre plan ambitieux visant à jouer un rôle significatif dans l'accélération de la transition vers la carboneutralité. Conscients de l'urgence de la crise climatique, nous nous sommes engagés à investir activement dans certains actifs à forte intensité d'émissions dans le but de les aider à se décarboniser plus rapidement. Les actifs de transition à fortes émissions de carbone nous permettront de réaliser notre plan et d'avoir une incidence réelle importante sur le monde tout en générant de bons rendements.

Nous comptons affecter initialement environ 5 G\$ à ces actifs et nous fournirons des données et des mesures distinctes pour illustrer nos progrès concernant ces placements. Les actifs de transition à fortes émissions ne seront pas inclus dans nos cibles provisoires de réduction des émissions, mais seront pris en compte dans notre engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Pour en savoir plus sur notre stratégie en matière d'actifs de transition à fortes émissions, consultez notre Rapport sur l'investissement responsable et les changements climatiques sur [notre site Web](#).

### Augmentation importante des placements verts

Le capital à long terme a un rôle important à jouer dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, et c'est pourquoi nous avons adopté une approche active et augmenté progressivement notre pondération en actifs verts au fil des ans. En 2022, nous avons ajouté 3 G\$ en nouveaux placements verts, c'est-à-dire des sociétés qui produisent de l'énergie propre, réduisent la demande de combustibles fossiles et contribuent à bâtir une économie durable. Nous disposons maintenant de près de 34 G\$ en actifs verts, poursuivant nos progrès vers l'atteinte de notre objectif, soit de faire passer nos placements verts à 50 G\$.

<sup>1</sup> Les émissions de GES de la portée 1 sont les émissions directes d'une société dans laquelle nous investissons ou que nous contrôlons, comme la consommation de carburant dans le cadre des activités de la société. Les émissions de GES de la portée 2 sont celles générées indirectement par la consommation d'énergie achetée comme l'électricité, la vapeur, le chauffage et la climatisation. Les émissions de GES de la portée 3 sont le résultat d'activités découlant d'actifs qui ne sont pas détenus ou contrôlés par la société, mais qui ont une incidence indirecte sur la chaîne de valeur de l'organisation, comme les biens et services achetés et l'utilisation de produits vendus. Les émissions de GES de la portée 3 comprennent toutes les sources hors des limites des portées 1 et 2 d'une organisation.

## Utiliser des obligations vertes pour changer les choses

En 2022, notre filiale en propriété exclusive, l'OTFT, a émis une troisième obligation verte, la première en dollars canadiens. L'émission d'obligations vertes de l'OTFT permet d'accroître la capitalisation des placements dans des actifs verts admissibles qui appuient la transition vers la carboneutralité et un avenir durable. Au 31 décembre 2022, des obligations vertes totalisant 2,9 G\$<sup>1</sup> avaient été émises et le produit net des émissions de l'OTFT est entièrement affecté aux actifs verts admissibles de notre portefeuille.

### ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS VERTES (en millions)

Date d'émission	Devise	Volume d'obligations en circulation (devise locale)	Volume d'obligations en circulation (en dollars canadiens)
25 novembre 2020	EUR	750 €	1 162 \$
24 novembre 2021	EUR	500 €	710 \$
16 novembre 2022	\$ CA	1 000 \$	1 000 \$
<b>Montant total</b>			<b>2 872 \$</b>

Depuis décembre 2022, les effets positifs de nos actifs verts admissibles au sein du registre d'obligations vertes peuvent être répartis dans quatre principales catégories :

- Production et transport d'énergie renouvelable
- Efficacité énergétique
- Adaptation aux changements climatiques
- Utilisation des terres et des ressources naturelles

Les effets positifs s'inscrivant dans chaque catégorie font l'objet d'une évaluation et d'un suivi continu. Ils comprennent notamment l'énergie renouvelable produite, les émissions de GES évitées ou éliminées, ainsi que l'eau traitée et produite. Vous trouverez de plus amples renseignements sur les effets positifs sur le climat associés à nos actifs verts admissibles dans le dernier rapport sur les obligations vertes de l'OTFT, accessible sur [notre site Web](#).

## Des efforts continus

Nous continuons d'établir des objectifs en matière de climat afin de nous aider dans la gestion durable de notre portefeuille et d'avoir une incidence positive dans le monde en déployant des efforts pour :

- Réduire activement les émissions de GES et accélérer la transition énergétique mondiale au moyen d'investissements ayant des répercussions concrètes.
- Stimuler l'utilisation des ressources renouvelables au moyen de placements qui ont une incidence environnementale positive.
- Compléter nos mesures d'impact des obligations vertes existantes afin de mieux suivre les progrès réalisés en matière de mesures et de solutions liées au climat.
- Développer une comptabilisation plus complète des émissions financées pour les obligations souveraines et les émissions de portée 3 des sociétés de notre portefeuille.

<sup>1</sup> Les montants en devises ont été convertis en dollars canadiens à partir du taux de change en vigueur à la date de la transaction.



***Par l'intermédiaire des sociétés de notre portefeuille, nous cherchons à accélérer la transition énergétique en contribuant à rendre les réseaux plus résilients, efficaces et durables à l'échelle mondiale. »***

Charles Thomazi, directeur supérieur pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, Infrastructures et Ressources naturelles

## Étude de cas

# Un transport essentiel

De la nature sauvage des Highlands d'Écosse au sol gelé de la Finlande, le transport de l'électricité présente divers défis d'une région à l'autre. Tandis que nous nous tournons de plus en plus vers des sources d'énergie renouvelable, il devient plus important que jamais pour les réseaux de pouvoir acheminer l'électricité aux usagers de façon sécuritaire sur de longues distances.

En 2022, notre équipe Infrastructures et Ressources naturelles a réalisé son plus important investissement à ce jour dans le réseau électrique, soit 1,47 G£ pour une participation de 25 % dans SSEN Transmission, une entreprise de transport d'électricité de SSE plc basée en Écosse et l'un des réseaux connaissant la croissance la plus rapide en Europe. SSEN Transmission transporte l'électricité générée à partir de ressources renouvelables, comme l'énergie éolienne en mer, depuis les terres accidentées du nord de l'Écosse jusqu'à des zones à forte demande partout au Royaume-Uni. Cet investissement viendra appuyer les objectifs du Royaume-Uni en matière de carboneutralité, y compris la production de 50 GW d'énergie éolienne en mer d'ici 2030.

Outre SSEN Transmission, nos investissements dans le réseau électrique comprennent également Caruna, le plus important distributeur d'électricité de Finlande, Evoltz, une plateforme de transport d'électricité de premier plan au Brésil, et Inversiones Grupo Saesa Limitada, le deuxième distributeur d'électricité en importance au Chili. Le RREO détient également une participation de 33 % dans Spark Infrastructure, qui détient elle-même des participations dans trois grandes entreprises australiennes de transport d'électricité (SA Power Networks, Victoria Power Networks et Transgrid).

Avec chacune de ces sociétés, nous effectuons des placements stratégiques qui appuient la performance du réseau électrique, comme des mesures de protection contre les changements climatiques pour accroître la fiabilité et des technologies intelligentes pouvant améliorer l'efficacité. Nous croyons qu'avec une gérance attentive, des réseaux électriques modernisés peuvent répondre aux besoins énergétiques des générations futures tout en jouant un rôle essentiel dans la décarbonisation.

**Pour atteindre la carboneutralité, la consommation d'électricité doit passer de 10 % à environ**

**49 %** 

**de la consommation mondiale d'énergie d'ici 2050**

(SOURCE : New Energy Outlook 2021 BloombergNEF)



## **Nous faire entendre pour encourager le changement**

En encourageant les sociétés ouvertes et fermées de notre portefeuille à améliorer leurs politiques et leurs pratiques concernant les conseils d'administration, le personnel, les activités et les chaînes d'approvisionnement, nous pouvons les rendre plus solides, obtenir de meilleurs rendements ajustés au risque à long terme et améliorer notre capacité à tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes.

Nous nous efforçons d'aider les sociétés fermées à prendre en compte ces facteurs, que ce soit en sélectionnant des membres du conseil, en fournissant des conseils sur les enjeux opérationnels ou en tirant parti de l'expertise que nous procure notre portefeuille comptant plus d'une centaine de placements privés. Pour ce qui est des sociétés ouvertes dans lesquelles nous investissons, nous exécutons un programme d'interaction avec les entreprises dans le cadre duquel nous cherchons à discuter avec les membres du conseil et les cadres clés pour comprendre comment ils traitent des enjeux importants comme les changements climatiques, la diversité et la gestion du capital humain, et leur faisons des suggestions, au besoin.

### **Accroître l'efficacité des conseils d'administration par la gérance**

L'efficacité des conseils d'administration est essentielle à la création et au maintien d'entreprises durables qui procurent de la valeur à long terme. Les activités de gérance, comme le vote par procuration, l'engagement des sociétés et la gestion des risques fondée sur les enjeux, permettent d'harmoniser les entreprises dans lesquelles nous investissons avec nos attentes à l'égard de sujets clés, notamment les changements climatiques, la divulgation d'information sur la durabilité et la diversité.

#### **Activités de gérance qui renforcent l'efficacité des conseils**

##### ***Vote par procuration***

Exercer notre droit de vote, obliger les conseils d'administration et la direction à rendre des comptes et établir les attentes en matière de comportement approprié.

##### ***Engagement des sociétés***

Échanger des points de vue et encourager l'adoption de pratiques d'avant-garde, seuls ou en collaboration avec des pairs.

##### ***Gestion des risques fondée sur les enjeux***

Effectuer un contrôle préalable des politiques administratives générales et surveiller le rendement continu du conseil et la nouvelle réglementation.

**Près de la moitié des sociétés avec lesquelles nous avons collaboré sur la question de la diversité des genres ont atteint une représentation féminine d'au moins**

**30 %**

**au sein des conseils en 2022 ou se sont engagées à le faire**



Nous votons sur  
chaque proposition

7 426

résolutions

lors de

588

assemblées

dans

16

pays, principalement en  
Amérique du Nord,  
en Europe et en Asie

### Voter pour influencer le changement au sein des sociétés ouvertes

Nous prenons notre droit de vote par procuration très au sérieux. Notre objectif est d'exercer le droit de vote se rattachant à chaque action que nous détenons dans chaque société, à chaque assemblée des actionnaires.

#### Pourquoi les propositions des actionnaires sont-elles importantes?

Les propositions des actionnaires sont d'importants outils que les actionnaires de sociétés ouvertes peuvent utiliser pour accroître la responsabilité des entreprises et favoriser la supervision efficace du conseil. Par exemple, par l'intermédiaire de propositions d'actionnaires, les investisseurs peuvent demander aux sociétés de produire des rapports sur la façon dont elles réduiront leurs émissions de GES ou encore d'entreprendre une vérification raciale de leur main-d'œuvre. Cela peut mener à une divulgation accrue, ce qui aide à fournir aux actionnaires l'information dont ils ont besoin pour prendre de meilleures décisions de placement.

En 2022, les investisseurs ont soumis un plus grand nombre de propositions d'actionnaires qu'en 2021, ce qui démontre une forte mobilisation et un désir pour une responsabilité accrue des sociétés. Dans les territoires où nous avons voté, nous avons constaté une augmentation de plus de 100 % du nombre de propositions liées à l'environnement et de près de 75 % du nombre de propositions liées aux enjeux sociaux par rapport à l'année précédente.

L'an dernier, le RREO a voté sur près de **280 propositions**. Nous évaluons chaque proposition selon son bien-fondé au moyen d'un cadre interne qui tient compte de plusieurs facteurs, dont la clarté et la pertinence de la proposition, les mesures actuelles de la société et le degré d'efforts requis pour sa mise en œuvre.

#### Sujets sur lesquels nous votons fréquemment :

##### *Facteurs environnementaux*

- Déclarations et mesures en matière de changements climatiques
- Élaboration d'une approche pour la déclaration ou la réduction des émissions de GES

##### *Facteurs sociaux*

- Examen du lobbying et des dépenses politiques
- Enjeux liés à la diversité, à l'équité et à l'inclusion, y compris les déclarations en matière d'équité salariale

##### *Facteurs de gouvernance*

- Droits des actionnaires
- Indépendance de la présidence du conseil

### **Ce que nous attendons des sociétés ouvertes en matière de changements climatiques**

- Une compréhension claire de la grande incidence des risques liés au climat sur leurs activités
- La mise en œuvre de plans de transition plausibles qui comprennent un engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, des cibles de réduction des émissions à court terme qui sont fondées sur des données scientifiques, ainsi que des détails sur la façon dont elles atteindront leurs cibles
- Des rapports fondés sur des cadres établis par le Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et des recommandations formulées par le groupe de travail du Conseil de stabilité financière sur les divulgations financières liées au climat
- L'obligation du conseil de rendre des comptes sur la surveillance des changements climatiques

### **Ce que nous attendons des sociétés ouvertes en matière de diversité, d'équité et d'inclusion**

- Une plus grande diversité au sein des conseils, de la direction et à l'échelle des organisations
- Élaboration d'approches relatives à la diversité par l'intermédiaire de politique ou de déclarations visant à accroître la participation des groupes sous-représentés au conseil d'administration et au sein de la haute direction
- Divulgation claire et rapide d'informations relatives à la diversité
- Pour les sociétés situées aux États-Unis, production du plus récent rapport EEO-1 (égalité d'accès à l'emploi)

### **Relever les exigences en matière de diversité au sein des conseils**

Nos principes de vote par procuration encouragent les sociétés ouvertes à prendre des mesures qui, selon nous, sont dans le véritable intérêt économique à long terme des parties prenantes. Ils exposent également nos points de vue et nos attentes sur des sujets que nous jugeons essentiels à la création de conseils et d'une gouvernance efficaces. Nous surveillons les tendances et les enjeux actuels et émergents en matière de gouvernance de façon à tenir compte de nos opinions les plus récentes et éclairées.

La dernière version de nos principes préconise, pour les sociétés à forte capitalisation dans les marchés développés, l'augmentation de la diversité des genres au sein des conseils en faisant passer la représentation des membres s'identifiant comme femmes à au moins 40 %, comparativement aux 30 % précédents. Nous encourageons également les sociétés à établir une distinction entre le genre et les autres formes de diversité et entre les personnes qui s'identifient elles-mêmes comme étant non binaires, femmes ou hommes dans leur divulgation.

Les principes continuent de demander aux conseils d'établir et de divulguer des objectifs assortis d'échéances afin d'augmenter le nombre de membres de conseil qui disent appartenir à un groupe sous-représenté, comme les femmes, les minorités visibles, y compris les Noirs et les Autochtones, les personnes appartenant à la communauté 2SLGBTQ+ et les personnes handicapées. Les rapports sur les réalisations par rapport à ces cibles et le recours à la déclaration volontaire sont également encouragés, car ils sont la preuve d'un engagement à créer des conseils diversifiés, pas seulement sur le plan du genre. La version intégrale de nos principes se trouve sur [notre site Web](#).

**Nous préconisons au sein des conseils une représentation d'au moins**

**40 %**

**de membres s'identifiant comme femmes.**

# La prestation d'un service hors pair à nos participants

Nous offrons aux participants une expérience exceptionnelle en façonnant tout ce que nous faisons dans une perspective de soutien. Nous sommes fiers d'offrir une telle norme de service tandis que nous faisons progresser notre stratégie omnicanal afin de répondre aux besoins des participants.

Comme les participants sont de plus en plus nombreux à avoir recours aux services numériques, notre stratégie omnicanal axée sur les données continue de nous aider à créer les expériences intégrées et personnalisées auxquelles ils s'attendent de notre part. Notre approche axée sur le numérique informe les participants et leur donne les moyens de prendre des décisions éclairées en temps opportun, en toute confiance. Nous écoutons ce que les participants ont à dire, analysons ce qu'ils font et réagissons en fonction de leurs commentaires de façon à fournir le bon service au bon endroit et au bon moment.

## Un service constant et de qualité

L'indice de la qualité du service est notre principale mesure de rendement. Déterminé à partir d'un sondage indépendant mené auprès d'un échantillon de participants tout au long de l'année, cet indice évalue la qualité de l'expérience, du service et des communications que nous offrons.

En 2022, 93 % de nos participants ont été satisfaits de notre service. Nos solides résultats en la matière, année après année, témoignent de notre capacité à comprendre les besoins des participants à chaque étape de leur cheminement vers la retraite.

	2022	2021	2020
Indice de la qualité du service – Pourcentage de participants satisfaits	93	93	94

## Faits saillants de 2022

**Nous avons offert à nos participants plus d'options libre-service en toute simplicité.** Grâce à l'utilisation accrue du logiciel de signature numérique, les participants peuvent maintenant signer un plus large éventail de documents par voie électronique. Nos données indiquent que cette option procure une grande valeur à nos participants en réduisant le temps et les efforts requis pour remplir les documents importants.

**Nous avons numérisé la totalité de nos dossiers papier et avons ainsi atteint notre objectif de 2023 plus tôt que prévu.** Grâce aux dossiers électroniques, nous pouvons stocker les fichiers et y accéder en toute sécurité, tout en limitant nos frais de fonctionnement et notre empreinte écologique.

**Nous avons transmis plus de renseignements aux participants par voie électronique.** Plutôt que de recevoir du courrier, les participants inscrits aux communications électroniques peuvent facilement accéder à leur correspondance à partir de leur compte sécurisé en tout temps, où qu'ils se trouvent.

---

**« J'ai récemment dû changer mon adresse postale dans vos dossiers et j'ai pu le faire en ligne, bien que je ne me débrouille pas particulièrement bien à l'ordinateur. Vos instructions claires et simples étaient faciles à suivre, et j'avais l'impression de savoir ce que je faisais. Il m'est également facile d'accéder à mon compte pour connaître les dates et les montants de paiements à venir. »**

JOHN SHEA, PARTICIPANT RETRAITÉ

---

**« Mes communications avec l'équipe étaient excellentes. Ils ont répondu à mes questions, se sont montrés disposés à discuter de nouveau avec moi au besoin et m'ont également orientée vers de l'information dont j'ignorais avoir besoin. J'approche de la retraite, et ils ont été en mesure de m'aider à planifier les prochaines années. »**

KELLY PARLATORE, PARTICIPANTE ACTIVE





## PROFIL DES PARTICIPANTS

# 183 000

participants actifs

# 153 000

retraités

# 336 000

Nombre total de participants  
actifs et retraités

## 7 923

Nouveaux participants  
en 2022

## 44

Âge moyen des  
participants actifs

## Plus de 5 500

Nouveaux retraités  
en 2022

## 73 ans

Âge moyen des  
prestataires

## 1,2 pour 1

Ratio des participants  
actifs par rapport  
aux retraités

## 32

Nombre moyen d'années  
pendant lesquelles les  
retraités devraient recevoir  
une rente

## 59

Âge moyen  
de la retraite

## 26 ans

Nombre type d'années de  
services décomptés au  
départ à la retraite

## De 5 à 110 ans

Fourchette d'âge des  
prestataires

## 148

Nombre de prestataires de  
plus de 100 ans

## 50 000 \$

Rente moyenne  
initiale

## 34

Retraités touchant  
une rente depuis plus  
de 50 ans

# Administrer avec excellence

Le RREO est d'avis que la bonne gouvernance est rentable, car elle permet aux entreprises de créer une plus-value à long terme.

Nous nous évaluons en fonction des meilleures pratiques en matière de gouvernance, de contrôles internes, de gestion du risque et de gérance, parce que cela nous aide à offrir une plus-value à long terme aux participants. Le gouvernement de l'Ontario, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation, et le conseil exécutif de la FEO agissent comme co-répondants du régime.

## Rôle du conseil

Depuis sa création, le RREO est supervisé par un conseil d'administration formé de membres indépendants qui sont tenus de prendre des décisions dans l'intérêt de tous les bénéficiaires du régime. Le conseil est chargé d'administrer le régime de retraite et de gérer la caisse de retraite conformément à la *Loi sur le régime de retraite des enseignants* (Ontario), à la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario) et à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), en plus de prendre en charge les responsabilités énoncées dans l'Entente des partenaires. La gestion des placements et l'administration du régime au quotidien sont déléguées au président et chef de la direction et à son équipe. Aucun membre de la direction ne fait partie du conseil.

Les membres du conseil approuvent les plans stratégiques, les budgets, la tolérance au risque, la variation du risque acceptable, les politiques de placement, les indices de référence, le rendement, la rémunération et les plans de relève recommandés par la direction. Ils surveillent les risques de placement, d'exploitation, stratégiques et de gouvernance et veillent à la mise en place de plans d'atténuation appropriés. Le conseil effectue régulièrement des évaluations actuarielles préliminaires afin de mesurer la santé financière à long terme du régime, dont les résultats sont transmis aux répondants.

Le conseil collabore étroitement avec l'actuaire indépendant à l'établissement des hypothèses actuarielles utilisées dans ces évaluations, y compris le taux d'actualisation, en tenant compte des conseils de la direction. Vous trouverez de plus amples renseignements à ce sujet sur [notre site Web](#).

## Comités du conseil

Par l'intermédiaire des six comités permanents du conseil, les membres du conseil vérifient les progrès réalisés par rapport aux objectifs énoncés par la direction et confirment que les stratégies et les décisions de la direction sont dans l'intérêt véritable de l'ensemble des participants au régime.

- Comité d'audit et d'actuariat
- Comité d'appel
- Comité de gouvernance
- Comité des ressources humaines et de la rémunération
- Comité des placements
- Comité des risques opérationnels<sup>1</sup>

Pour en savoir plus sur les comités du conseil, y compris leurs membres et leur mandat, veuillez consulter [notre site Web](#).

<sup>1</sup> Le conseil a accepté d'élargir le mandat de ce comité en 2023 et a renommé celui-ci Comité de gestion du risque d'entreprise.

## Effacité du conseil d'administration

Les répondants du régime nomment chacun cinq membres au conseil et choisissent ensemble le président. Cette structure de gouvernance joue un rôle capital dans la réussite du régime.

Lorsqu'ils nomment des membres, les répondants recherchent des candidats qui possèdent diverses caractéristiques, compétences et expériences afin de maximiser l'efficacité du conseil. Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques de chacun des membres du conseil :

Grille de compétences du conseil	Bill Chinery	Cathy Cranston	Patti Croft	Monika Federau	Cindy Forbes	Lise Fournel	Gene Lewis	George Lewis	Steve McGirr	John Murray	Kathleen O'Neill
<b>Facteurs de gouvernance</b>											
Actuariat et capitalisation	•	•	•		•			•		•	
Éducation et administration de l'éducation		•			•		•	•		•	
Poste de haute direction	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
<b>Surveillance des risques</b>											
Climat				•	•		•	•			
Responsabilité d'entreprise et critères ESG	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•
Finances, audit et comptabilité	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•
Questions juridiques et réglementaires	•	•	•		•		•	•	•	•	•
Gestion des risques	•	•	•		•	•		•	•	•	•
Technologies de l'information et numérique	•	•		•	•	•				•	•
<b>Mise en œuvre de la stratégie</b>											
Gestion de placements – marchés publics	•	•	•		•	•		•	•	•	•
Gestion de placements – marchés privés	•	•	•					•	•	•	•
Expérience des affaires mondiales	•	•		•	•	•		•	•	•	•
Gestion des talents, rémunération et culture	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•
Transformation des activités	•	•		•	•	•	•	•			•
Désignation IAS.A	•	•	•	•	•	•		•	•		•
Âge	68	63	64	58	66	69	75	62	67	74	69
Années au conseil (au 1 <sup>er</sup> janvier 2023)	8	4	7	1,7	3	7	5	4	8	8	7



# Les membres du conseil

Consultez [notre site Web](#) pour prendre connaissance de la biographie complète des membres du conseil, notamment celle des nouveaux administrateurs Deborah Stein et Timothy Hodgson.



## **Steve McGirr, président, IAS.A**

Nommé en 2015 | président du conseil depuis 2019 |  
Taux de présence : 100 %

Ancien vice-président directeur et chef de la gestion du risque de la Banque CIBC; conseiller principal à Lazard Canada Inc.; membre du cabinet de l'Université Queen's; ancien directeur et président du comité des placements de Wellspring, un réseau de soutien aux personnes atteintes du cancer

Membre, Comité des placements



## **Bill Chinery, IAS.A**

Nommé en 2015 | Taux de présence : 92 %

Ancien chef de la direction de BlackRock Asset Management; administrateur de iA Groupe financier; membre du comité consultatif de GreenSky Capital Inc.

Président du Comité des placements; membre du Comité d'audit et d'actuariat et du Comité de gouvernance



## **Patti Croft, IAS.A, GCB.D**

Nommée en 2016 | Taux de présence : 96 %

Ancienne économiste en chef pour RBC Gestion mondiale d'actifs, Sceptre Investment Counsel, TD Canada Trust et Phillips, Hager and North; vice-présidente du conseil de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario; ancienne administratrice et membre fondatrice de Women in Capital Markets; ancienne administratrice de l'International Foundation for Employee Benefit Plans, de Canadian Medical Association Holdings Inc. et de Boilermakers' National Pension Plan Canada

Présidente du Comité de gouvernance; membre du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité des placements



## **Cathryn (Cathy) Cranston, IAS.A**

Nommée en 2019 | Taux de présence : 100 %

Ancienne trésorière, BMO Groupe financier Administratrice, présidente du Comité d'audit et membre du Comité environnemental, social et de gouvernance, Toromont Industries Ltd.; ancienne administratrice, Société hypothécaire Banque de Montréal, Société de fiducie BMO, Bank of Montreal (Barbados) Limited, BMO Ligne d'action, BMO Harris Gestion de placements Inc., et Services Financiers BMO Nesbitt Burns Inc.

Présidente du Comité des ressources humaines et de la rémunération; membre du Comité des placements et du Comité des risques opérationnels



## **Monika Federau, IAS.A**

Nommée en 2021 | Taux de présence : 96 %

Ancienne chef de la stratégie, Intact Corporation financière; administratrice, Aviva Canada; administratrice, Assuris; vice-présidente, UNICEF Canada; membre du conseil consultatif de la Smith School of Business de l'Université Queen's.

Membre du Comité de gouvernance, du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité des placements



**Cindy Forbes, IAS.A**

Nommée en 2020 | Taux de présence : 92 %

Ancienne chef de l'analytique à l'échelle mondiale et chef du marketing pour Manuvie; ancienne actuaire en chef et ancienne directrice financière (Asie) pour Manuvie; présidente du conseil d'administration de l'Université de Waterloo; administratrice, Prosperity Group Holdings, LP.

Membre du Comité d'audit et d'actuariat, du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité des placements



**George Lewis, IAS.A**

Nommé en 2019 | Taux de présence : 92 %

Ancien chef de groupe de la Gestion de patrimoine et des Assurances pour RBC; administrateur de Legal & General Group plc, du groupe AOG et du Centre canadien du film; ancien administrateur de Cenovus Energy, d'Ontario Power Generation, d'Enbridge Income Fund Holdings, d'Operation Springboard, du Centre for Addiction and Mental Health (CAMH), de l'Orchestre symphonique de Toronto, de la Anglican Diocese of Toronto Foundation et de la Holland Bloorview Foundation

Vice-président du Comité des placements; membre du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité d'audit et d'actuariat



**Lise Fournel, IAS.A**

Nommée en 2016 | Taux de présence : 100 %

Ancienne vice-présidente principale et chef du service de l'information chez Air Canada; membre du conseil de l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA); ancienne membre du conseil de Desjardins Sécurité financière; ancienne membre du comité de technologie du conseil d'administration de l'Université de Montréal; ancienne administratrice de l'Université de Montréal, de Tourisme Montréal, de CIREM et du musée Pointe-à-Callière

Présidente du Comité des risques opérationnels; membre du Comité de gouvernance et du Comité des placements



**John Murray**

Nommé en 2014 | Taux de présence : 100 %

Ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada; professeur auxiliaire à l'Université Queen's; agrégé supérieur du C. D. Howe Institute; membre du comité des placements de l'Association canadienne de protection médicale; chercheur invité et conseiller auprès du Fonds monétaire international

Vice-président du Comité d'appel; membre du Comité des placements, du Comité des risques opérationnels et du Comité des ressources humaines et de la rémunération



**Gene Lewis**

Nommé en 2018 | Taux de présence : 100 %

Ancien secrétaire général de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario; ancien président de la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles publiques de l'Ontario; ancien membre du Groupe de travail sur la viabilité de la capitalisation et du Comité consultatif des partenaires du RREO

Président du Comité d'appel; membre du Comité d'audit et d'actuariat, du Comité des placements et du Comité des risques opérationnels



**Kathleen O'Neill, IAS.A**

Nommée en 2016 | Taux de présence : 100 %

Ancienne vice-présidente à la direction, Développement Particuliers et entreprises, et chef, Services bancaires aux petites entreprises, à BMO; ancienne associée, PwC (autrefois PriceWaterhouse Coopers); ancienne administratrice d'ARC Resources Ltd. et de Finning International Inc.; ancienne membre du conseil de La Corporation Cadillac Fairview Limitée; ancienne présidente du conseil de la St. Joseph's Health Centre Foundation et du St. Joseph's Health Centre, à Toronto

Présidente du Comité d'audit et d'actuariat; membre du Comité des placements et du Comité des risques opérationnels

# Faits saillants du conseil en 2022



**11**

membres du conseil



**67 ans**

Âge moyen



**5,3 ans**

Durée moyenne  
du mandat



**55 %**

des membres du  
conseil s'identifient  
comme femmes



**45 %**

des membres du  
conseil s'identifient  
comme hommes

## RÉUNIONS ET COMITÉS DU CONSEIL

Le conseil en entier  
s'est réuni à

**10** reprises,

y compris deux fois  
dans le cadre de  
séances de stratégie,

et a obtenu un taux  
de présence de

**97 %**

pour l'ensemble des  
réunions du conseil  
et des comités

**67 %**

des personnes occupant  
la présidence des comités  
sont des femmes

Le Comité des  
placements s'est réuni

**7** fois

Le Comité des  
ressources humaines  
et de la rémunération  
s'est réuni

**5** fois

Le Comité d'audit et  
d'actuariat s'est réuni

**4** fois

Le Comité de  
gouvernance  
s'est réuni

**3** fois

Le Comité des  
risques opérationnels  
s'est réuni

**3** fois

Le Comité  
d'appel a tenu

**2** assemblées  
générales

## NOUVELLES ET PROGRÈS DU CONSEIL



A accueilli de nouveaux  
membres, Deborah Stein et  
Timothy Hodgson



A remercié les membres sortants  
John Murray et Bill Chinery



A procédé à un examen de  
l'efficacité du conseil et actualisé  
les valeurs du conseil de façon à  
refléter les résultats



A tenu 22 séances de formation  
sur l'efficacité des conseils  
d'administration, les actifs  
internationaux et les difficultés  
géopolitiques

# Comprendre les modifications législatives et réglementaires

## Le point sur la réglementation

L'Autorité de réglementation des services financiers (ARSF) réglemente les services financiers et les régimes de retraite en Ontario. Depuis sa création en 2019, l'ARSF a mis sur pied plusieurs comités consultatifs chargés de lui fournir des conseils et des rétroactions sur d'importantes questions liées au secteur des régimes de retraite. Le RREO continue de collaborer avec la direction et le conseil d'administration de l'ARSF, notamment par l'entremise de ces comités consultatifs, sur des questions telles que les priorités, les initiatives et l'élaboration de politiques de l'ARSF.

## Le point sur la législation

Aucune modification importante n'a été apportée aux lois régissant les régimes de retraite et les impôts applicables au RREO.

## Le point sur le régime de retraite

Les répondants apportent périodiquement des modifications au régime de retraite. Le régime a été modifié en décembre 2021 de façon à permettre aux participants de racheter des services décomptés pour certaines périodes de charges de travail réduites en raison de leurs responsabilités en matière de garde d'enfants ou d'une invalidité. La modification, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2022, permet le rachat de services pour les périodes admissibles prenant fin le 1<sup>er</sup> septembre 2017 ou ultérieurement.

## Défense des intérêts

Nous interagissons avec des représentants d'organismes de réglementation et de gouvernements partout dans le monde sur diverses questions administratives liées aux placements et aux rentes, plaidant en faveur de l'établissement de règles claires et uniformes et faisant part de notre expertise sur les questions de politique publique pertinentes.

## Fiscalité

Le paysage fiscal mondial est en constante évolution. Le RREO adopte une approche conservatrice en matière de risque fiscal et de planification fiscale. Nous respectons toutes les lois et tous les règlements fiscaux applicables dans les pays où nous investissons et nous surveillons les tendances émergentes et les modifications en matière de lois fiscales afin de nous assurer que nos placements demeurent conformes.

En tant qu'investisseurs mondiaux, nous croyons qu'il est important que les gouvernements assurent la clarté et la certitude des lois fiscales, et nous sommes heureux d'avoir la possibilité de participer à des consultations sur les questions de politiques fiscales avec les autorités administratives et les décideurs du monde entier. Vous trouverez de plus amples renseignements sur notre approche en matière de fiscalité sur [notre site Web](#).

## Normes de l'Institut canadien des actuaires (ICA)

Le Conseil des normes actuarielles de l'ICA adopte des normes de pratique (les normes) régissant la profession. Les normes définissent les exigences pour calculer les valeurs actualisées des prestations de retraite (c.-à-d., les sommes globales payables au lieu des rentes). Des normes révisées sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022. Elles portent sur le calcul des valeurs actualisées dans un contexte économique où le rendement des obligations est négatif.



# Notre rendement



# Aperçu de notre portefeuille

## Faits saillants des résultats en 2022

**247,2 G\$**

Actif net

**4,0 %**

Rendement net de l'ensemble de la caisse

**8,5 %**

Rendement net sur dix ans de l'ensemble de la caisse par année

**4,4 G\$**

Plus-value par rapport à notre indice de référence

**1,8 %**

Rendement supérieur à celui de l'indice de référence

**10,4 G\$**

Revenu de placement net

## Des rendements solides et stables

Le programme de placement du RREO est conçu de façon à générer de solides rendements ajustés au risque afin de payer les rentes des participants d'une génération à l'autre, tout en ayant des retombées positives sur les gens, les lieux et les communautés touchées par nos investissements. Depuis la création du RREO en 1990, près de 80 % de la capitalisation des rentes du régime est attribuable aux rendements des placements, le reste provenant des cotisations des participants et du gouvernement ou des employeurs désignés.

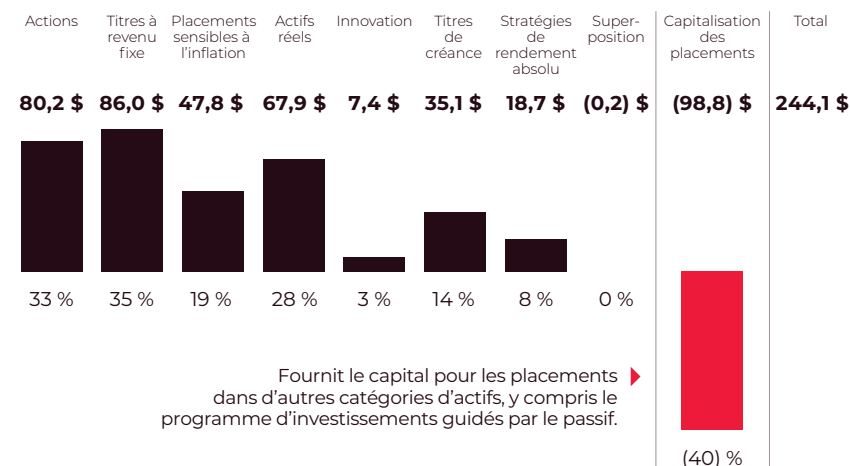
Le RREO est un investisseur actif sur la scène internationale qui détient des placements dans plus de 50 pays. Nous sommes des investisseurs agiles et innovateurs qui mettent à profit notre portée, notre réseau et nos spécialistes à l'interne dans le but d'aider les sociétés dans lesquelles nous investissons à croître et à prospérer. Nos services investissent dans sept catégories d'actifs différentes qui assurent la diversification des placements et la gestion de la volatilité, et nous aident à privilégier le rendement net de l'ensemble de la caisse et la production d'une valeur supérieure à nos indices de rendement de référence.

Le portefeuille de placement du RREO a affiché un rendement net de l'ensemble de la caisse de 4,0 % en 2022, comparativement à un rendement de l'indice de référence de la caisse de 2,3 %, entraînant un rendement supérieur à l'indice de référence de 1,8 %<sup>1</sup> ou une plus-value de 4,4 G\$.

<sup>1</sup> La somme du rendement de l'indice de référence et du rendement supérieur à l'indice de référence n'est pas égale à 4,0 % en raison de l'arrondissement.

## PLACEMENTS, MONTANT NET<sup>1</sup>

Au 31 décembre 2022 (G\$)



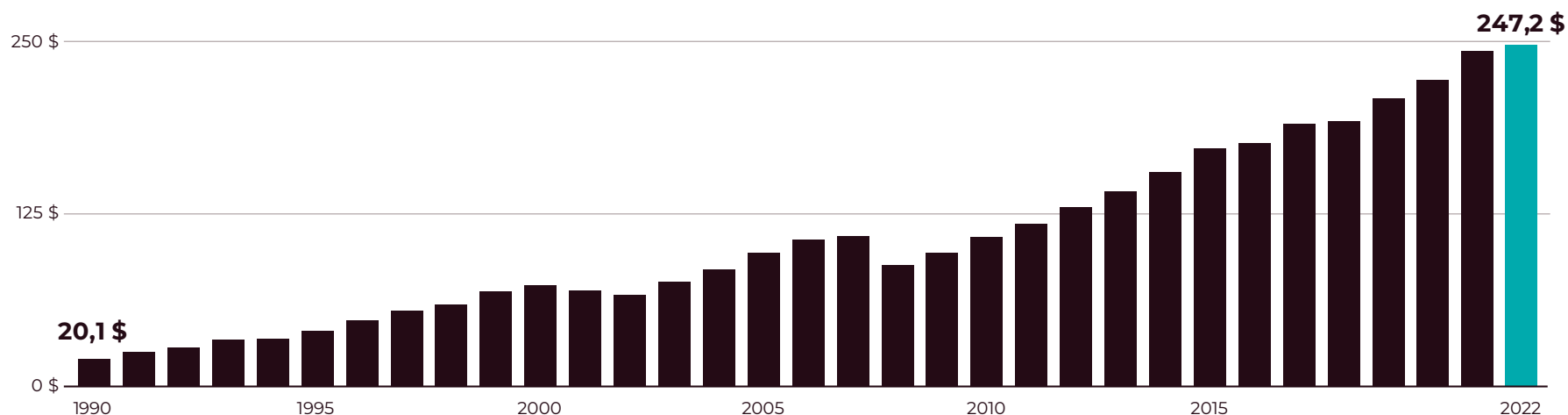
## Répartition de l'actif

Le RREO examine l'ensemble de la caisse et répartit son capital entre les catégories d'actifs afin d'optimiser les rendements. L'un de nos avantages concurrentiels réside dans notre capacité à modifier stratégiquement la répartition de l'actif pour qu'elle cadre avec la situation du marché et maximise les rendements. Voici certains des changements importants apportés à la composition du portefeuille en 2022 :

- Pondération accrue des titres à revenu fixe, passant de 45,2 G\$ à 86,0 G\$ (de 19 % à 35 % des placements nets), puisque la hausse des taux d'intérêt a augmenté l'attrait pour les titres à revenu fixe dans la constitution de notre portefeuille en tant que source de diversification et de revenu de placement.
- Pondération accrue des actifs réels, passant de 52,4 G\$ à 67,9 G\$ (de 22 % à 28 % des placements nets), la majeure partie de cette croissance provenant du portefeuille d'infrastructures (qui est passé de 26,1 G\$ à 39,8 G\$), afin d'accroître la diversification et l'accès à des rentrées de fonds liées à l'inflation fiables.
- Pondération accrue des titres de créance, passant de 24,3 G\$ à 35,1 G\$ (de 10 % à 14 % des placements nets), en privilégiant les obligations à haut rendement et les prêts à un emprunteur hors catégorie investissement, qui génèrent un rendement plus élevé et sont plus risqués que les titres de créance de première qualité traditionnels.

## ACTIFS NETS<sup>2</sup>

Au 31 décembre (G\$)



<sup>1</sup> Comprend les placements moins les éléments de passif liés aux placements. L'actif net total de 247,2 G\$ au 31 décembre 2022 (2021 : 241,6 G\$) comprend la valeur nette des placements et la valeur nette d'autres éléments d'actif et de passif de 3,1 G\$ (2021 : 2,6 G\$).

<sup>2</sup> Les actifs nets comprennent les actifs de placement moins les passifs liés aux placements (placements nets), plus la somme à recevoir de la province de l'Ontario, et les autres actifs moins les autres passifs.

## RÉPARTITION DÉTAILLÉE DE L'ACTIF

Aux 31 décembre

	2022		2021	
	Placements nets réels à la juste valeur (C\$)	Répartition de l'actif %	Placements nets réels à la juste valeur (C\$)	Répartition de l'actif %
<b>Actions</b>				
Titres de sociétés ouvertes	21,9 \$	9 %	27,2 \$	11 %
Titres de sociétés fermées	58,3	24	55,1	23
	80,2	33	82,3	34
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Obligations	76,2	31	33,3	14
Titres à taux réels	9,8	4	11,9	5
	86,0	35	45,2	19
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Marchandises	25,0	10	26,5	11
Ressources naturelles	10,1	4	9,4	4
Protection contre l'inflation	12,7	5	12,1	5
	47,8	19	48,0	20
<b>Actifs réels</b>				
Biens immobiliers	28,1	12	26,3	11
Infrastructures	39,8	16	26,1	11
	67,9	28	52,4	22
<b>Innovation</b>	7,4	3	7,1	3
<b>Titres de créance</b>	35,1	14	24,3	10
<b>Stratégies de rendement absolu</b>	18,7	8	14,9	6
<b>Superposition<sup>1</sup></b>	(0,2)	–	(0,5)	–
<b>Capitalisation des placements<sup>2</sup></b>	(98,8)	(40)	(34,7)	(14)
<b>Placements, montant net<sup>3</sup></b>	<b>244,1 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>239,0 \$</b>	<b>100 %</b>

1 Comprend des stratégies qui gèrent le risque de change pour l'ensemble de la caisse.

2 Comprend les titres de créance à terme, les conventions de rachat d'obligations, le capital implicite tiré de produits dérivés, le financement non garanti et les réserves de liquidité.

3 Comprend les placements moins les éléments de passif liés aux placements. L'actif total net de 247,2 G\$ au 31 décembre 2022 (2021 : 241,6 G\$) comprend la valeur nette des placements et la valeur nette d'autres éléments d'actif et de passif de 3,1 G\$ (2021 : 2,6 G\$).



## Rendement 2022

### MONTANT NET DES PLACEMENTS ET TAUX DE RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Au 31 décembre

	Placements, montant net (C\$)	Taux de rendement (%)				
		2022	1 an		5 ans	
			Valeurs réelles	Indice de référence	Valeurs réelles	Indice de référence
<b>Actions</b>	<b>80,2 \$</b>	0,1 %	(5,9) %	10,6 %	7,3 %	
Titres de sociétés ouvertes	21,9	(12,5)	(10,2)	4,1	4,8	
Titres de sociétés fermées	58,3	6,1	(3,9)	15,2	9,1	
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>86,0</b>	(3,5)	(3,5)	3,6	3,6	
Obligations	76,2	(5,9)	(5,9)	3,1	3,1	
Titres à taux réels	9,8	7,3	7,3	5,1	5,1	
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>	<b>47,8</b>	19,2	18,7	6,4	6,3	
Marchandises	25,0	19,5	19,5	7,3	7,3	
Ressources naturelles	10,1	29,6	28,2	10,1	9,1	
Protection contre l'inflation	12,7	9,2	9,2	2,7	2,7	
<b>Actifs réels</b>	<b>67,9</b>	8,3	11,1	3,6	5,7	
Biens immobiliers	28,1	(3,5)	6,7	(0,8)	5,1	
Infrastructures	39,8	18,7	15,1	8,3	6,2	
<b>Titres de créance</b>	<b>35,1</b>	3,6	0,0	4,6	3,1	
<b>Innovation</b>	<b>7,4</b>	(12,1)	(12,1)	-	-	
<b>Stratégies de rendement absolu</b>	<b>18,7</b>	-	-	-	-	
<b>Superposition<sup>1</sup></b>	<b>(0,2)</b>	-	-	-	-	
<b>Capitalisation des placements<sup>2</sup></b>	<b>(98,8)</b>	-	-	-	-	
<b>Rendement net de l'ensemble de la caisse</b>	<b>244,1 \$</b>	4,0 %	2,3 %	7,3 %	6,8 %	

1 Comprend des stratégies qui gèrent le risque de change pour l'ensemble de la caisse.

2 Comprend les titres de créance à terme, les conventions de rachat d'obligations, le capital implicite tiré de produits dérivés, le financement non garanti et les réserves de liquidité.

Le rendement net total de la caisse est calculé après déduction des coûts de transaction, des frais de gestion et des frais d'administration des placements et est exprimé en dollars canadiens pour quatre périodes : un, cinq et dix ans, et depuis le début du programme de placement en 1990. Les rendements par catégorie d'actif et en monnaie locale sont calculés avant déduction des frais d'administration des placements. Les rendements en monnaie locale sont également calculés avant conversion en dollars canadiens. Voir les pages 62–72 sur le rendement de chaque catégorie d'actif pour 2022.

Le RREO a enregistré un solide rendement net de l'ensemble de la caisse sur un an de 4,0 %, attribuable en grande partie aux excellents résultats de certaines catégories d'actifs, en particulier dans les placements sensibles à l'inflation (marchandises et ressources naturelles) et les actifs d'infrastructures.

Le RREO compare son rendement avec celui d'un indice de référence composé exprimé en dollars canadiens et calculé en regroupant les rendements de référence de toutes les catégories d'actifs. Cette année, le rendement du RREO a dépassé celui de son indice de référence de 1,8 %, ou 4,4 G\$. Le rendement au-delà de l'indice de référence a été principalement attribuable au rendement supérieur dans les catégories des titres de sociétés fermées, des actifs d'infrastructures et des titres de créance, qui ont tous largement dépassé leur indice de référence respectif.

## RENDEMENT DES PLACEMENTS<sup>1</sup>

(%)

	2022	2021	5 ans	10 ans	Depuis la création
Rendement net de l'ensemble de la caisse	<b>4,0</b>	11,1	7,3	8,5	9,5
Rendement de l'indice de référence	<b>2,3</b>	8,8	6,8	7,5	7,8
Rendement supérieur à celui de l'indice de référence	<b>1,8</b>	2,3	0,4	0,9	1,7

<sup>1</sup> La somme du rendement de l'indice de référence et du rendement supérieur à celui de l'indice de référence n'est pas de 4,0 % en raison de l'arrondissement.

## Indices de référence

La comparaison avec les indices de référence est importante parce qu'elle permet aux membres du conseil, aux participants au régime et aux autres parties prenantes d'évaluer l'efficacité de nos stratégies et de nos activités par rapport aux risques pris. Les indices de référence appropriés sont établis par un comité présidé par le chef de la direction. Les modifications importantes ou non techniques des indices de référence globaux du régime doivent être approuvées par le conseil du RREO.

Le RREO cherche à surpasser le rendement de l'indice de référence respectivement pour l'ensemble de la caisse et pour chacune des catégories d'actifs. Ce rendement supérieur est appelé une « plus-value ». La liste complète des indices de référence est accessible sur [notre site Web](#).



## Séance de questions avec notre chef des placements, Ziad Hindo

### Q : Comment le portefeuille du RREO s'est-il porté en 2022?

Notre portefeuille a affiché un rendement positif en 2022 malgré un environnement de placement difficile. Nous avons entamé 2022 avec prudence, mais avons aussi tiré parti des occasions émergentes pour obtenir un rendement net de l'ensemble de la caisse sur un an de 4,0 %. Au cours d'une année où la plupart des indices boursiers dans les actions et les titres à revenu fixe ont affiché des rendements négatifs, nous avons été très heureux de ce rendement positif. Notre rendement est attribuable à la solidité des résultats dans les catégories des placements sensibles à l'inflation et des actifs d'infrastructures, et, relativement parlant, nos rendements globaux ont dépassé de 1,8 % ceux de nos indices de référence, ce qui, en dollars, a permis d'ajouter 4,4 G\$ de plus à la caisse. Nous avons également été en mesure de maintenir notre pleine capitalisation pour une 10<sup>e</sup> année de suite, ce qui nous permettra d'investir depuis une position de force à court terme dans des marchés qui, selon nos prévisions, demeureront volatils.

### Q : Comment le RREO se tire-t-il d'affaire en cette période de forte inflation?

L'an dernier, nous avons connu l'un des environnements de placement les plus difficiles des 100 dernières années. La volatilité des marchés financiers mondiaux était en partie attribuable au resserrement énergétique de la politique monétaire visant à contenir l'inflation. Le portefeuille classique réparti à 60/40 a enregistré son pire rendement depuis 1937, les obligations d'État et les actions ayant toutes deux reculé d'au moins 10 %. Les seuls actifs importants sur les marchés financiers mondiaux qui ont généré des rendements positifs sont ceux qui ont réagi positivement à l'inflation, comme les marchandises et les infrastructures.

Au lendemain de la pandémie de COVID-19, nous avons reconnu que la mise en place d'importantes mesures de stimulation monétaire et fiscale ferait croître l'inflation dans le monde. L'inflation exerce une forte influence sur la caisse et peut avoir des effets négatifs tant sur l'actif que sur le passif du bilan. D'une part, elle a toujours eu une incidence négative sur le prix des actifs, comme les actions et les obligations, et rend plus difficile l'obtention d'un rendement réel. Du côté du passif, un taux d'inflation plus élevé fait augmenter le coût des rentes futures.



**La diversification et la croissance mondiale sont des ingrédients clés qui facilitent la mise en œuvre de notre stratégie visant à faire passer notre actif net mondial à 300 G\$ d'ici 2030. »**

Pour protéger la caisse contre l'inflation en hausse, nous avons adapté la répartition de l'actif de façon à réduire notre sensibilité aux taux d'intérêt. En 2020 et en 2021, avant la montée de l'inflation, nous avons diminué l'exposition économique des titres à revenu fixe dans le portefeuille et réduit les échéances de nos placements en obligations. Nous avons augmenté nos placements dans des actifs qui offrent une certaine protection contre l'inflation en augmentant la pondération de notre portefeuille dans les marchandises et en recherchant activement des placements dans les ressources naturelles et des actifs comme les infrastructures, des catégories qui ont toutes tendance à produire un meilleur rendement dans un contexte d'inflation. Nous continuons d'évaluer le risque d'inflation et prenons des mesures pour protéger notre portefeuille contre la volatilité.

### **Q : Compte tenu de la volatilité accrue des marchés financiers, apportez-vous des modifications au portefeuille?**

Nous continuons de considérer la diversification comme un levier important pour générer les rendements ajustés au risque requis en constituant avec soin un portefeuille d'actifs se comportant différemment dans les différents environnements de placement. En 2022, compte tenu des liquidations importantes dans les catégories des titres à revenu fixe et des titres de créance, nous avons décidé d'augmenter la pondération de ces deux catégories d'actifs, ce qui a eu pour effet d'accroître la diversification du portefeuille. Nous avons aussi continué de privilégier la croissance des actifs réels, en particulier des infrastructures de base, qui procurent des rentrées de fonds stables avec une protection contre l'inflation. Ces mesures contribuent à équilibrer notre portefeuille du point de vue du risque.

En plus de diversifier les catégories d'actifs, nous avons étendu notre présence dans le monde en ouvrant un bureau à Mumbai et un autre à San Francisco, soit nos cinquième et sixième bureaux internationaux. Grâce à notre présence physique sur ces marchés, nous aurons davantage l'occasion de nous diversifier en recherchant des possibilités d'investissement intéressantes. La diversification et la croissance mondiale sont des ingrédients clés qui facilitent la mise en œuvre de notre stratégie visant à faire passer notre actif net à 300 G\$ d'ici 2030.

### **Q : Comment faites-vous progresser les efforts de lutte contre les changements climatiques?**

Les changements climatiques exigent des mesures urgentes, et nous contribuons activement à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. En 2022, nous avons fait progresser notre stratégie climatique multidimensionnelle visant à réduire les émissions dans le monde réel. Nous avons réalisé des progrès continus pour ce qui est de faire croître nos actifs verts, ajoutant de nouveaux placements totalisant 3 G\$ à notre portefeuille en 2022. L'OTFT a émis une autre obligation verte, sa première en dollars canadiens. Conscients de l'urgence d'user de notre influence en tant qu'investisseurs mondiaux, nous avons également annoncé un plan ambitieux visant à investir dans des entreprises à fortes émissions de carbone dans le but précis de les décarboniser plus rapidement. Nous continuons de positionner notre portefeuille en fonction d'une économie à faibles émissions de carbone, ayant réduit l'intensité carbone de son portefeuille de 32 % depuis 2019, et nous sommes en bonne voie d'atteindre notre cible provisoire de réduction de 45 % d'ici 2025.

Nous continuons également de collaborer avec les sociétés de notre portefeuille et de leur fournir notre expertise et notre influence afin de les appuyer dans leur cheminement vers une réduction des émissions. Pour en savoir plus sur notre stratégie climatique, rendez-vous à la page 38.

Enfin, nous sommes toujours guidés par nos principes d'investissement responsable qui sont ancrés dans nos processus internes et pris en compte à toutes les étapes du cycle d'investissement.



## Analyse des catégories d'actifs

Le conseil approuve les limites pour la répartition des placements dans différentes catégories d'actifs. La direction détermine l'exposition dans les limites approuvées par le conseil, en s'appuyant sur les facteurs de risque sous-jacents dans chacune des catégories d'actifs, le rendement attendu, l'équilibre entre les risques et les autres limites auxquelles est assujéti le portefeuille de l'ensemble de la caisse.

Il existe sept catégories d'actifs :



### Actions

Les actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées visent à produire une croissance des placements à long terme et une plus-value



### Titres à revenu fixe

Assurer une protection et un revenu régulier, couvrir les risques de taux d'intérêt inhérents au passif du régime et stabiliser les rendements globaux



### Titres de créance

Titres de créance de sociétés et de marchés émergents permettant de tirer profit d'un ensemble de primes de risque



### Placements sensibles à l'inflation

Contribuent à la diversification et à la protection contre une inflation exceptionnellement élevée



### Actifs réels

Les placements dans les biens immobiliers et les infrastructures génèrent des rentrées de fonds liées à l'inflation stables et préservent le capital



### Innovation

Des investissements en capital de risque de dernier stade et en capital de croissance dans des sociétés de technologie à potentiel élevé et à croissance rapide



### Stratégies de rendement absolu

Des stratégies internes et externes qui cherchent à tirer parti des inefficiences du marché et qui sont faiblement corrélées avec les marchés

## Actions

Cette catégorie d'actifs comprend des titres de sociétés ouvertes et de sociétés fermées. Les activités de placement sont menées par les services Marchés financiers ou Actions.

La majorité des marchés d'actions mondiaux ont connu une année difficile. Aux États-Unis, l'indice S&P 500 a reculé de 18,1 %, sa plus forte baisse en pourcentage depuis la crise financière de 2008, tandis que l'indice S&P/TSX 60 a reculé de 8,5 %.

Dans ce contexte difficile, la catégorie des actions a généré un rendement total de 0,1 % (une perte de 3,1 % en monnaie locale), comparativement à son indice de référence, qui a enregistré une perte de 5,9 % (une perte de 8,9 % pour l'indice de référence en monnaie locale). Les rendements modestes des titres de sociétés fermées ont été largement neutralisés par les pertes subies par le portefeuille de titres de sociétés ouvertes. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans pour cette catégorie d'actifs s'élève à 10,6 %, comparativement à 7,3 % pour l'indice de référence.

La valeur nette des placements dans la catégorie des actions était de 80,2 G\$ à la fin de 2022, comparativement à 82,3 G\$ un an plus tôt.

Les rendements de nos actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées sont présentés séparément et décrits ci-dessous.

### Titres de sociétés ouvertes

Le portefeuille d'actions de sociétés ouvertes a enregistré une perte de 12,5 % (ou de 12,6 % en monnaie locale), un pourcentage inférieur à la perte de l'indice de référence de 10,2 % (ou de 10,3 % pour l'indice de référence en monnaie locale). Ce rendement inférieur à celui de l'indice de référence est en partie attribuable à une plus grande concentration de sociétés cotées en bourse du secteur de la technologie et de la santé dans notre portefeuille. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans pour les actions de sociétés ouvertes s'élève à 4,1 %, comparativement à 4,8 % pour celui de l'indice de référence.

Les placements nets en titres de sociétés ouvertes totalisaient 21,9 G\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 27,2 G\$ à la fin de l'exercice 2021. Ces chiffres s'expliquent principalement par un piètre rendement généralisé des marchés publics et une réaffectation des capitaux dans d'autres catégories d'actif.

### Points saillants du portefeuille d'actions de sociétés ouvertes

Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**21,9 G\$**

Placements nets

**(12,5) %**

Rendement

**(12,6) %**

Rendement en monnaie locale

**(10,2) %**

Rendement de l'indice de référence

**(10,3) %**

Rendement de l'indice de référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

17 %	Technologies de l'information
14 %	Services financiers
14 %	Santé
14 %	Secteur industriel
13 %	Biens de consommation de base
11 %	Biens de consommation cyclique
6 %	Matériaux
5 %	Services de communications
3 %	Énergie
2 %	Services publics
1 %	Biens immobiliers

## Titres de sociétés fermées

L'équipe Private Capital investit directement dans des sociétés fermées, soit seule, soit avec des partenaires, et indirectement par l'intermédiaire de fonds de titres de sociétés fermées. Elle appuie les sociétés de portefeuille en les aidant dans la planification stratégique à long terme, en mettant sur pied et en encourageant des équipes de direction et des conseils d'administration performants et en se servant de son expertise et de son vaste réseau pour créer de la valeur à long terme.

Le portefeuille de titres de sociétés fermées a produit un rendement de 6,1 % (ou de 1,4 % en monnaie locale), surpassant son indice de référence, qui a connu une perte de 3,9 % (ou une perte de 8,2 % en monnaie locale). Ce rendement supérieur est attribuable à la hausse du revenu et des profits de nombreuses sociétés de notre portefeuille ainsi qu'à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, qui ont été partiellement compensées par une réduction des multiplicateurs implicites attribués aux titres de sociétés fermées, une tendance observée dans l'ensemble du secteur. Les sous-secteurs qui ont obtenu le meilleur rendement comprennent les services financiers, l'énergie et la technologie. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans s'élève à 15,2 %, comparativement à 9,1 % pour l'indice de référence.

Les placements nets en titres de sociétés fermées totalisaient 58,3 G\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 55,1 G\$ à la fin de l'exercice 2021. L'augmentation des placements dans des sociétés fermées est principalement attribuable aux facteurs susmentionnés. Les nouvelles transactions de l'exercice ont été largement compensées par les réalisations.

### Points saillants du portefeuille de titres de sociétés fermées

Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**58,3 G\$**

Placements nets

**6,1 %**

Rendement

**1,4 %**

Rendement en monnaie locale

**(3,9) %**

Rendement de l'indice de référence

**(8,2) %**

Rendement de l'indice de référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

<b>23 %</b>	Secteur industriel
<b>21 %</b>	Services financiers
<b>18 %</b>	Biens de consommation et vente au détail
<b>18 %</b>	Télécommunications, médias et technologies
<b>12 %</b>	Santé
<b>8 %</b>	Énergie et électricité

## Étude de cas

# Expansion des services d'éducation de la petite enfance de qualité

Comme il se doit pour une entreprise se faisant un point d'honneur de donner aux enfants le meilleur départ possible dans la vie, l'histoire de notre investissement dans Busy Bees en est une de croissance.

Le RREO a investi pour la première fois dans le fournisseur de services d'éducation de la petite enfance basé au Royaume-Uni en 2013, alors que celui-ci était responsable de l'exploitation de 213 centres. Aujourd'hui, Busy Bees offre une éducation préscolaire de qualité à plus de 90 000 enfants dans plus de 900 centres répartis dans 10 pays, dont Singapour, l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni.

À mesure que l'entreprise prenait de l'ampleur, Busy Bees a renforcé son engagement continu à offrir aux enfants des occasions d'apprentissage enrichissantes dans un environnement chaleureux et stimulant. Le travail de Busy Bees est validé par le fait que 97 % de ses centres de la petite enfance au Royaume-Uni se sont vu attribuer la cote « exceptionnel » ou « bon » par l'Ofsted (Office for Standards in Education, Children's Services and Skills).

L'expertise mondiale, le soutien continu et les valeurs communes du RREO ont aidé Busy Bees à étendre sa présence; d'abord établi dans un seul pays, le fournisseur est maintenant le choix de prédilection de parents du monde entier. Comme l'a récemment déclaré la fondatrice Marg Randles : « Nous ne pouvions pas travailler avec quelqu'un qui ne se soucie pas avant tout de nos enfants et de la qualité des services à la petite enfance, chose que fait manifestement le RREO. »

**Busy Bees détient maintenant plus de**

**900** centres 

**répartis dans 10 pays**



***Le RREO s'est avéré un excellent partenaire, nous fournissant bien plus que simplement des capitaux. L'équipe fait preuve d'une grande intégrité et partage nos valeurs, ce qui est essentiel pour un partenaire dans le cadre de nos activités. »***

Simon Irons, chef de la direction  
de Busy Bees



## Titres à revenu fixe

Le RREO effectue des placements dans des titres à revenu fixe afin d'assurer la diversification de son portefeuille et de générer un revenu régulier. Nous détenons un portefeuille diversifié d'obligations de gouvernements de marchés développés, d'obligations provinciales et d'obligations à rendement réel. Les obligations à rendement réel, qui s'inscrivent dans notre programme d'investissements guidés par le passif, sont utilisées pour atténuer le risque lié à notre passif qui découle des variations du taux d'actualisation réel en nous aidant à limiter la volatilité du coefficient de capitalisation. Nous investissons dans des titres de créance indexés sur l'inflation émis principalement par le gouvernement fédéral canadien et d'autres émetteurs canadiens de premier ordre.

Le portefeuille de titres à revenu fixe a enregistré une perte de 3,5 % (3,6 % en monnaie locale). Cette perte peut être attribuée à la hausse importante des taux d'intérêt par les banques centrales au cours de l'année. Par exemple, la Banque du Canada a haussé le taux à un jour de 4 % au cours de 2022. L'ampleur de la perte dans cette catégorie d'actifs a été atténuée par un certain nombre de décisions prises en 2021 visant à réduire la sensibilité de la caisse aux variations des taux d'intérêt. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans pour cette catégorie d'actifs s'élève à 3,6 %.

Les placements nets en titres à revenu fixe totalisaient 86,0 G\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 45,2 G\$ à la fin de l'exercice 2021. L'augmentation de l'actif net dans les titres à revenu fixe est attribuable à la hausse des taux d'intérêt, qui a rendu cette catégorie d'actifs de plus en plus attrayante en tant que source de revenu de placement et de diversification.

### Points saillants du portefeuille de titres à revenu fixe Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**86,0 G\$**

Placements nets

**(3,5) %**

Rendement

**(3,5) %**

Rendement de l'indice  
de référence

**(3,6) %**

Rendement en monnaie locale

**(3,6) %**

Rendement de l'indice de  
référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

- 44 %** Titres du gouvernement du Canada
- 43 %** Titres de créance souverains de pays développés étrangers
- 11 %** Titres à rendement réel
- 2 %** Obligations provinciales

## Titres de créance

Cette catégorie d'actifs comprend les prêts à un emprunteur hors catégorie investissement, les titres à rendement élevé, les titres de première qualité et les titres de créance de marchés émergents. Les titres de créance sont un élément de la structure de capital d'une société qui présente des caractéristiques à la fois des actions et des titres à revenu fixe. Investir dans les titres de créance permet au RREO de tirer profit des primes de risque de défaillance, de liquidité et de financement.

Le rendement total pour l'année s'est élevé à 3,6 % (soit une perte de 2,7 % en monnaie locale), dépassant le rendement de l'indice de référence de 0,0 % (perte de 6,0 % pour l'indice de référence en monnaie locale). Le rendement de la catégorie des titres de créance est principalement attribuable à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, car une part importante de ce portefeuille est libellée en dollars américains. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans s'élève à 4,6 %, comparativement à 3,1 % pour l'indice de référence.

Les placements nets en titres de créance totalisaient 35,1 G\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 24,3 G\$ à la fin de l'exercice 2021. L'augmentation de l'actif net dans les titres de créance est attribuable à l'augmentation de la pondération des prêts à un emprunteur hors catégorie investissement et des obligations à haut rendement au cours du deuxième semestre de l'année, les taux d'intérêt plus élevés ayant rendu ces sous-secteurs de plus en plus attrayants.

### Points saillants du portefeuille de titres de créance Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**35,1 G\$**

Placements nets

**3,6 %**

Rendement

**(2,7) %**

Rendement en monnaie locale

**0,0 %**

Rendement de l'indice  
de référence

**(6,0) %**

Rendement de l'indice de  
référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

- 43 %** Rendement élevé
- 41 %** Prêts à un emprunteur hors catégorie investissement
- 12 %** Obligations de pays émergents garanties par l'État
- 4 %** Titres de première qualité

## Placements sensibles à l'inflation

La catégorie des placements sensibles à l'inflation comprend les ressources naturelles (énergie, métaux, terrains forestiers exploitables, agriculture, aquaculture et solutions climatiques naturelles), l'or, les marchandises et la protection contre l'inflation. Ces types d'actifs sont regroupés en raison des liens positifs qu'ils ont tendance à avoir avec les fluctuations liées à l'inflation : ils peuvent offrir des rendements ajustés au risque stables, une diversification et une protection contre une inflation exceptionnellement élevée.

Le rendement total des placements sensibles à l'inflation en 2022 s'est élevé à 19,2 % (11,8 % en monnaie locale), dépassant le rendement de l'indice de référence de 18,7 % (10,9 % pour l'indice de référence en monnaie locale). Le rendement dans l'ensemble de la catégorie des placements sensibles à l'inflation a été principalement attribuable à nos placements dans les marchandises et les ressources naturelles dans les secteurs de l'énergie et des terrains forestiers exploitables, qui ont tous affiché un solide rendement compte tenu de l'inflation. L'appréciation du dollar américain a également fait croître les rendements. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans de 6,4 % est légèrement plus élevé que l'indice de référence, qui est de 6,3 %.

La valeur nette des placements sensibles à l'inflation s'établissait à 47,8 G\$ à la fin de 2022, comparativement à 48,0 G\$ un an plus tôt.

### Points saillants du portefeuille de placements sensibles à l'inflation

Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**47,8 G\$**

Placements nets

**19,2 %**

Rendement

**11,8 %**

Rendement en monnaie locale

**18,7 %**

Rendement de l'indice de référence

**10,9 %**

Rendement de l'indice de référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

- 52 %** Marchandises
- 27 %** Protection contre l'inflation

#### Ressources naturelles :

- 10 %** Énergie
- 5 %** Terrains forestiers exploitables
- 4 %** Agriculture et aquaculture
- 2 %** Exploitation minière

## Actifs réels

Les actifs réels comprennent les placements dans les biens immobiliers et les infrastructures. Sur le plan stratégique, ces actifs produisent des rendements qui sont souvent liés à l'inflation et, par conséquent, constituent une protection partielle pour couvrir les coûts liés au versement des rentes protégées contre l'inflation.

Au 31 décembre 2022, les actifs réels du RREO totalisaient 67,9 G\$, comparativement à 52,4 G\$ à la fin de 2021. Le taux de rendement des placements dans des actifs réels pour 2022 s'est élevé à 8,3 % (rendements en monnaie locale de 6,1 %), comparativement au taux de rendement de l'indice de référence de 11,1 % (8,8 % pour l'indice de référence en monnaie locale).

Les rendements de nos actifs immobiliers et d'infrastructures sont présentés séparément ci-dessous.

### Infrastructures

Le RREO cherche à constituer un portefeuille d'infrastructures dont la valeur augmentera progressivement, qui procurera des rentrées de fonds prévisibles et qui fournira une protection partielle contre l'inflation. Nos actifs d'infrastructures comprennent des placements dans des autoroutes à péage, des aéroports, des infrastructures numériques, des terminaux à conteneurs, des sociétés de production d'énergie, de transport et de distribution d'électricité et de distribution et de transport du gaz naturel et des services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Ils sont répartis partout dans le monde sur cinq continents.

Les actifs d'infrastructures ont produit un rendement sur un an de 18,7 %, avec un rendement en monnaie locale de 15,5 %, un résultat supérieur au rendement de 15,1 % de l'indice de référence (12,0 % pour l'indice de référence en monnaie locale). L'excellent rendement dans cette catégorie d'actifs est attribuable à l'augmentation de la circulation sur les autoroutes à péage, au nombre accru de navires et de passagers dans les ports de mer et les aéroports, ainsi qu'à l'augmentation des revenus attribuable à l'inflation. Le taux de rendement annualisé sur cinq ans, à 8,3 %, est supérieur à celui de l'indice de référence de 6,2 %.

### Points saillants du portefeuille d'infrastructures

Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**39,8 G\$**

Placements nets

**18,7 %**

Rendement

**15,5 %**

Rendement en monnaie locale

**15,1 %**

Rendement de l'indice de référence

**12,0 %**

Rendement de l'indice de référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

- 47 %** Infrastructures énergétiques
- 39 %** Transports et logistique
- 11 %** Traitement de l'eau et des eaux usées
- 3 %** Autres infrastructures

La valeur nette du portefeuille d'infrastructures a augmenté pour s'établir à 39,8 G\$ à la fin de l'exercice 2022, comparativement à 26,1 G\$ un an plus tôt. La croissance importante du portefeuille d'infrastructures est attribuable aux excellents rendements des placements dans l'ensemble du portefeuille et au nombre important d'acquisitions d'infrastructures réalisées au cours de l'année, dont 2,4 G\$ pour une participation de 25 % dans SSEN Transmission, notre plus important investissement à ce jour dans la distribution d'électricité.



## Biens immobiliers

Le RREO investit dans l'immobilier par l'intermédiaire de Cadillac Fairview (CF), qui maintient un portefeuille d'actifs canadiens de grande qualité et de placements internationaux générant des rentrées de fonds fiables.

Les actifs de biens immobiliers ont enregistré une perte nette sur un an de 3,5 % (perte en monnaie locale de 4,8 %), alors que l'indice de référence affichait un rendement de 6,7 % (5,3 % pour l'indice de référence en monnaie locale). La perte nette pour l'exercice est attribuable aux pertes de valeur des placements dans des immeubles de bureaux et des commerces de détail canadiens, causées par la hausse importante des taux d'intérêt. Le rendement de CF par rapport à notre indice de référence peut être attribué à la surreprésentation relative de CF dans les immeubles de commerce de détail et de bureaux canadiens, un secteur ayant obtenu un rendement inférieur à celui d'autres catégories d'actifs inclus dans l'indice de référence. Comme les rendements des biens immobiliers et des immeubles de bureaux ont été durement touchés depuis le début de la pandémie de COVID-19 en 2020, le portefeuille immobilier a connu une perte annualisée sur cinq ans de 0,8 %, alors que l'indice de référence a affiché un rendement moyen sur cinq ans de 5,1 %.

En 2022, le bénéfice d'exploitation s'est établi 1,0 G\$, soit 9 % de plus qu'en 2021, principalement en raison de la forte reprise du portefeuille canadien à la suite des fermetures et restrictions liées à la pandémie de COVID-19 au cours des années précédentes. À la fin de l'exercice 2022, le taux d'occupation des immeubles de commerce de détail au Canada est demeuré stable à 91 %, mais avec une base de locataires plus solide. La productivité des ventes au détail est revenue aux niveaux d'avant la pandémie. Le taux d'occupation des immeubles de bureaux canadiens était de 90 % (92 % en 2021), le portefeuille d'immeubles de bureaux de qualité demeurant bien loué avec des locataires de qualité et des taux de location élevés, même si l'incidence du modèle de travail hybride a continué de se faire sentir.

La valeur nette du portefeuille immobilier était de 28,1 G\$ à la fin de l'exercice 2022, en hausse par rapport aux 26,3 G\$ à la fin de l'exercice précédent. L'augmentation de la valeur nette des actifs immobiliers est principalement attribuable aux nouvelles activités de placement sur les marchés internationaux et au capital de développement au Canada, mais a été neutralisée en partie par les pertes nettes de valeur des placements.

Conformément à son objectif d'étendre et de diversifier sa plateforme immobilière mondiale, CF a, en 2022, augmenté la pondération de son portefeuille dans les marchés internationaux, la faisant passer de 14 % en 2021 à 27 %, et s'est diversifiée dans de nouveaux secteurs en investissant

### Points saillants du portefeuille immobilier

Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**28,1 G\$**

Placements nets

**(3,5) %**

Rendement

**(4,8) %**

Rendement en monnaie locale

**6,7 %**

Rendement de l'indice de référence

**5,3 %**

Rendement de l'indice de référence en monnaie locale

### Répartition du portefeuille par secteur

<b>43 %</b> Immeubles de commerce de détail – Canada	<b>9 %</b> Marchés émergents
<b>22 %</b> Immeubles de bureaux – Canada	<b>7 %</b> Placements – Royaume-Uni
<b>11 %</b> Placements – États-Unis	<b>8 %</b> Autres

principalement dans les habitations multifamiliales et les sciences de la vie aux États-Unis, dans les immeubles de bureaux et les sciences de la vie au Royaume-Uni et dans le secteur industriel en Europe. En 2022, CF a déployé 3,8 G\$ en placements internationaux (avec un total de 6,1 G\$ d'engagements en cours au 31 décembre 2022). CF a également poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie canadienne de promotion immobilière avec plus de 100 projets actifs à divers stades de développement. Des progrès ont été accomplis dans l'aménagement du complexe de bureaux du 160, rue Front Ouest, à Toronto, dont l'achèvement est prévu pour la fin de 2023, ainsi que dans l'élaboration de divers plans directeurs, notamment celui d'East Harbour, à Toronto. Les plans de densification des terrains avoisinant les centres commerciaux de CF ont également progressé, notamment avec la mise en chantier du premier projet d'immeuble de 288 logements locatifs en propriété exclusive à Ottawa, appelé le Rideau Registry, qui devrait être prêt à l'occupation en 2026.

## Étude de cas

# Élargir les horizons de l'immobilier dans le monde

Cadillac Fairview fait œuvre de pionnier. En effet, dans le cadre d'un ambitieux plan d'expansion à l'échelle internationale, CF s'est engagée à investir environ 4 milliards de dollars en nouveaux capitaux en Europe au cours des 18 derniers mois. Au Canada, on connaît surtout CF comme étant la propriétaire de plusieurs des centres commerciaux les plus performants du pays (dont le CF Toronto Eaton Centre), mais son portefeuille immobilier mondial comprend également des actifs dans les secteurs industriel, résidentiel, des sciences de la vie et de la logistique.

Parmi les récents investissements européens, on retrouve le projet Oxford North, d'une valeur de 1,1 G\$, un quartier d'innovation à vocation mixte axé sur les sciences de la vie situé près de la célèbre université. Le projet – une coentreprise avec Stanhope PLC, partenaire de CF au Royaume-Uni, et le St John's College de l'Université d'Oxford – offrira une superficie de travail et de laboratoire à la fine pointe de la technologie d'un million de pieds carrés, ainsi que des infrastructures comme des routes, des aménagements commerciaux, des logements, des parcs et un hôtel.

CF et Stanhope ont également fait l'acquisition de trois propriétés de 110 000 pi<sup>2</sup> et de bureaux de 10 197 pi<sup>2</sup> au 163 Cambridge Science Park, qui occupe un emplacement de choix du côté est du parc. Parmi les autres acquisitions récentes, on retrouve deux parcs industriels – l'un situé à Park Royal, dans l'ouest de Londres, au Royaume-Uni, et l'autre, dans le port de Rotterdam, aux Pays-Bas – acquis dans le cadre d'une coentreprise avec la société paneuropéenne de gestion de placements Boreal IM.

Dans le contexte de l'après-pandémie, ce portefeuille diversifié réparti dans différents secteurs appuiera la croissance future de CF, tout comme la capacité continue de la société à tirer parti des tendances macroéconomiques à long terme qui façonnent les demandes changeantes des biens immobiliers.

**CF s'est engagée, au cours des 18 derniers mois, à investir environ**

**4 G\$** 

**en nouveaux capitaux en Europe**



***Cadillac Fairview est sur la voie de la croissance, diversifiant son portefeuille dans les différentes catégories d'actifs et à l'extérieur du Canada. L'un des facteurs importants de notre stratégie consiste à nous associer à des sociétés de premier plan qui partagent nos valeurs et notre engagement à l'égard de la réussite à long terme. »***

Jenny Hammarlund, directrice générale et chef pour l'Europe Cadillac Fairview

## Innovation

La catégorie d'actifs d'innovation comprend les placements effectués par Croissance audacieuse RREO, y compris des placements directs, des coinvestissements, des fonds et des partenariats stratégiques. Croissance audacieuse RREO se concentre sur des investissements en capital de risque de dernier stade et en placement en actions dans des sociétés qui utilisent la technologie pour façonner un avenir meilleur. Elle cherche à accéder à d'importantes occasions mondiales d'investissement dans de nouvelles entreprises et de nouveaux secteurs qui émergent à la suite de changements technologiques sans précédent.

La catégorie d'actifs a enregistré une perte sur un an de 12,1 %, ou de 17,6 % en monnaie locale. La perte affichée dans la catégorie d'actifs d'innovation est en grande partie attribuable aux rajustements d'évaluation, principalement en raison du rendement inférieur prévu pour bon nombre de nos placements directs et de la réduction des multiplicateurs. Les taux de rendement annualisés sur cinq ans pour la catégorie d'actifs d'innovation ne sont pas disponibles, car 2022 n'est que la troisième année complète pour le service de placement de Croissance audacieuse RREO. Depuis sa création en 2020, la catégorie d'actifs d'innovation a généré un taux de rendement annualisé de 12,4 %.

Compte tenu du caractère unique du programme de placements Croissance audacieuse RREO, nous n'avons pas encore comparé son rendement à celui d'un indice de référence au cours de la période d'incubation initiale. Le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la période d'incubation a pris fin, et les rendements des placements dans cette catégorie seront comparés à ceux d'un indice de référence.

La valeur de l'actif net en innovation s'établissait à 7,4 G\$ à la fin de 2022, comparativement à 7,1 G\$ le 31 décembre 2021. Cette légère augmentation est attribuable aux nouveaux placements directs et aux placements dans des fonds effectués au cours de l'exercice, compensés par des rajustements d'évaluation des placements directs et des placements dans des fonds du portefeuille.

### Points saillants du portefeuille d'innovation Au 31 décembre 2022 (fondé sur l'actif total)

**7,4 G\$**

Placements nets

**(12,1) %**

Rendement

**(17,6) %**

Rendement en monnaie locale

### Répartition du portefeuille

- 39 %** Placements directs – Amérique du Nord
- 15 %** Placements directs – Asie-Pacifique
- 15 %** Placements directs – Europe, Moyen-Orient et Afrique
- 31 %** Fonds

## Stratégies de rendement absolu

Le RREO utilise des stratégies de rendement absolu pour générer des rendements positifs qui ont une faible corrélation avec ceux d'autres catégories d'actifs. Ces stratégies gérées à l'interne visent en général à tirer parti des inefficiences du marché. Nous faisons également appel aux services de gestionnaires externes de fonds de couverture pour obtenir des rendements non corrélés, pour accéder à des stratégies uniques qui augmentent les rendements et pour diversifier les risques.

À la fin de l'exercice 2022, les actifs utilisés dans les stratégies de rendement absolu totalisaient 18,7 G\$, comparativement à 14,9 G\$ en 2021.

# Progrès réalisés dans notre cheminement vers la carboneutralité

Notre engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 oriente notre trajectoire à long terme, tandis que nos cibles provisoires nous aident à mesurer les progrès à court terme. Nous utilisons l'empreinte carbone de notre portefeuille pour faire le suivi de nos progrès annuels par rapport à nos cibles et, comme le rendement de nos placements, notre empreinte peut augmenter ou diminuer d'une année à l'autre. Apprenez-en davantage sur nos progrès ci-dessous.

## Faits saillants de 2022

- Nous avons réduit le volume d'émissions de notre portefeuille de 32 % et notre volume d'émissions absolues de 3 % depuis 2019 (l'année de référence pour nos cibles provisoires). Le volume d'émissions de notre portefeuille est demeuré stable en 2022 par rapport à 2021, avec une hausse tant sur le plan de la valeur marchande que des émissions absolues de l'empreinte carbone de notre portefeuille.
- Le volume d'émissions absolues des actifs dans des sociétés fermées a augmenté en raison du déploiement de capitaux en 2022. Cette hausse est aussi attribuable à l'acquisition, en 2022, de Puget Holdings, la société mère de Puget Sound Energy, qui a contribué à faire augmenter légèrement le volume d'émissions de nos actifs dans des sociétés fermées. Cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie de décarbonisation. Apprenez-en davantage sur notre investissement dans Puget Sound Energy à la page 74.
- Le volume d'émissions absolues des titres à revenu fixe de sociétés a augmenté en raison d'une augmentation du capital affecté à la catégorie d'actifs en 2022. Les décisions stratégiques relatives à la constitution de portefeuilles tout au long de l'année ont contribué à réduire le volume des émissions. Le volume d'émissions de nos titres de créance est élevé en raison de l'utilisation de placements

passifs. Les stratégies passives ont tendance à présenter une intensité carbone plus élevée puisqu'elles ciblent tous les secteurs de l'économie.

- Nos placements dans les titres de sociétés ouvertes ont diminué en 2022 en raison de leur faible rendement sur les marchés publics et d'une réaffectation de capitaux dans d'autres catégories d'actif. Le volume d'émissions de cette catégorie d'actifs a considérablement augmenté, principalement en raison de la part plus importante des placements en actions sous gestion passive, qui ont une intensité carbone plus élevée.
- Notre empreinte carbone opérationnelle a augmenté en raison de la reprise des déplacements par avion en 2022, au lendemain de la pandémie. Toutefois, le nombre de voyages d'affaires au Canada demeure inférieur de 50 % à son niveau de 2019, avant la pandémie.

## Empreinte carbone du portefeuille

Le calcul de l'empreinte carbone de notre portefeuille s'appuie sur le Partnership for Carbon Accounting Financials, qui est actuellement l'une des seules normes disponibles pour la comptabilisation de l'empreinte carbone du portefeuille et fait l'objet d'un processus d'assurance externe. Reportez-vous à la page 149 pour en savoir plus sur notre méthode de calcul.

Valeur des avoirs en actions (M\$ CA)	2022	2021	2019	2022 c. 2019
Actions de sociétés ouvertes	<b>12 729</b>	25 952	28 703	(56) %
Actifs de sociétés fermées	<b>145 645</b>	123 695	94 030	55 %
Titres à revenu fixe de sociétés	<b>34 194</b>	21 810	12 073	183 %
<b>Total</b>	<b>192 568</b>	171 457	134 806	43 %

Émissions totales de carbone (ktéq CO <sub>2</sub> )	2022	2021	2019	2022 c. 2019
Actions de sociétés ouvertes	<b>790</b>	1 070	2 970	(73) %
Actifs de sociétés fermées	<b>3 180</b>	2 511	2 300	38 %
Titres à revenu fixe de sociétés	<b>2 166</b>	1 909	1 057	105 %
<b>Total</b>	<b>6 136</b>	5 490	6 327	(3) %



Intensité carbonique (t <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> /M\$)	2022	2021	2019	2022 c. 2019
Actions de sociétés ouvertes	62	41	103	(40) %
Actifs de sociétés fermées	22	20	24	(9) %
Titres à revenu fixe de sociétés	63	88	88	(28) %
<b>Total</b>	<b>32</b>	32	47	(32) %

## La décarbonisation de l'énergie dans le nord-ouest du Pacifique

En 2021, nous avons acquis une participation dans Puget Sound Energy (PSE), le plus ancien et le plus important service d'électricité et de gaz naturel de l'État de Washington. Notre plan d'investissement reposait principalement sur le fait que les services publics d'électricité de l'État de Washington sont tenus d'éliminer les centrales au charbon d'ici 2025 et de fournir une électricité entièrement carboneutre d'ici 2045.

Aujourd'hui, PSE produit une petite partie de son électricité par la combustion de charbon. Pour les trois prochaines années, la société dispose d'un plan clair et défini pour mettre un terme à ses activités liées au charbon et faire croître son portefeuille d'énergie renouvelable. Cette transition réduira considérablement le volume d'émissions absolues et l'intensité carbonique de PSE et du RREO.

PSE jouera un rôle clé dans la décarbonisation de la production d'énergie dans la région de Puget Sound tout en aidant les industries et les consommateurs locaux à réduire leur empreinte carbone.

## Empreinte carbone opérationnelle

Comme nos activités produisent relativement peu d'émissions (moins de 1 % de notre empreinte carbone totale), nous déclarons également notre empreinte carbone opérationnelle. Bien que nous prenions des mesures pour réduire celle-ci, par exemple en mettant en place de nouvelles lignes directrices concernant les déplacements à l'intention de nos employés, nous concentrons actuellement nos efforts en matière de carboneutralité en aidant les sociétés de notre portefeuille à réduire leurs émissions.

Émissions (t <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> )	2022	2021	2019 <sup>1</sup>
<b>Portée 1 : émissions directes</b>			
Chauffage des bâtiments (gaz naturel)	395	443	521
<b>Total – portée 1</b>	<b>395</b>	443	521
<b>Portée 2 : émissions indirectes (achetées)</b>			
Consommation d'énergie des bâtiments (électricité)	232	200	217
Chauffage des bâtiments (consommation de vapeur)	8	7	8
Climatisation des bâtiments (consommation d'eau fraîche)	6	53	1
<b>Total – portée 2</b>	<b>245</b>	260	226
<b>Portée 3 : émissions indirectes (chaîne de valeur)</b>			
Voyages d'affaires (vols)	4 222	358	8 525
Voyages d'affaires (transport terrestre)	76	16	139
Impression (utilisation et élimination du papier)	19	10	50
Portefeuille de placements	Comptabilisé séparément <sup>2</sup>		
<b>Total – portée 3</b>	<b>4 317</b>	384	8 714
<b>Total</b>	<b>4 957</b>	1 087	9 461

<sup>1</sup> Nous incluons les données sur notre empreinte carbone opérationnelle de 2019 pour les harmoniser avec celles sur l'empreinte carbone de notre portefeuille.

<sup>2</sup> Étant donné leur importance, les émissions liées à notre portefeuille de placements sont présentées séparément en tant qu'empreinte carbone de notre portefeuille.







# Notre personnel et notre culture

# Investir dans notre personnel

Notre personnel est notre ressource la plus précieuse, nous permettant de façonner un avenir meilleur pour les enseignantes et les enseignants que nous servons, les entreprises que nous soutenons et le monde dans lequel nous vivons.



QUI NOUS SOMMES

## Le RREO est un investisseur mondial

guidé par des buts précis ayant d'importantes ambitions en matière de croissance fondées sur une solide réputation.



NOTRE FAÇON DE TRAVAILLER

## Nous avons mis en place une culture authentique,

inclusive et dynamique où les gens peuvent être eux-mêmes, agir pour changer les choses et apprendre.



CE QUE NOUS AVONS À VOUS OFFRIR

## Nous accordons la priorité à notre personnel

en investissant dans le bien-être, le perfectionnement et une rémunération totale intéressante.

Au RREO, nous adoptons une approche axée sur l'individu dans tout ce que nous faisons, de la culture au perfectionnement en passant par la santé mentale et le bien-être. Cette année, nous avons encore amélioré et exprimé les avantages de travailler au RREO par l'intermédiaire de notre proposition de valeur aux employés.

### Un régime d'assurance maladie et d'avantages pour obligations familiales parmi les meilleurs du secteur,

y compris un soutien à l'adoption ou à la maternité de substitution et aux interventions d'affirmation de genre pour les employés ou les membres adultes de leur famille.

### Une importance accrue accordée à la santé mentale des employés et de leur famille,

y compris des politiques et des prestations complètes, des services de soutien et de l'éducation.

### La promotion de l'équilibre au moyen de notre programme de voyages personnalisés,

qui offre aux employés de travailler à partir d'une autre région ou d'un autre pays jusqu'à un mois par année. En 2022, près de 100 employés ont travaillé depuis 40 pays différents dans le cadre de ce programme.

### Une attention adaptée portée au perfectionnement professionnel,

y compris les meilleurs programmes de leadership offerts à l'interne. En tout, 96 % des gestionnaires de personnel ont suivi notre cours de perfectionnement en leadership au cours de la dernière année.





## Investir dans notre personnel

# Notre engagement en matière de diversité, d'équité et d'inclusion

L'importance que nous accordons depuis longtemps à la diversité, à l'équité et à l'inclusion repose sur notre conviction selon laquelle la mise sur pied d'un milieu de travail plus équitable pour tous peut aussi accroître notre rendement, améliorer nos activités et créer un monde meilleur. En 2022, nous avons fait des pas de géant en ce sens.

Jusqu'à présent, nous avons vu avec fierté nos efforts être reconnus et nous progressons concrètement sur le plan de la sensibilisation aux préjugés inconscients et aux diverses cultures et de l'élimination des obstacles sur les lieux de travail.



*C'était incroyable de pouvoir donner notre temps afin d'avoir une incidence positive sur ceux et celles qui ne bénéficient peut-être pas des mêmes possibilités. »*

Kimberly Chan, gestionnaire des applications, Technologies de l'information, et participante à la journée Laisser sa marque

### Les femmes au RREO



**55 %**

du conseil



**45 %**

de l'équipe de direction



**45 %**

du personnel à tous les échelons

## Certification EDGE Lead

Nous avons obtenu la certification EDGE Lead, la plus élevée offerte par EDGE, chef de file mondial en matière d'évaluation et de certification d'entreprises pour l'égalité intersectionnelle et entre les genres. Nous avons également obtenu la certification EDGEplus pour notre engagement à analyser d'autres volets de l'intersectionnalité entre le genre, la race et l'origine ethnique. Nous sommes la première organisation du secteur financier canadien à obtenir à la fois les certifications EDGE Lead et EDGEplus.

## Collaborer pour avancer

Nous avons établi plusieurs partenariats variés qui présentent des débouchés à des candidats appartenant à des groupes en quête d'équité, et nous favorisons des pratiques inclusives dans tous les secteurs. En 2022, en plus de développer nos partenariats existants, nous avons établi une nouvelle relation avec l'Indigenous Professional Association of Canada (IPAC), un organisme qui se consacre à l'avancement du leadership autochtone dans les secteurs privé, public et social.

## Des discussions en toute franchise

Nos groupes de ressources pour les employés sensibilisent les gens, célèbrent leurs réalisations et facilitent les discussions en toute franchise sur les questions qui comptent le plus. Les groupes abordent des sujets tels que la santé mentale et physique, l'équité entre les genres et l'avancement des femmes, la sensibilisation et le soutien à l'égard de la communauté 2SLGBTQ+, l'éducation et la célébration multiculturelles, ainsi que les pratiques exemplaires en matière d'environnement et de durabilité. En 2022, nos groupes de ressources ont collaboré à plus d'une centaine d'événements intersectionnels dans le monde, dont une séance sur la santé mentale et le bien-être à Londres, un gala sur les femmes dans le secteur des finances à Hong Kong et des événements visant à souligner le Mois de l'histoire des Noirs, la Fierté et la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation au Canada.

# 48 %

des membres de notre personnel appartiennent à une minorité visible et s'identifient comme des personnes autochtones, noires et de couleur<sup>1</sup>

# 1,8 %

Amélioration annuelle de 1,8 % de la représentation des groupes ciblés sous-représentés, dont les femmes, les membres de la communauté 2SLGBTQ+, les personnes handicapées et les minorités visibles, y compris les personnes qui s'identifient comme noires, autochtones et de couleur.

<sup>1</sup> Les chiffres représentent les employés permanents seulement.



# Notre structure de rémunération

# Rapport du Comité des ressources humaines et de la rémunération

Le Comité des ressources humaines et de la rémunération est heureux de vous présenter un aperçu de notre approche de l'évaluation du rendement et de ses liens avec la rémunération de nos employés. Notre cadre de rémunération vise à récompenser un rendement à long terme dans les limites de notre budget de risques. Il poursuit principalement les objectifs suivants :

- rémunérer en fonction du rendement;
- attirer et fidéliser les meilleurs talents pour l'équipe Placements, les Services de la direction générale et les Services aux participants;
- tenir notre promesse à l'égard du versement des rentes;
- incarner les valeurs du RREO.

## Rendement du RREO en 2022

Le principe de base qui sous-tend notre cadre de rémunération est le rendement de l'ensemble de la caisse. Le rendement combiné de l'ensemble de la caisse a été excellent. Le taux de rendement de l'ensemble de la caisse sur un an a été exceptionnel, à 4 %, et notre rendement réel sur quatre ans a été solide, à 4,65 %. Le rendement de l'ensemble de la caisse sur un an a dépassé de 4,4 G\$ notre indice de référence, entraînant une plus-value cumulative sur quatre ans de 3,72 G\$.

## Décisions relatives à la rémunération de l'exercice 2022

La direction et le conseil évaluent le rendement global du RREO par rapport à une fiche de pointage d'entreprise. Cette fiche a été établie au cours du premier trimestre de l'année civile 2022. S'appuyant sur de solides mesures combinées du rendement de l'ensemble de la caisse, le maintien d'un service hors pair pour les participants et les résultats d'autres mesures opérationnelles, la fiche de pointage du RREO a généré un coefficient de 1,63 sur 2,0.

En 2022, le salaire de base de M. Taylor a connu une augmentation de 3,6 % et est passé à 570 000 \$. Le conseil a évalué le rendement de M. Taylor par rapport à ses objectifs individuels et est arrivé à un coefficient de 2 fois la cible pour sa prime annuelle de 2022. La moyenne pondérée des facteurs a donné un coefficient de rendement annuel global de 1,78 fois la cible pour M. Taylor. En tenant compte du rendement global sur quatre ans de l'ensemble de la caisse et du rôle de M. Taylor dans l'élaboration de la stratégie du RREO, le conseil a attribué à celui-ci une prime du régime des incitatifs à long terme de 2,86 M\$. Dans l'ensemble, le Comité des ressources humaines et de la rémunération estime que la rémunération versée pour l'exercice 2022 est appropriée et conforme aux objectifs du RREO.



# Analyse de la rémunération

L'analyse de la rémunération explique l'approche du RREO à l'égard de la rémunération, des divers éléments de son programme de rémunération et de la rémunération versée à ses cadres supérieurs désignés. Pour l'exercice 2022, nos cadres supérieurs désignés étaient les suivants :

- Jo Taylor, président et chef de la direction;
- Tim Deacon, directeur financier;
- Ziad Hindo, chef des placements;
- Nick Jansa, premier directeur général, Europe, Moyen-Orient et Afrique;
- Ben Chan, premier directeur général, Asie-Pacifique.

## Notre cadre de rémunération

### Notre philosophie de rémunération et nos objectifs

Le cadre de rémunération du RREO repose sur le principe de la rémunération au rendement afin d'attirer, de récompenser et de fidéliser les talents les plus performants qui intègrent notre culture dans notre façon de travailler et de générer une croissance et un rendement à long terme. Nous cherchons à offrir une rémunération équitable à tous les employés et à perfectionner les talents, en mettant l'accent sur la création d'une organisation mondiale diversifiée et inclusive. Par exemple, nous adoptons des pratiques d'emploi justes et équitables pour tous les employés, peu importe leur identité de genre, leur couleur, leur race, leur origine ethnique, leurs capacités ou leur orientation sexuelle, en nous assurant que tous les employés qui occupent le même poste bénéficient des mêmes possibilités d'avantages.

Notre cadre de rémunération est conçu de façon à soutenir notre vision de pionnier, qui consiste à faire preuve d'audace et d'ambition dans une perspective mondiale. Pour y parvenir, nous devons mettre en place une **culture** d'expérimentation, d'entrepreneuriat et d'habilitation, générer une **croissance** mondiale et un rendement à long terme et avoir une **incidence** positive durable dans le monde.

- **Uniformiser la rémunération à l'échelle de l'entreprise.** Tous les employés font partie du même cadre de rémunération mettant l'accent sur la culture, la croissance et l'incidence.
- **Veiller à ce que les niveaux de rémunération et la composition de celle-ci soient concurrentiels par rapport au marché afin d'attirer et de fidéliser des talents de haut calibre.** Le cadre de rémunération est conforme au marché externe s'appliquant à nos activités, compte tenu des diverses compétences requises pour atteindre les objectifs collectifs de l'organisation. Le cadre offre aux dirigeants l'occasion de reconnaître le travail des employés individuels en leur permettant de toucher une rémunération dans le premier quartile ou plus élevée. La rémunération au rendement représente une part importante de la rémunération totale, en particulier pour les employés qui occupent des postes importants, conformément à la culture du RREO à cet égard.
- **Harmoniser les primes avec le comportement des employés.** Lorsque nous mesurons le rendement individuel des employés, nous cherchons à trouver l'équilibre entre ce qu'ils ont accompli et la façon dont ils l'ont démontré, en incarnant notre culture et nos valeurs et en travaillant dans l'intérêt supérieur de l'entreprise.

- **Assurer l'équilibre (horizon temporel, obligation de rendre compte, pouvoir discrétionnaire).** Il existe un équilibre entre les résultats annuels (c'est-à-dire, les initiatives liées à la culture, la satisfaction des participants, les changements climatiques) et le rendement des placements sur une période de quatre ans. L'approche adoptée pour récompenser les employés est équilibrée et tient compte des domaines sur lesquels ils exercent le plus grand contrôle (p. ex., pour les employés subalternes, ce sera le rendement individuel; pour les cadres, ce sera plutôt le rendement de l'organisation). En outre, il existe un équilibre en matière de pouvoir discrétionnaire permettant de s'assurer que les décisions relatives à la rémunération ne sont pas uniquement des résultats convenus et que les gestionnaires disposent de la flexibilité et des outils nécessaires pour assurer une évaluation globale et une différenciation des récompenses pour chaque employé.
- **Assurer une bonne gouvernance et veiller à ce que notre programme de rémunération concorde avec notre tolérance au risque.** Le cadre de rémunération comprend divers mécanismes de réduction des risques (récupération, limites supérieures, tableaux de bord équilibrés) et garantit que les intérêts des employés correspondent à ceux des participants au RREO. En outre, les cadres supérieurs examinent les décisions de rémunération pour assurer l'équité salariale à plusieurs égards (niveau, sexe, etc.).

### Processus d'analyse comparative indépendant

Étant donné la diversité des emplois au RREO, chaque poste à la haute direction ou autre fait l'objet d'une comparaison avec des groupes d'emplois de marchés pertinents. Nous avons pour objectif d'être concurrentiels par rapport aux sociétés avec lesquelles nous rivalisons directement, notamment les organisations de gestion de placements, les banques, les compagnies d'assurances et les fonds de retraites canadiens, dans tous les marchés locaux et internationaux où nous exerçons nos activités.

Nous harmonisons nos objectifs ambitieux et audacieux quant aux attentes supérieures du régime sur le plan du rendement (capitalisation, taux de cotisation, excellence du service et initiatives stratégiques) et à la rémunération directe globale avec une rémunération qui se situe dans le premier quartile.



## Principaux mécanismes de réduction des risques et gouvernance

Voici certaines pratiques de gouvernance utilisées pour la surveillance, l'évaluation et l'atténuation des risques dans le cadre de nos programmes incitatifs :

Ce que nous faisons		Ce que nous ne faisons pas
<b>Harmoniser la rémunération avec la prise de risques prudents et les intérêts des parties prenantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une part importante de la rémunération conditionnelle des cadres supérieurs est versée sous forme d'incitatif à long terme de façon à faire correspondre la rémunération avec l'horizon de risque temporel et à motiver les cadres à créer de la valeur à long terme et à demeurer responsables des décisions liées à un risque à plus long terme.</li> <li>• Un plafond est fixé quant au montant des primes annuelles individuelles.</li> <li>• Des clauses de récupération stipulent que les employés ayant délibérément commis un vol ou des actes malhonnêtes ou frauduleux ou ayant été congédiés pour un motif valable devront rembourser les montants qui leur auront été versés au titre du programme de primes annuelles ou du régime des incitatifs à long terme au cours des 12 mois précédents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir des cibles de rendement qui ne sont pas suffisamment exigeantes ou prévoir des paiements potentiels excessivement élevés.</li> <li>• Rajuster les cibles ou les objectifs de rendement à la baisse sans justification ni approbation du conseil.</li> <li>• Établir des niveaux de rémunération globaux supérieurs à la médiane qui ne s'appuient pas sur un rendement exceptionnel de l'ensemble de la caisse et de l'organisation, ou fixer des cibles de rémunération qui dépassent largement celles des régimes semblables.</li> <li>• Accorder une rémunération variable ou des indemnités de départ excessives.</li> </ul>
<b>Établir des cibles et des objectifs de rendement manifestement liés aux intérêts du RREO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir des tableaux de bord équilibrés complets mesurant les progrès par rapport aux objectifs stratégiques à l'échelle de l'entreprise et dans chaque division et chaque service, notamment en ce qui concerne les initiatives de gestion du risque.</li> </ul>	
<b>Établir un budget de gestion du risque afin de fixer des objectifs de plus-value ayant une incidence à divers degrés sur la rémunération au rendement de tous les employés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au début de chaque exercice, les membres du conseil approuvent la répartition du risque lié à la gestion active pour l'ensemble de la caisse et pour chacun des services de placement qui, à leur tour, établissent leurs objectifs annuels de plus-value en dollars (soit le revenu de placement obtenu par rapport à l'indice de référence) pour l'exercice.</li> <li>• Le rendement réel des placements de l'ensemble de la caisse et des différents services (mesuré en fonction de la plus-value) est comparé avec les objectifs de rendement fixés.</li> </ul>	
<b>Comparer la rémunération et le rendement à ceux d'organisations semblables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Former un groupe de régimes semblables pour permettre aux parties prenantes de comparer raisonnablement la rémunération et le rendement dans l'ensemble du groupe.</li> </ul>	
<b>Harmoniser la rémunération avec les objectifs de gestion du risque</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modéliser et essayer nos primes annuelles et nos primes du régime des incitatifs à long terme selon divers scénarios de rendement afin que les primes versées soient fonction des rendements escomptés.</li> </ul>	

Notre cadre de rémunération satisfait aux principes pour de saines pratiques de rémunération établis par le Conseil de la stabilité financière et entérinés par les pays du G20 ou les dépasse.

## Conseillers externes

La direction du RREO a retenu les services de divers consultants externes pour l'aider à examiner la conception et la position concurrentielle des programmes de rémunération, d'avantages sociaux et de retraite, au besoin.

La conception globale du programme est concurrentielle et continue de renforcer notre philosophie de rémunération au rendement tout en soutenant notre stratégie évolutive.

Le Comité des ressources humaines et de la rémunération a retenu les services de Hugessen Consulting Inc. pour l'aider, au besoin, à examiner les recommandations relatives à la rémunération à l'intention du conseil.

## Éléments de notre programme de rémunération – Vue d'ensemble

Notre programme de rémunération comprend un salaire de base, des primes annuelles et une prime du régime des incitatifs à long terme pour les employés non syndiqués.

Les structures de rémunération des employés syndiqués ont été négociées dans le cadre de la convention collective. La convention, d'une durée de quatre ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025.

### Salaire de base

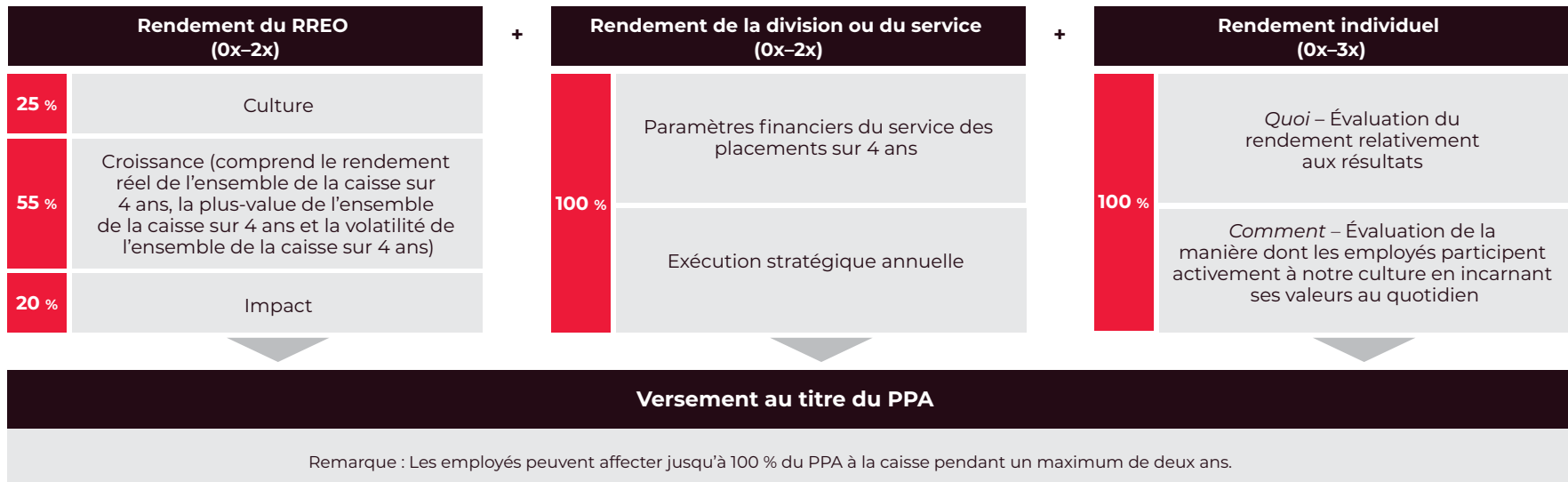
Les salaires de base servent à rémunérer les employés pour l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes et sont révisés chaque année. À chaque employé du RREO est attribué un niveau de poste auquel correspond une classe de salaire visant à offrir un salaire concurrentiel par rapport au marché et proportionnel aux responsabilités liées au poste de l'employé, à ses compétences démontrées, à ses connaissances et à ses antécédents de rendement.

### Programme de primes annuelles

Notre programme de primes annuelles (PPA) récompense les employés au moyen de primes en espèces accordées en fonction du rendement du régime et du rendement individuel calculé par rapport aux objectifs. La pondération pour chacun des éléments varie selon le niveau pour les employés de l'équipe Placements, des Services de la direction générale et des Services aux participants.



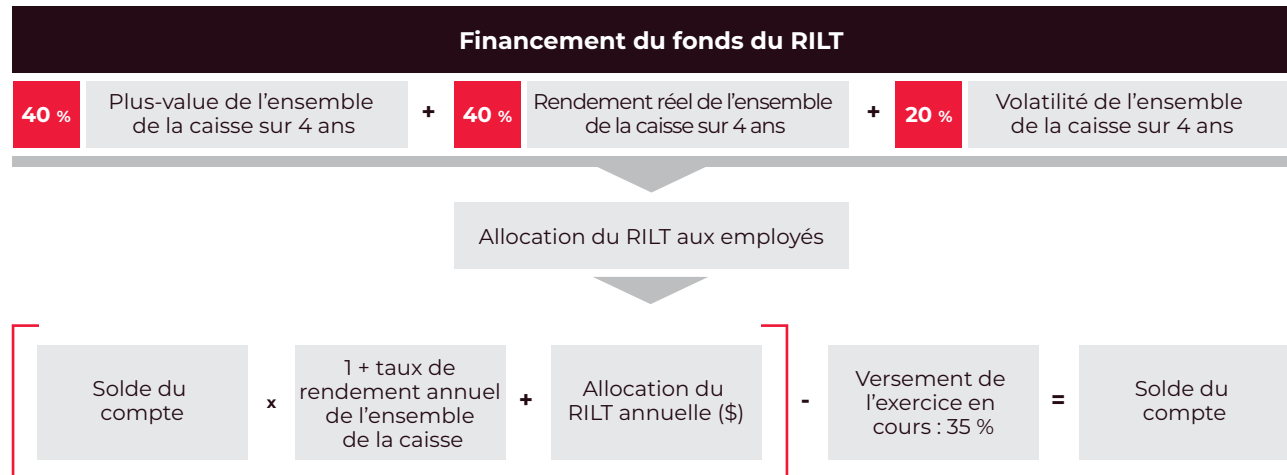




La plus-value est calculée après déduction des frais de gestion, des coûts de transaction et des frais d'administration imputés aux programmes de gestion active (comprend les primes annuelles, mais non les incitatifs à long terme).

### Régime des incitatifs à long terme (RILT)

Notre RILT récompense les employés au moyen de primes en espèces accordées en fonction du rendement de l'ensemble de la caisse, de leur rendement individuel et de leur potentiel. À la fin de l'exercice, les primes en espèces sont versées dans un compte notionnel et peuvent être retirées dans une proportion de 35 % par année. Les employés admissibles au RILT comprennent les membres de l'équipe Placements occupant un poste de directeur principal ou un poste supérieur, ainsi que les employés des Services de la direction générale et des Services aux participants occupant un poste de directeur ou un poste supérieur.

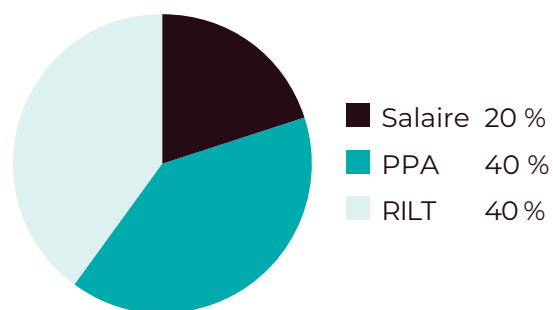


## Composition de la rémunération

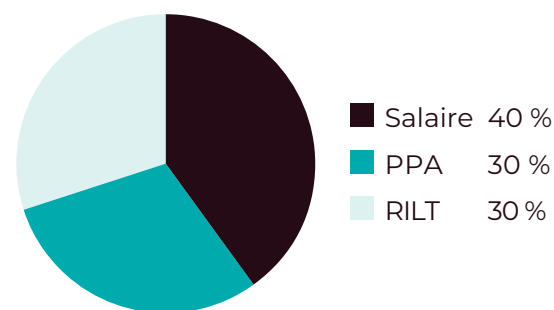
La plus grande partie de la rémunération versée à nos cadres supérieurs est variable et conditionnelle. Compte tenu de l'influence directe qu'ils exercent sur le rendement de nos placements, mais aussi de notre objectif d'établir un lien entre la rémunération et le rendement, les professionnels des placements et notre chef de la direction voient un pourcentage plus élevé de leur rémunération directe totale (salaire de base, prime annuelle et prime du régime des incitatifs à long terme) lié à nos programmes de rémunération variable. La composition de la rémunération directe totale cible de nos cadres supérieurs désignés est présentée en détail ci-dessous. La composition réelle de la rémunération peut varier en fonction du rendement du RREO dans son ensemble, du rendement de la division, du rendement des placements et du rendement individuel des cadres supérieurs désignés.

### COMPOSITION DE LA RÉMUNÉRATION CIBLE

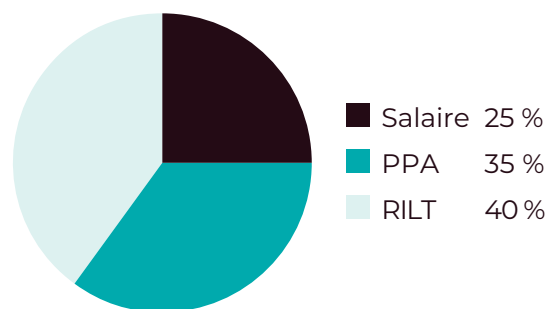
*Président et chef de la direction et chef des placements*



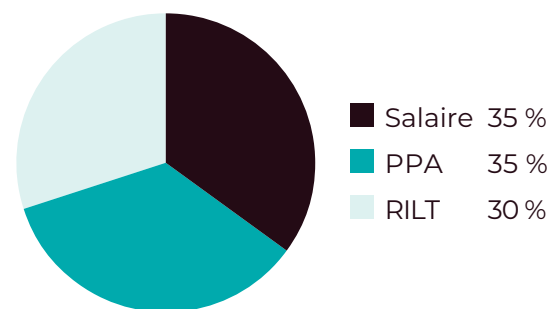
*Directeur financier*



*Premier directeur général, Europe, Moyen-Orient et Afrique*



*Premier directeur général, Asie-Pacifique*



## Avantages sociaux et autre rémunération

Le RREO offre un régime d'avantages sociaux et de mieux-être concurrentiel qui comprend une assurance vie, des régimes d'invalidité, de soins médicaux et de soins dentaires, des politiques en matière de congé, des programmes de mieux-être et un programme d'aide aux employés et à leur famille. Les rentes de retraite que nous offrons aux employés canadiens proviennent d'un régime de retraite à prestations définies décrit à la page 93. Les employés qui travaillent à l'étranger sont admissibles à des régimes de retraite contributifs locaux soumis à la réglementation et aux pratiques de marché locales.

## Dispositions de cessation d'emploi pour les cadres supérieurs désignés

Tous les cadres supérieurs désignés sont liés par des dispositions de cessation d'emploi préétablies. En cas de cessation d'emploi sans motif valable, nous offrons une indemnité de départ comparable à celle offerte à d'autres personnes ayant une ancienneté semblable qui pourraient avoir été licenciées sans motif, en échange d'une renonciation complète et définitive.

En cas de licenciement motivé ou de démission, l'employé renonce à l'ensemble des incitatifs, primes non acquises et avantages.

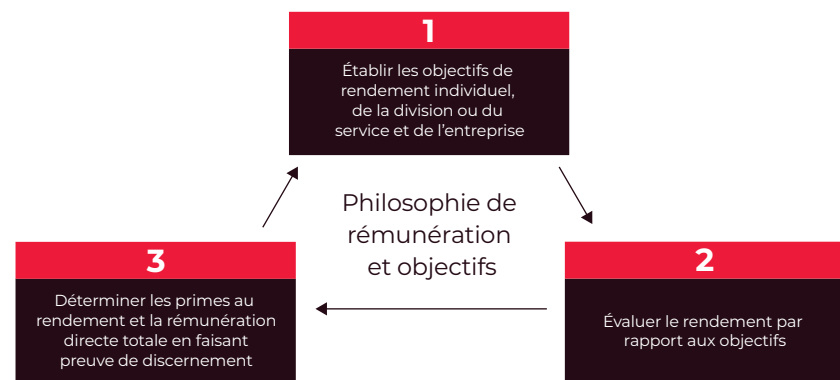
Le traitement dans le cadre de chacun des scénarios de cessation d'emploi est régi par les dispositions du PPA ou RILT.

	PPA	RILT
Démission	Renonciation	Renonciation
Départ à la retraite (défini par le régime de rémunération)	Prime calculée au prorata de la période d'emploi actif pendant l'année civile	Le solde du compte notionnel est acquis progressivement sur trois ans après le départ à la retraite
Cessation sans motif	Prime calculée au prorata pendant une période de préavis raisonnable	Acquisition continue pendant la période de préavis raisonnable
Cessation avec motif	Renonciation	Renonciation

## Décisions relatives à la rémunération prises en 2023 en fonction de 2022

### Processus de prise de décision

Au RREO, les décisions en matière de rémunération sont guidées par notre philosophie de rémunération et nos résultats. L'illustration suivante donne un aperçu du processus annuel de détermination de la rémunération du chef de la direction et des cadres supérieurs :



Chaque année, les membres du conseil et le chef de la direction s'entendent sur les principaux objectifs pour la fiche de rendement global du RREO ainsi que pour le rendement individuel du chef de la direction. En fin d'exercice, les membres du conseil évaluent le rendement du chef de la direction relativement aux objectifs annuels et lui attribuent une note de rendement globale. Le rendement individuel du chef de la direction, le rendement global du RREO et le rendement de l'ensemble de la caisse sont tous pris en compte par le conseil pour déterminer la rémunération directe totale du chef de la direction.

Comme c'est le cas pour le chef de la direction, les cadres supérieurs conviennent d'objectifs de rendement individuel pour l'année et chacun est évalué par rapport à ces objectifs en fin d'exercice. Le résultat des objectifs individuels et les autres mesures du rendement mentionnées ci-dessus déterminent les recommandations qui sont soumises à l'approbation des membres du conseil concernant la rémunération directe totale des cadres supérieurs.

Chaque année, les objectifs d'entreprise sont transmis à tous les employés, et ce, depuis le chef de la direction et les cadres supérieurs. Les rencontres entre les employés et leur gestionnaire respectif se poursuivent tout au long de l'année. Au cours du cycle de révision annuelle, des principes directeurs sont communiqués aux dirigeants afin de maximiser la prise de décisions justes et équitables à tous les échelons, pour tous les genres, etc., relativement aux objectifs énoncés et au rendement. Les recommandations relatives à la rémunération des employés sont analysées sous plusieurs aspects à différents échelons de la haute direction, avant leur approbation générale.

### Rendement du RREO

Pour bien nous acquitter de notre mission d'offrir un service hors pair et une sécurité financière à la retraite à nos participants, aujourd'hui et demain, nous préparons un tableau de bord à l'échelle de l'entreprise qui comprend des objectifs et des mesures dans trois catégories (culture, croissance et impact). Le tableau de bord assure une approche équilibrée dans des secteurs importants, qui permettra aux employés d'atteindre nos objectifs à court, moyen et long terme.

En fin d'exercice, le tableau de bord est évalué et les résultats sont soumis aux membres du conseil pour approbation. En 2022, les employés ont obtenu un excellent rendement combiné avec un coefficient de 1,63 sur 2,0.



### Rendement à l'échelle de la caisse

Le tableau ci-dessous résume le rendement à l'échelle de la caisse de 2019 à 2022 relativement aux cibles approuvées par le conseil. Pendant la période cumulative de quatre ans, le personnel a connu un rendement supérieur au rendement global de l'ensemble de la caisse.

Année	Plus-value totale de la caisse	Rendement réel total de la caisse	Volatilité de l'ensemble de la caisse
De 2019 à 2022	Sous la cible	Au-dessus de la cible	Exceptionnelle

### Rendement de la division ou du service

Nous avons aussi évalué l'exécution stratégique de chacune de nos divisions par rapport à leurs objectifs annuels respectifs. Globalement, les employés ont obtenu un rendement supérieur à la cible, pour un coefficient de division ou de service moyen de 1,72 sur 2,0.

Une partie des objectifs annuels de nos services de placement comprend une plus-value sur quatre ans par rapport au rendement de la répartition des risques.

Année	Actions	Infrastructures et ressources naturelles	Marchés financiers
De 2019 à 2022	Au-dessus de la cible	Au-dessus de la cible	Cible atteinte

## Rémunération des cadres supérieurs

Ce tableau présente des renseignements sur le salaire de base, la prime annuelle, les incitatifs à long terme et toute autre rémunération gagnés en 2020, en 2021 et en 2022 par le chef de la direction, le directeur financier et les trois autres cadres supérieurs ayant la rémunération la plus élevée, sauf pour les filiales.

Nom et poste principal	Année	Salaire de base A	Prime annuelle B	Allocation du RILT C	Rémunération directe totale <sup>1</sup> A+B+C	Prime RILT versée D	Autre <sup>2</sup> E	Variation de la valeur de la rente de retraite <sup>3</sup> F	Rémunération totale <sup>4</sup> A+B+D+E
Jo Taylor Président et chef de la direction	2022	566 154 \$	1 672 200 \$	2 857 800 \$	5 096 154 \$	4 115 500 \$	1 132 \$	77 400 \$	6 354 986 \$
	2021	550 000	1 630 000	3 420 000	5 600 000	4 729 810	1 099		6 910 909
	2020	556 346	1 461 100	3 200 000	5 217 446	3 060 920	1 077		5 079 444
Tim Deacon Directeur financier	2022	466 154	781 000	1 100 000	2 347 154	1 039 700	1 432	46 800	2 288 286
	2021	320 192	525 000	1 100 000	1 945 192	968 300	100 674		1 914 167
Ziad Hindo Chef des placements	2022	495 192	1 403 300	2 500 000	4 398 492	3 682 200	991	0	5 581 683
	2021	475 000	1 352 800	3 000 000	4 827 800	4 151 400	949		5 980 149
	2020	469 231	1 181 100	2 700 000	4 350 331	2 658 600	921		4 309 852
Nick Jansa <sup>5</sup> Premier directeur général, EMOA Tous les montants sont présentés en livres sterling.	2022	352 116	845 400	1 400 000	2 597 516	1 398 900		49 296	2 596 416
	2021	345 231	778 700	1 650 000	2 773 931	1 344 200		48 332	2 468 131
Ben Chan Premier directeur général, Asie-Pacifique Tous les montants sont présentés en dollars de Hong Kong	2022	5 659 677	10 180 500	9 500 000	25 340 177	11 867 000			27 707 177
	2021	5 500 000	9 621 200	12 500 000	27 621 200	12 632 400			27 753 600
	2020	5 468 952	8 183 200	10 600 000	24 252 152	7 078 500	1 050 000		21 780 652

1 Pour prendre leurs décisions de rémunération, le conseil et la direction portent leur réflexion principalement sur la rémunération directe totale, c'est-à-dire le salaire de base, la prime annuelle et la prime du régime des incitatifs à long terme.

2 Les autres formes de rémunération comprennent les primes d'assurance vie temporaire collective et l'assurance décès et mutilation accidentels. Ben Chan s'est joint au RREO en juin 2018 et a reçu une prime à la signature de 5 250 000 HKD en cinq versements au cours de ses trois premières années. Tim Deacon s'est joint au RREO en avril 2021 et a reçu une prime à la signature de 100 000 \$ CA.

3 Étant donné que la variation de la valeur actuarielle des prestations accumulées est négative, elle est déclarée comme étant de zéro aux fins du calcul de la rémunération annuelle de Ziad Hindo. Nick Jansa a reçu une somme en espèces au lieu de cotisations patronales au régime de retraite.

4 La rémunération totale ne comprend pas la variation de la valeur de la rente de retraite ni l'allocation du RILT.

5 Nick Jansa s'est joint au RREO le 29 décembre 2020 et a reçu un incitatif RILT de 1 500 000 £ et un autre montant de 1 000 000 £ le 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour un paiement versé de 657 300 £.

## Soldes des comptes notionnels

Le tableau ci-dessous présente le solde du compte notionnel de chacun des cadres supérieurs désignés.

Nom et poste principal	Solde d'ouverture	Taux de rendement en 2022	Allocation du RILT	Montant versé en 2023	Solde
Jo Taylor <sup>1</sup> Président et chef de la direction	8 555 977	4,03 %	2 857 800 \$	4 115 500 \$	7 643 082 \$
Tim Deacon Directeur financier	1 798 200	4,03 %	1 100 000	1 039 700	1 930 967
Ziad Hindo Chef des placements	7 709 778	4,03 %	2 500 000	3 682 200	6 838 282
Nick Jansa premier directeur général, Europe, Moyen-Orient et Afrique Tous les montants sont présentés en livres sterling.	2 496 359	4,03 %	1 400 000	1 398 900	2 598 062
Ben Chan Premier directeur général, Asie-Pacifique Tous les montants sont présentés en dollars de Hong Kong	23 460 224	4,03 %	9 500 000	11 867 000	22 038 671

<sup>1</sup> Le compte notionnel de Jo Taylor comprend le compte antérieur en livres sterling avant son transfert au Canada.

## Prestations de retraite

Les employés canadiens du RREO participent au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et au Régime d'avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires ou au régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), lesquels sont tous des régimes à prestations définies. Les employés gagnant un salaire ouvrant droit à pension supérieur à ce que permettent les règlements de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) participent également à un régime de retraite complémentaire (RRC) non enregistré et non capitalisé.

Les employés qui travaillent à l'étranger sont admissibles à des régimes de retraite contributifs locaux soumis à la réglementation et aux pratiques de marché locales.

Le tableau ci-dessous présente la valeur actualisée estimée de la rente canadienne totale provenant de tous les régimes susmentionnés (RRF, Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires et RRC) et les prestations de retraite canadiennes annuelles estimées du chef de la direction, du directeur financier et du chef des placements lorsqu'ils atteindront 65 ans.

Nom et poste principal	Années de service estimatives à 65 ans	Rente annuelle totale estimative à 65 ans	Valeur actuelle de la rente totale au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	Variation annuelle compensatoire de la valeur actuelle – 2022	Variation annuelle non compensatoire <sup>1</sup> de la valeur actuelle – 2022	Valeur actuelle de la rente totale au 31 décembre 2022
Jo Taylor <sup>2</sup> Président et chef de la direction	6	67 100 \$	370 200 \$	187 400 \$	(110 000) \$	447 600 \$
Tim Deacon Directeur financier	22	327 700	103 200	150 800	(104 000)	150 000
Ziad Hindo Chef des placements	38	565 500	3 631 000	250 200	(1 408 300)	2 472 900

1 Comprend les intérêts sur le passif et l'incidence des modifications aux hypothèses.

2 Représente la participation de M. Jo Taylor au régime de prestations de retraite canadien à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les valeurs indiquées ci-dessus sont des estimations fondées sur des hypothèses et représentent des droits qui peuvent varier au fil des ans.



# Rémunération du conseil

Il incombe au Comité de gouvernance du conseil d'émettre des recommandations relatives à la rémunération des membres du conseil et des comités. Les membres du conseil sont remboursés des dépenses habituelles pour les déplacements, les repas et l'hébergement, au besoin. En 2022, ces dépenses se sont élevées à 35 886 \$.

Voici la rémunération des membres du conseil en 2022.

Honoraires annuels – président du conseil	199 400 \$
Honoraires annuels – membre du conseil	94 500 \$
Honoraires additionnels – président de comité	
Comité d'audit ou des placements	20 000 \$
Autres comités	15 000 \$
Honoraires additionnels – vice-président de comité	
Comité d'audit ou des placements	10 000 \$
Autres comités	7 500 \$
Honoraires – membre de comité (s'il est nommé à plus de trois comités)	5 000 \$
Pour les membres du conseil qui en sont à la première année de leur mandat	5 000 \$

Membre du conseil	Réunions du conseil	Réunions de comités	Rémunération totale en 2022
Steve McGirr, président du conseil d'administration	10	22	199 400 \$
Bill Chinery, président, Comité des placements	10	13	114 500
Cathy Cranston, présidente, Comité des ressources humaines et de la rémunération	10	15	109 500
Patti Croft, présidente, Comité de gouvernance	10	14	109 500
Monika Federau	10	14	95 750
Cindy Forbes	9	15	94 500
Lise Fournel, présidente, Comité des risques opérationnels	10	14	109 500
Gene Lewis, président, Comité d'appel	10	17	114 500
M. George Lewis, vice-président, Comité des placements	9	15	104 500
John Murray, vice-président, Comité d'appel	10	17	107 000
Kathleen O'Neill, présidente, Comité d'audit et d'actuariat	10	15	114 500



# États financiers consolidés et méthodologies d'évaluation de l'empreinte carbone

# Information financière

La section Information financière souligne les sections des états financiers que la direction juge essentielles pour comprendre la situation financière du RREO.

Les pages qui précèdent les états financiers consolidés contiennent trois lettres qui décrivent les responsabilités de la direction, des auditeurs et des actuaires :

- Responsabilité de la direction relativement à l'information financière – indique que la direction est responsable de la préparation des états financiers. Les états financiers sont préparés suivant les normes comptables du Canada pour les régimes de retraite. Le conseil, qui est indépendant de la direction, a la responsabilité finale des états financiers et est secondé par le Comité d'audit et d'actuariat.
- Rapport de l'auditeur à l'administrateur indépendant – énonce l'opinion officielle formulée par l'auditeur externe sur les états financiers consolidés.
- Opinion formulée par les actuaires – informe que les méthodes d'évaluation sont appropriées, que les données sont suffisantes et fiables, et que les hypothèses sont conformes aux principes actuariels reconnus. L'évaluation actuarielle est fondée sur les données sur la participation, les normes comptables et actuarielles ainsi que sur les taux d'intérêt à long terme.

## Évaluation aux fins des états financiers

L'évaluation aux fins des états financiers mesure la juste valeur de l'actif net du régime disponible pour le service des prestations et du passif du régime à un certain moment. Elle offre un aperçu de la santé financière du régime, car elle ne se base pas sur les cotisations futures ni ne fait de prévisions quant au coût des prestations que les participants actuels n'ont pas encore accumulées. Elle n'est donc pas considérée comme un indicateur de la viabilité à long terme du régime et les répondants du régime ne s'en servent pas pour fixer les taux de cotisation et le niveau des prestations.

## Méthodes et hypothèses utilisées pour l'évaluation aux fins des états financiers

L'évaluation aux fins des états financiers est préparée conformément aux directives de l'Ordre des CPA du Canada (comptables professionnels agréés du Canada). Le passif du régime, préparé par un actuaire indépendant, tient compte des services décomptés déjà accumulés par tous les participants et des cotisations déjà encaissées par le régime. Les techniques d'évaluation, les estimations et le passif du régime sont décrits plus en détail dans les notes aux états financiers consolidés.

Les hypothèses actuarielles qui servent à établir le passif du régime reflètent les meilleures estimations à l'égard des facteurs économiques et non économiques futurs, proposées par la direction et approuvées par le conseil. Les résultats réels diffèrent généralement de ces hypothèses, et les écarts seront comptabilisés en tant que gains et pertes actuariels dans les années à venir.

Pour les états financiers, le taux d'actualisation correspond au taux du marché, à la date d'évaluation, des obligations émises par la province de l'Ontario ayant des caractéristiques semblables au passif du RREO. On établit le taux d'actualisation au moyen d'une méthode d'estimation fondée sur les flux de trésorerie qui applique un taux moyen pondéré correspondant au montant estimatif des prestations à verser et au moment où on prévoit de les verser. Le taux d'actualisation utilisé est de 4,30 % (2,50 % en 2021). La note 4 des états financiers consolidés présente de plus amples détails sur les méthodes et les hypothèses utilisées.

## Situation financière au 31 décembre 2022

À la fin de l'exercice 2022, le RREO affichait dans ses états financiers un excédent de 41,0 G\$, soit une augmentation par rapport au déficit de 15,9 G\$ inscrit à la fin de l'exercice 2021. L'excédent représente la différence entre l'actif net disponible pour le service des prestations de 247,2 G\$ et les prestations de retraite constituées de 206,2 G\$ à la fin de l'exercice.



## SITUATION FINANCIÈRE À LA FIN DE L'EXERCICE

Aux 31 décembre (M\$ CA)

	2022	2021
Actif net disponible pour le service des prestations	<b>247 235 \$</b>	241 582 \$
Prestations de retraite constituées	<b>206 197</b>	257 482
Excédent/(déficit)	<b>41 038 \$</b>	(15 900) \$

Au cours de 2022, l'actif net disponible pour le service des prestations a augmenté de 5,7 G\$. Un revenu de placement net de 10,4 G\$ et des cotisations de 3,4 G\$ ont fait augmenter l'actif net disponible pour le service des prestations, tandis que des prestations versées de 7,2 G\$ et des frais d'administration de 0,9 G\$ ont réduit l'actif net disponible. Veuillez consulter la section Notre rendement, à la page 54, pour en savoir plus sur le rendement des placements.

## ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS

Pour les exercices clos les 31 décembre (M\$ CA)

	2022	2021
Actif net disponible pour le service des prestations, au début de l'exercice	<b>241 582 \$</b>	221 241 \$
Revenu de placement net	<b>10 360</b>	24 711
Cotisations	<b>3 367</b>	3 354
Prestations	<b>(7 205)</b>	(6 909)
Frais d'administration	<b>(869)</b>	(815)
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	<b>5 653</b>	20 341
Actif net disponible pour le service des prestations, à la fin de l'exercice	<b>247 235 \$</b>	241 582 \$

Les prestations de retraite constituées ont diminué de 51,3 G\$ au cours de l'exercice pour s'établir à 206,2 G\$. Les modifications apportées aux hypothèses actuarielles ont fait baisser de 68,5 G\$ la valeur des prestations de retraite constituées. Les prestations de 7,2 G\$ versées en

2022 comprennent l'ajout de 5 561 rentes de retraite et d'invalidité et de 1 367 rentes de survivant au cours de la période, ainsi qu'une augmentation en fonction du coût de la vie de 6,3 %.

## PRESTATIONS DE RETRAITE CONSTITUÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre (M\$ CA)

	2022	2021
Prestations de retraite constituées, au début de l'exercice	<b>257 482 \$</b>	257 330 \$
Intérêts sur les prestations de retraite constituées	<b>6 467</b>	5 176
Prestations de retraite constituées	<b>9 614</b>	9 826
Pertes actuarielles	<b>8 301</b>	1 313
Prestations versées	<b>(7 204)</b>	(6 907)
Modification des hypothèses et méthodes actuarielles	<b>(68 463)</b>	(9 256)
(Diminution) augmentation nette des prestations de retraite constituées	<b>(51 285)</b>	152
Prestations de retraite constituées, à la fin de l'exercice	<b>206 197 \$</b>	257 482 \$

## Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les placements et le passif lié aux placements du RREO sont présentés à la juste valeur. La détermination de la juste valeur a pour but d'estimer un prix de sortie auquel une transaction normale pour vendre un actif ou transférer un passif serait effectuée entre des intervenants du marché. Des techniques d'évaluation sont utilisées pour mesurer la juste valeur. Comme il est décrit à la note 1c des états financiers, ces techniques utilisent des données telles que les cours des transactions sur les marchés, les taux d'actualisation, les flux de trésorerie futurs contractuels ou prévus et d'autres facteurs pertinents qui ont une incidence sur la détermination de la juste valeur.

Conformément aux normes comptables du Canada, le RREO a classé et déclaré ses mesures de la juste valeur dans l'une de trois catégories fondées sur le degré d'utilisation de données observables dans leur détermination. Les données de niveau 1 sont des prix cotés sur des marchés



actifs pour des actifs ou passifs identiques; les données de niveau 2 sont dérivées de prix observables, mais ne satisfont pas le critère du niveau 1, tandis que les données de niveau 3 sont non observables. Si différents niveaux de données sont utilisés pour mesurer la juste valeur d'un placement, le classement dans la hiérarchie doit être déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

Le montant net des placements de niveau 1 comprend des obligations gouvernementales et des titres cotés en bourse du régime, notamment les titres qui sont vendus, mais pas encore achetés, et dont l'évaluation est faite au moyen de prix cotés. Entre autres actifs compris dans le montant net des placements de niveau 2 figurent les obligations de sociétés facilement négociables, qui sont évaluées au moyen de prix cotés sur des marchés moins actifs, ainsi que les titres achetés en vertu de conventions de revente et les titres vendus en vertu de conventions de rachat, qui sont évalués au moyen de flux de trésorerie actualisés et de rendements observables du marché. Parmi les actifs compris dans le montant net des placements de niveau 3 figurent les actifs réels comme les biens immobiliers et les infrastructures, les titres non négociés sur le marché et les placements dans des ressources naturelles, qui sont évalués au moyen de techniques appropriées requérant l'utilisation d'importantes données non observables comme les flux de trésorerie prévus ou d'autres informations propres à l'entité. L'évaluation par la direction de la sensibilité aux changements dans les hypothèses pour les placements de niveau 3 est aussi présentée.

Le tableau suivant présente le montant net des placements du RREO selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La note 2a des états consolidés présente de plus amples renseignements sur chaque catégorie.

Au 31 décembre 2022 (M\$ CA)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	17 542 \$	1 892 \$	65 463 \$	<b>84 897 \$</b>
Titres à revenu fixe	78 595	20 421	1 412	<b>100 428</b>
Placements non traditionnels	–	–	29 898	<b>29 898</b>
Placements sensibles à l'inflation	1 231	–	10 318	<b>11 549</b>
Actifs réels	744	206	67 403	<b>68 353</b>
Sommes à recevoir liées aux placements	2 336	13 793	16	<b>16 145</b>
Passifs liés aux placements	(11 348)	(55 779)	(4)	<b>(67 131)</b>
Placements, montant net	89 100 \$	(19 467) \$	174 506 \$	<b>244 139 \$</b>

### Évaluation des placements de niveau 3

L'évaluation de nos placements est guidée par la norme IFRS 13, Évaluation de la juste valeur. Cette norme donne des directives sur les mesures de la juste valeur, y compris la définition de la juste valeur. L'évaluation des placements de niveau 3 du RREO est assujettie à un processus de gouvernance rigoureux qui comprend :

- Des politiques et procédures d'évaluation complètes pour toutes les catégories d'actifs.
- Une évaluation interne et une expertise fiscale au sein de notre équipe Finances.
- L'indépendance de notre équipe Finances par rapport à l'équipe Placements. Nous maintenons également une séparation des tâches appropriée, la majorité des placements directs de niveau 3 (par valeur) nécessitant trois niveaux d'approbation de l'équipe Finances.
- Le recours à des experts en évaluation externes et à des évaluateurs immobiliers indépendants, qui nous fournissent leur expertise et leur connaissance des conditions des marchés locaux, des transactions sur les marchés et des tendances sectorielles.
- Des rapports semestriels au Comité d'audit et d'actuariat sur les évaluations des placements de niveau 3.
- Les évaluations de fin d'exercice peuvent être assujetties à des audits par des spécialistes en évaluation externes.
- De plus, les évaluations des placements de niveau 3 sont assujetties à des audits internes périodiques.

## PROCESSUS DE GOUVERNANCE DE L'ÉVALUATION



Veuillez consulter la note 1c aux états consolidés pour en savoir plus sur l'évaluation des placements.

## Supervision et mesures de contrôle efficaces

### Contrôles de communication de l'information et contrôle à l'égard de l'information financière

Nous nous appuyons sur le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, promulgué par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, en raison de l'importance que nous accordons à la bonne gouvernance. Le président et chef de la direction ainsi que le directeur financier ont pour responsabilité de concevoir et de mettre en œuvre des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons conçu des contrôles et procédures de communication de l'information propres à fournir une assurance raisonnable que tous les renseignements importants relatifs au régime sont recueillis et communiqués à la direction afin que celle-ci puisse prendre des décisions en temps opportun concernant l'obligation d'informer le public. Nous avons évalué nos contrôles et procédures de communication de l'information et avons conclu à leur efficacité au 31 décembre 2022.

Nous avons aussi conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière, en nous fondant sur l'Integrated Framework publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « cadre COSO »), afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés aux fins de la publication externe en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada. Nous avons évalué l'efficacité des contrôles internes du régime à l'égard de l'information financière et avons conclu à son efficacité en date de la fin d'exercice.

### Protection de la qualité et de l'intégrité de l'audit

Une des principales activités de supervision des comités d'audit consiste à évaluer annuellement l'efficacité de l'auditeur externe. Cela aide les comités d'audit à respecter leur responsabilité de faire des recommandations éclairées au conseil relativement au renouvellement ou au non-renouvellement du mandat de l'auditeur externe. Le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO) a effectué des évaluations chaque année. Le Comité d'audit et d'actuariat du RREO a recommandé au conseil le renouvellement du mandat de l'auditeur externe pour 2022, recommandation que le conseil a acceptée.

Au fil des ans, le RREO et d'autres défenseurs de la gouvernance d'entreprise ont exprimé leurs inquiétudes relativement au fait que des cabinets comptables chargés de l'audit de l'information financière des sociétés ouvertes soient également rémunérés généreusement par ces sociétés pour des services-conseils autres que l'audit. Nous croyons qu'une telle rémunération pour des services-conseils peut compromettre, ou donner l'impression de compromettre, l'intégrité de la fonction d'audit.

Nous tâchons de réduire au minimum le recours à de tels services-conseils auprès de l'auditeur du régime et communiquons toujours les honoraires totaux versés à cet effet. En 2022, les honoraires versés par le RREO et ses entités contrôlées à Deloitte Touche Tohmatsu Limited (Deloitte), dont le cabinet canadien est l'auditeur du RREO, s'élevaient à 19,7 M\$ (16,8 M\$ en 2021), dont 19,1 M\$ pour les activités d'audit et 0,6 M\$ pour les services autres que l'audit.

# Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

Les états financiers consolidés du Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le « RREO ») ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la justesse des données présentées, y compris les nombreux montants devant être nécessairement fondés sur des jugements et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été préparés suivant des conventions comptables conformes aux normes comptables du Canada pour les régimes de retraite. L'information financière présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers consolidés.

Des systèmes de contrôle interne et des procédés d'appoint sont maintenus pour donner l'assurance que les opérations sont autorisées, que l'actif du régime est préservé et que les registres sont tenus avec exactitude. Ces contrôles comprennent des normes de qualité pour l'embauche et la formation du personnel, un code déontologique, une structure organisationnelle où la répartition des tâches est nettement définie, avec obligation de rendre compte du rendement, ainsi que la communication des politiques et des directives à tous les échelons.

La responsabilité finale des états financiers consolidés revient aux membres du conseil d'administration du RREO (le « conseil »). Le conseil est secondé par le Comité d'audit et d'actuariat (le « comité »), composé de cinq membres du conseil ne faisant partie ni des cadres ni du personnel du RREO. De plus, le comité étudie les recommandations que font les auditeurs internes et indépendants en vue d'améliorer le contrôle interne, ainsi que les mesures prises par la direction pour les mettre en application. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité rencontre régulièrement la direction et les auditeurs internes et indépendants afin de décider de la portée et du moment de leurs audits respectifs, d'étudier leurs constatations et de s'assurer qu'ils s'acquittent bien de leurs responsabilités. Ce comité revoit les états financiers consolidés et les recommande à l'approbation du conseil.

L'auditeur indépendant du RREO, Deloitte & Touche LLP, relève directement du Comité d'audit et d'actuariat, auquel il a entièrement et librement accès pour discuter de l'audit et de ses constatations quant à l'intégrité de la présentation des renseignements financiers du RREO et à la fiabilité des systèmes de contrôle interne. L'auditeur indépendant du RREO a effectué un audit indépendant des états financiers consolidés selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son audit a comporté des sondages et d'autres procédés qu'il a jugés nécessaires pour exprimer son opinion dans son rapport de l'auditeur indépendant.

**Jo Taylor**  
Président et chef de la direction

**Tim Deacon**  
Directeur financier

9 mars 2023

# Rapport de l'auditeur indépendant

À l'administrateur du  
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

## Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le « RREO »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2022, les états consolidés de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations, de l'évolution des prestations de retraite constituées et des variations du déficit de l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes annexes comprenant un résumé des principales conventions comptables (collectivement appelés les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du RREO au 31 décembre 2022, ainsi que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des prestations de retraite constituées pour l'exercice clos à cette date selon les normes comptables du Canada pour les régimes de retraite.

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada (« NAGR du Canada »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur relativement à l'audit des états financiers* de notre rapport. Nous sommes indépendants du RREO conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion.

## Autres renseignements

La direction est responsable des autres renseignements. Ceux-ci comprennent les renseignements figurant dans le rapport annuel autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur à cet égard.

Notre opinion sur les états financiers ne concerne pas les autres renseignements et nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'assurance à cet égard. En ce qui concerne l'audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres renseignements mentionnés ci-dessus et, ce faisant, à déterminer s'ils sont substantiellement incompatibles avec les états financiers ou les connaissances que nous avons acquises au cours de l'audit, ou encore s'ils semblent contenir des inexactitudes importantes.

Nous avons obtenu le rapport annuel avant la date du rapport de l'auditeur. Si, d'après le travail que nous avons réalisé relativement à ces autres renseignements, nous en venons à la conclusion que ces autres renseignements comportent une inexactitude importante, nous sommes tenus de déclarer ce fait dans le rapport de l'auditeur. Nous n'avons rien à déclarer à cet égard.

## Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers selon les normes comptables du Canada pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du RREO à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le RREO ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du RREO.

## Responsabilités de l'auditeur relativement à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie importante résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie importante résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du RREO.
- Nous apprécions le caractère approprié des conventions comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations connexes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du RREO à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le RREO à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### Deloitte LLP

Comptables professionnels agréés  
Experts-comptables autorisés  
Toronto (Ontario) Canada

9 mars 2023



# Opinion formulée par les actuaires

Le cabinet Mercer (Canada) limitée a été retenu par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le « RREO ») pour effectuer une évaluation actuarielle du passif à long terme du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le « régime ») au 31 décembre 2022 pour l'inclure dans les états financiers consolidés du RREO. Dans le cadre de l'évaluation, nous avons examiné les récents résultats du régime en ce qui a trait aux hypothèses non économiques et présenté nos conclusions aux membres du conseil du RREO (le « conseil »).

L'évaluation du passif actuariel du régime a été fondée sur ce qui suit :

- les données sur la participation au 31 août 2022 fournies par le RREO;
- les méthodes prescrites par le chapitre 4600 du Manuel des Comptables professionnels agréés du Canada relativement aux états financiers des régimes de retraite;
- les taux d'intérêt réels et nominaux des obligations à long terme à la fin de 2022;
- les hypothèses sur les événements à venir (par exemple, taux d'inflation futurs et taux de départ à la retraite futurs) qui nous ont été transmises à titre de meilleure estimation de ces événements faite par le conseil;
- les renseignements recueillis auprès du ministère du Travail de l'Ontario et, s'il y a lieu, les autres données publiées sur les modifications des taux salariaux.

L'objectif des états financiers consolidés est de donner une image fidèle de la situation financière du RREO au 31 décembre 2022 en présument de la continuité de l'exploitation du régime. La situation financière présentée dans ces états est différente de celle produite pour l'évaluation actuarielle requise en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario), qui établit un niveau prudent de cotisations futures.

Bien que les hypothèses actuarielles utilisées pour estimer le passif du RREO porté aux états financiers consolidés représentent la meilleure estimation des événements à venir et des conditions du marché à la fin de 2022 faite par le conseil, et bien que, à notre avis, ces hypothèses soient raisonnables, les résultats futurs du régime seront inévitablement différents, voire considérablement différents, par rapport aux hypothèses actuarielles. Tout écart entre les hypothèses actuarielles et les résultats futurs se traduira par des gains ou des pertes dans les évaluations ultérieures et aura alors une incidence sur la situation financière du régime.

Selon certains tests de vraisemblance et de cohérence des données que nous avons faits, nous croyons que les données sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation. En outre, à notre avis, les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées sont appropriées aux fins de l'évaluation. Notre opinion a été formulée et notre évaluation effectuée conformément aux principes actuariels reconnus du Canada.

**Eileen Luxton, F.C.I.A., F.S.A.**

**Lise Houle, F.C.I.A., F.S.A.**

9 mars 2023

## État consolidé de la situation financière

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>		
<b>ACTIFS</b>		
Trésorerie	1 107 \$	484 \$
Somme à recevoir de la province de l'Ontario (note 3)	3 298	3 234
Somme à recevoir des courtiers	562	26
Placements (note 2)	311 270	317 714
Locaux et matériel	83	91
	<b>316 320</b>	321 549
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer	590	693
Somme à verser aux courtiers	1 364	523
Passifs liés aux placements (note 2)	67 131	78 751
	<b>69 085</b>	79 967
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>247 235 \$</b>	241 582 \$
<b>Prestations de retraite constituées et excédent/(déficit)</b>		
Prestations de retraite constituées (note 4)	206 197 \$	257 482 \$
Excédent/(déficit)	41 038	(15 900)
<b>Prestations de retraite constituées et excédent/(déficit)</b>	<b>247 235 \$</b>	241 582 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom de l'administrateur du régime :

**Steve McGirr**  
Président du conseil

**Debbie Stein**  
Membre du conseil

## État consolidé de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

Pour les exercices clos les 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
<b>Actif net disponible pour le service des prestations, au début de l'exercice</b>	<b>241 582 \$</b>	221 241 \$
<b>Opérations de placements</b>		
Revenu de placement net (note 6)	10 360	24 711
Frais d'administration (note 11a)	(785)	(732)
Opérations de placements, montant net	<b>9 575</b>	23 979
<b>Opérations de services aux participants</b>		
Cotisations (note 9)	3 367	3 354
Prestations (note 10)	(7 205)	(6 909)
Frais d'administration (note 11b)	(84)	(83)
Opérations de services aux participants, montant net	<b>(3 922)</b>	(3 638)
<b>Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>5 653</b>	20 341
<b>Actif net disponible pour le service des prestations, à la fin de l'exercice</b>	<b>247 235 \$</b>	241 582 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## État consolidé de l'évolution des prestations de retraite constituées

Pour les exercices clos les 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
<b>Prestations de retraite constituées, au début de l'exercice</b>	<b>257 482 \$</b>	257 330 \$
<b>Augmentation des prestations de retraite constituées</b>		
Intérêts sur les prestations de retraite constituées	6 467	5 176
Prestations de retraite constituées	9 614	9 826
Pertes actuarielles (note 4c)	8 301	1 313
	<b>24 382</b>	16 315
<b>Diminution des prestations de retraite constituées</b>		
Prestations versées (note 10)	7 204	6 907
Modification des hypothèses et méthodes actuarielles (note 4a)	68 463	9 256
	<b>75 667</b>	16 163
<b>(Diminution)/augmentation nette des prestations de retraite constituées</b>	<b>(51 285)</b>	152
<b>Prestations de retraite constituées, à la fin de l'exercice</b>	<b>206 197 \$</b>	257 482 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## État consolidé des variations de l'excédent/du (déficit)

Pour les exercices clos les 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
<b>Déficit, au début de l'exercice</b>	<b>(15 900) \$</b>	(36 089) \$
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	5 653	20 341
Diminution/(augmentation) nette des prestations de retraite constituées	51 285	(152)
<b>Excédent/(déficit), à la fin de l'exercice</b>	<b>41 038 \$</b>	(15 900) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Notes annexes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

## Description du RREO et du régime de retraite

La description suivante du Conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le RREO) et du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le régime) n'est qu'un résumé. Pour obtenir plus de renseignements, il faut se reporter à la *Loi sur le régime de retraite des enseignants (Ontario)* (LRRE), telle qu'elle a été modifiée et à d'autres documents constitutifs.

### a) Généralités

Le régime est un régime de retraite contributif à prestations définies, dont répondent conjointement la province de l'Ontario et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (la FEO) [les corépondants]. Les principales modalités du régime sont présentées dans l'annexe 1 de la LRRE.

Le régime est enregistré auprès de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) et agréé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) en tant que régime de retraite agréé (RPA) non assujetti à l'impôt du Canada, sous le numéro 0345785. Le régime peut être assujetti à l'impôt sur le revenu gagné dans d'autres territoires.

Le régime est administré et les placements sont gérés par le RREO. En vertu de la LRRE, le RREO constitue une personne morale sans capital-actions non assujettie à la *Loi sur les personnes morales (Ontario)*.

Le RREO est supervisé par des membres professionnels indépendants du conseil d'administration (le conseil). Les corépondants nomment chacun cinq membres au conseil et choisissent ensemble le président.

### b) Capitalisation

Les prestations aux termes du régime sont capitalisées par voie de cotisations et de revenus de placement. Les cotisations sont versées par les participants actifs au régime et un montant correspondant est versé par la province de l'Ontario ou les employeurs désignés. La valeur des prestations de retraite constituées et des cotisations exigées est établie en fonction d'évaluations actuarielles périodiques.

### c) Rentes de retraite

Des rentes de retraite sont offertes d'après le nombre d'années de service décomptées, la moyenne des cinq meilleures années de salaire et l'âge du participant au moment du départ à la retraite. Un participant est admissible à une rente de retraite réduite à partir de 50 ans. Il a droit à une rente sans réduction à compter de 65 ans ou à tout âge si la somme de son âge et de ses états de service admissibles égale 85 selon la première des deux échéances.

### d) Rentes d'invalidité

Une rente d'invalidité est accessible à tout âge à un participant ayant accumulé au moins 10 années de service admissibles, qui est devenu invalide pendant qu'il était employé dans le domaine de l'éducation et qui cesse d'être employé dans le domaine de l'éducation en raison de l'invalidité. Le type de rente est déterminé en fonction du degré d'invalidité.

### e) Prestations de décès

Des prestations de décès sont offertes au décès d'un participant actif et pourraient l'être au décès d'un participant retraité. Les prestations peuvent être versées sous forme d'une rente de survivant, ou d'une somme forfaitaire, ou des deux.

## f) Indexation des prestations

Les rentes en cours de versement sont rajustées chaque année en fonction de l'inflation, sous réserve d'un plafond de 8 % et d'un plancher de 0 % par année, tout excédent au-dessus ou en dessous de ces limites étant reporté. Conformément aux modalités du régime, l'indexation annuelle est effectuée en janvier de chaque année et est déterminée comme étant le rapport entre la moyenne sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) se terminant le mois de septembre le plus récent et la moyenne sur 12 mois de l'IPC se terminant le mois de septembre précédent (le ratio de l'IPC).

Pour les services décomptés jusqu'au 31 décembre 2009, la protection contre l'inflation est de 100 % du ratio de l'IPC. Les services décomptés après le 31 décembre 2009 font l'objet d'une protection conditionnelle contre l'inflation. Pour les services décomptés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2013, le niveau de protection minimale contre l'inflation est établi à 50 % du ratio de l'IPC. Les services décomptés après 2013 ne bénéficient d'aucune protection minimale contre l'inflation. Les niveaux de protection contre l'inflation indiqués dans l'évaluation actuarielle la plus récente qui a été déposée demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés dans un dépôt subséquent. La protection intégrale contre l'inflation pour les services décomptés après 2009 peut être rétablie pour les années ultérieures, selon l'état de capitalisation du régime.

## g) Convention de retraite

Les restrictions imposées par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et ses règlements sur le versement de certaines prestations découlant d'un RPA à l'égard des périodes de service postérieures à 1991 peuvent toucher certains participants à ce régime. C'est pourquoi la convention de retraite (CR) a été créée en vertu d'une entente entre les corépondants comme un régime complémentaire destiné à leur verser ces prestations, dont voici des exemples : 1) participants dont le salaire moyen au départ à la retraite est supérieur à 184 433 \$ (avec exemption du RPC : 171 000 \$) en 2022 et à 175 279 \$ (avec exemption du RPC : 162 278 \$) en 2021; 2) en cas de retraite anticipée, participants dont la réduction de la rente serait supérieure à celle prévue par le régime en raison des restrictions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Comme la CR constitue une fiducie distincte, l'actif net disponible pour le service des prestations, de même que les prestations de retraite constituées et le déficit au titre de la CR ne figurent pas dans les présents états financiers consolidés.

## Note 1. Sommaire des principales conventions comptables

### a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle du Conseil du RREO, conformément aux dispositions de la partie IV – Normes comptables pour les régimes de retraite (chapitre 4600) du Manuel des Comptables professionnels agréés (CPA) Canada – Comptabilité. Le chapitre 4600 donne des directives comptables précises sur les placements et les obligations au titre des rentes. En ce qui a trait aux conventions comptables qui ne sont pas directement liées aux placements ou aux obligations au titre des prestations de retraite, le RREO doit toujours se conformer à la partie I – Normes internationales d'information financière (IFRS) ou à la partie II – Normes comptables pour les entreprises à capital fermé du Manuel de CPA Canada. Le RREO a choisi de se conformer aux IFRS de la partie I du Manuel de CPA Canada. Lorsque les IFRS de la partie I ne concordent pas avec les dispositions du chapitre 4600, ce dernier a la priorité.

En vertu du chapitre 4600, les actifs détenus sous forme de placements, y compris ceux sur lesquels le RREO a le contrôle ou sur lesquels il a une influence notable, sont mesurés à leur juste valeur et présentés sur une base non consolidée. Le RREO consolide l'Ontario Teachers' Finance Trust (OTFT), une entité qui soutient les activités de capitalisation du RREO et dont le papier commercial et les titres de créance à terme émis sont garantis par le RREO. Les sociétés de portefeuille en propriété exclusive gérées par le RREO sont également consolidées. Les sociétés de portefeuille gérées par des parties externes ne sont pas consolidées et sont comptabilisées comme des actifs détenus sous forme de placements.



### **Changement dans la présentation des biens immobiliers**

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le RREO consolidait La Corporation Cadillac Fairview Limitée (CCFL) et le Cadillac Fairview Properties Trust (CFPT). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les actifs détenus sous forme de placements immobiliers du RREO sont présentés sur une base non consolidée de façon à tenir compte de la mise à jour de notre stratégie de placements immobiliers, y compris la façon dont les titres investis en immobilier sont gérés et évalués. Cette modification comptable a été appliquée de façon prospective et permet un traitement uniforme du passif immobilier par rapport à d'autres catégories d'actifs.

Il n'y a eu aucune incidence sur l'actif net disponible pour le service des prestations. Aucun changement n'a été apporté à l'état consolidé de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

### **Dérivés**

Le RREO a modifié la présentation et l'information à fournir en 2022 pour certains de ses produits dérivés prêts à être mis en marché. La marge de variation est dorénavant présentée comme un montant net. La nouvelle présentation n'a aucune incidence sur les placements nets, l'actif net disponible pour le service des prestations, les prestations de retraite constituées ou les revenus de placement. Les soldes comparatifs des périodes précédentes à la note 2 ont été mis à jour de façon à correspondre à la présentation de l'année en cours, ce qui réduit de 3 759 M\$ les sommes à recevoir liées aux placements découlant des produits dérivés, ainsi que de 1 274 M\$ et de 2 485 M\$, respectivement, la garantie en trésorerie reçue et les passifs liés aux placements découlant des produits dérivés.

La publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 a été autorisée par résolution du conseil le 9 mars 2023.

### **b) Modifications courantes et futures des conventions comptables**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, il n'y a pas eu de normes nouvellement publiées, de changements aux normes existantes ou de nouvelles interprétations des parties IV ou I du *Manuel de CPA Canada* exigeant adoption et qui ont eu une incidence importante sur les états financiers consolidés. Il n'y a pas de normes publiées, de modifications aux normes existantes ou de nouvelles interprétations avec des dates d'effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 qui devraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés.

### **c) Placements**

#### **Évaluation des placements**

Les placements et le passif lié aux placements sont présentés à la juste valeur. La juste valeur est le prix reçu à la vente d'un actif ou payé au transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale (c'est-à-dire une valeur de sortie) qui serait conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Sur un marché actif, la juste valeur correspond davantage au prix coté. S'il n'y a pas de marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation reposant sur une utilisation optimale des données observées sur les marchés.

La juste valeur des placements est établie comme suit :

- a. Les placements à court terme et le papier commercial sont évalués à l'aide des cours moyens de clôture ou des flux de trésorerie actualisés selon le rendement actuel du marché, lorsque les cours moyens de clôture ne sont pas disponibles.
- b. Les obligations nominales et les obligations à rendement réel sont évaluées en fonction des cours moyens de clôture. Leur valeur estimative est calculée au moyen des flux de trésorerie actualisés selon le rendement actuel du marché et de titres comparables, le cas échéant, lorsque les cours moyens de clôture ne sont pas disponibles.

- c. Les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les titres achetés en vertu de conventions de revente sont évalués au moyen des flux de trésorerie actualisés selon le rendement actuel du marché.
- d. Les titres cotés en bourse sont évalués selon les cours moyens de clôture. Lorsque le marché d'un titre coté est inactif, la direction évalue si le prix coté correspond à la juste valeur. Si ce n'est pas le cas, la direction ajuste le prix coté ou estime la juste valeur au moyen de techniques appropriées, dont des modèles d'évaluation.
- e. Les biens immobiliers, les titres de sociétés fermées, les infrastructures, les terrains forestiers exploitables et les ressources naturelles sont évalués d'après la juste valeur estimative établie au moyen des techniques d'évaluation appropriées. Dans les cas où l'évaluation est confiée à des conseillers externes, la direction doit s'assurer de leur indépendance et comparer les hypothèses utilisées par ceux-ci aux attentes de la direction, selon les conditions actuelles du marché et les pratiques sectorielles habituelles, afin que l'évaluation tienne compte des activités et des conditions économiques liées au placement.

Chaque année, au moins 70 % de la valeur du portefeuille d'immeubles locatifs de tout type et de diverses régions fait l'objet d'une évaluation indépendante. Les biens immobiliers dont la valeur est supérieure à 250 M\$ seront évalués indépendamment chaque année. Les fonds d'actions de sociétés fermées sont comptabilisés à leur juste valeur en fonction de la valeur de l'actif net fournie par les administrateurs ou les gestionnaires des fonds. La direction passe en revue la valeur de l'actif net.

Les fonds d'actions de sociétés fermées sont comptabilisés à leur juste valeur en fonction de la valeur de l'actif net fournie par les administrateurs ou les gestionnaires des fonds. La direction passe en revue la valeur de l'actif net.

- f. Les sommes à recevoir liées aux placements découlant des produits dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur d'après les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles. D'autres techniques d'évaluation appropriées servent à en établir la juste valeur lorsque les valeurs de marché ne sont pas disponibles. Pour déterminer la juste valeur, il faut également tenir compte du risque de crédit de la contrepartie en calculant le rajustement de la valeur du crédit.

- g. Les placements non traditionnels, constitués principalement de fonds de couverture et de fonds d'actions de sociétés ouvertes, sont comptabilisés à leur juste valeur en fonction de la valeur de l'actif net fournie par les administrateurs ou les gestionnaires des fonds. La direction passe en revue la valeur de l'actif net.

Le RREO fait appel à diverses techniques d'évaluation en vue d'établir la juste valeur des placements pour lesquels aucun prix de marché observable ne peut être relevé sur les marchés actifs. Ces techniques comprennent : les méthodes d'évaluation fondées sur les prix de marché observables pour des placements semblables; les approches axées sur la valeur actualisée selon lesquelles les flux de trésorerie futurs produits par le placement sont estimés puis actualisés au moyen d'un taux d'actualisation ajusté au risque; et les modèles d'évaluation des options. Les principales données utilisées dans le cadre de ces méthodes d'évaluation sont énumérées ci-dessous. Les valeurs situées entre les valeurs mesurées ou au-delà de celles-ci sont obtenues par interpolation et extrapolation.

- Cours des obligations – les valeurs de marché sont généralement disponibles pour les obligations d'État, les obligations de certaines sociétés et d'autres produits de créance.
- Écarts de taux – lorsqu'ils sont disponibles, les écarts de taux sont établis à partir des prix des swaps sur défaillance ou d'autres instruments de crédit, comme des titres de créance. Dans d'autres cas, ils proviennent des services d'établissement des prix.
- Taux d'intérêt – les taux d'intérêt sont établis principalement à partir de taux d'intérêt de référence, comme les taux d'intérêt des banques centrales et les marchés des swaps, des obligations et des contrats à terme normalisés. On tient compte des taux d'intérêt de référence pour établir les taux d'actualisation utilisés dans les approches fondées sur la valeur actualisée.
- Taux de change – il existe des marchés observables pour les opérations au comptant, les contrats à terme de gré à gré et les contrats à terme normalisés dans les principales devises.
- Titres cotés en bourse et indices boursiers – les cours sont facilement disponibles pour les actions inscrites en bourse, de même que pour les indices.

- Prix des marchandises – les marchandises sont négociées activement en bourse au moyen d'opérations au comptant, de contrats à terme de gré à gré et de contrats à terme normalisés.
- Volatilité des prix et corrélations – la volatilité est la mesure de la tendance d'un cours donné à varier dans le temps. La corrélation permet d'évaluer dans quelle mesure deux cours ou plus ou d'autres variables ont évolué ensemble historiquement. La volatilité est un paramètre d'évaluation des options et de certains éléments, comme les produits dérivés, qui comportent plus d'une variable sous-jacente dépendante d'une corrélation. Les valeurs entrant dans le calcul de la volatilité et des corrélations sont obtenues à partir des soumissions des courtiers, des services d'établissement des prix ou du cours des options.
- Prévisions relatives aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour les biens immobiliers, les titres de sociétés fermées, les infrastructures et les ressources naturelles – les prévisions reposent sur des hypothèses relatives aux produits, à la croissance des produits, aux charges, aux dépenses d'investissement et à la structure du capital. Elles sont habituellement fournies par la direction des sociétés dans lesquelles le RREO investit ou par des gestionnaires externes. D'autres hypothèses provenant de parties externes, comme des évaluateurs, peuvent être utilisées dans les prévisions.

Le RREO améliore et modifie ses techniques d'évaluation en fonction de l'évolution des marchés et des produits, à mesure que le prix des produits individuels devient plus transparent.

Même si le RREO estime que ses techniques d'évaluation sont appropriées et correspondent à celles d'autres participants sur le marché, l'emploi de techniques ou d'hypothèses différentes pourrait donner des estimations différentes de la juste valeur à la date du bilan. L'évaluation par la direction de la sensibilité aux changements dans les hypothèses pour les placements de niveau 3 est présentée à la note 2b.

Les répercussions de la guerre en Ukraine et de la COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement ont contribué à la création d'une conjoncture économique incertaine et difficile, entraînant une inflation plus élevée, une hausse des taux d'intérêt, une augmentation des prix du pétrole et une volatilité des marchés publics. Malgré tout, le RREO a continué de suivre un processus d'évaluation exhaustif qui tient compte de

l'incidence des défis à relever et des changements dans les facteurs macroéconomiques sur l'évaluation de ses placements et de ses passifs liés aux placements à la date des présents états financiers consolidés. Toutefois, ces estimations sont sensibles aux hypothèses et aux facteurs clés qui peuvent faire l'objet de changements importants. Veuillez consulter la note 2b pour l'analyse de sensibilité. Nous continuons de surveiller l'évolution de la situation, y compris les changements liés aux facteurs macroéconomiques, ainsi que leurs répercussions sur les placements du RREO.

#### **Hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les actifs détenus sous forme de placements et les passifs liés aux placements sont classés et présentés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur :

- Niveau 1 – les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les actifs ou les passifs, directement ou indirectement; et
- Niveau 3 – les données non observables.

Si différents niveaux de données sont utilisés pour mesurer la juste valeur d'un placement, le classement dans la hiérarchie doit être déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

#### **Comptabilisation à la date de transaction**

L'achat et la vente de placements et de contrats dérivés sont enregistrés à la date à laquelle la transaction est effectuée.

#### **Revenu de placement net**

Les revenus de dividendes sont constatés à la date ex-dividende, et les revenus d'intérêts sont constatés suivant la méthode de la comptabilité d'engagement à mesure qu'ils sont gagnés. Le revenu de placement net comprend également les gains et les pertes réalisés et non réalisés. Les gains et les pertes non réalisés sont constatés uniquement lorsque la juste valeur du placement est fondée sur un cours dans un marché actif ou lorsqu'une évaluation, au moyen des techniques appropriées, est effectuée et approuvée par la direction.

### Coûts de transaction

Les coûts de transaction sont des coûts différentiels directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif financier ou d'un passif financier. Les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les montants des transactions reçus par le RREO qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un placement sont présentés après déduction des coûts de transaction payés.

### Frais de gestion

Lorsqu'ils sont facturés directement ou que l'information est accessible autrement dans des avis de capital ou d'autres communications du gestionnaire, les frais de gestion et de rendement des gestionnaires de placement externes et des administrateurs sont soit passés en charges lorsqu'ils sont engagés, soit déduits du revenu de placement. Les frais de gestion comprennent les coûts différentiels payés à des parties externes qui sont directement attribuables à des placements existants et ne sont pas liés à l'acquisition ou à la sortie de placements.

### Réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt

En 2021, la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a confirmé que la publication de l'indice de référence du taux LIBOR (London Interbank Offered Rate) cessera le 30 juin 2023 et a recommandé aux marchés d'adopter d'autres taux sans risque de rechange (TSR). Le RREO a cessé d'ajouter de nouveaux placements basés sur le taux LIBOR depuis le 31 décembre 2021 et est en train de transférer les contrats restants fondés sur le taux LIBOR en dollars américains avant la date d'abandon, soit le 30 juin 2023.

En 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (RBSL), l'administrateur de Canadian Dollar Offered Rate (CDOR), un indice de référence de taux d'intérêt assujéti au Benchmark Regulation (BMR) du Royaume-Uni, a annoncé que le calcul et la publication de toutes les échéances de CDOR cesseront le 28 juin 2024. Le RREO cessera d'ajouter de nouveaux placements fondés sur le taux CDOR à compter du 30 juin 2023 et procédera à la transition des contrats restants fondés sur le CDOR avant la date d'abandon.

Le tableau ci-dessous présente les expositions du RREO à d'importants TIO visés par la réforme, qui se rapportent à des produits dérivés et non dérivés n'ayant pas encore fait la transition à d'autres taux de référence.

### Expositions aux taux de référence visés par la réforme des TIO<sup>1</sup>

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022		2021	
	LIBOR en USD	CDOR	LIBOR en USD	LIBOR en livres sterling
Actifs financiers non dérivés	2 745	–	6 299	38
Montants nominaux des dérivés	10 491	16 542	106 684	–

<sup>1</sup> Le LIBOR en dollars américains passe au SOFR (Secured Overnight Financing Rate – taux de financement à un jour garanti) et le CDOR passe au CORRA (Canadian Overnight Repo Rate Average – taux des opérations de pension à un jour).

### d) Conversion de devises

Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de fin d'exercice. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés découlant de ces conversions sont inclus dans les gains nets réalisés et non réalisés du revenu de placement.

### e) Prestations de retraite constituées

La valeur et l'évolution des prestations de retraite constituées au cours de l'exercice sont fondées sur une évaluation actuarielle effectuée par Mercer (Canada) limitée, un actuaire indépendant. L'évaluation est effectuée annuellement en date du 31 août, puis extrapolée jusqu'à la fin de l'exercice. L'évaluation est fondée sur la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, et sur les meilleures estimations de la direction, à la date de l'évaluation, quant aux hypothèses économiques et autres.

Comme indiqué au paragraphe f) de la note Description du régime, les services décomptés après le 31 décembre 2009 font l'objet d'une protection conditionnelle contre l'inflation, qui dépend de l'état de capitalisation du régime. Pour les évaluations aux fins des états financiers, les rentes futures sont indexées en fonction des taux d'indexation indiqués dans l'évaluation actuarielle la plus récente qui a été déposée.

#### **f) Cotisations**

Les cotisations des participants, de la province de l'Ontario et des employeurs désignés sont constatées suivant la méthode de la comptabilité d'engagement. Les sommes reçues des participants pour des services décomptés et les sommes transférées d'autres régimes de retraite sont comptabilisées à la date d'encaissement.

#### **g) Prestations**

Les sommes versées à titre de prestations à des participants ou autres, de valeur de rachat et de remboursement à d'anciens participants, ainsi que les sommes transférées dans d'autres régimes sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont versées. Les prestations de retraite constituées englobent les prestations encore à payer.

#### **h) Locaux et matériel**

Les locaux et le matériel sont comptabilisés au coût et amortis selon le mode linéaire sur leur durée de vie utile estimative. Les locaux et le matériel comprennent également l'actif au titre du droit d'utilisation comptabilisé selon la norme IFRS 16, *Contrats de location*.

#### **i) Utilisation d'estimations**

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et des hypothèses qui influent principalement sur la valeur présentée des actifs et des passifs, ainsi que sur les produits et les charges. Sans cesse renouvelées, les estimations et les hypothèses reposent sur les résultats historiques et d'autres facteurs, y compris les attentes relatives à des événements futurs qui sont considérées comme raisonnables et pertinentes dans les circonstances. Les effets d'une modification à une estimation ou à une hypothèse sont comptabilisés au cours de la période où cette estimation ou hypothèse est modifiée. Les estimations et hypothèses importantes servent surtout à établir la valeur des prestations de retraite constituées et la juste valeur des placements, ainsi que des sommes à recevoir et des passifs liés aux placements. La note 4 explique comment les estimations et les hypothèses servent à établir la valeur des prestations de retraite constituées, tandis que la note 1c explique comment les estimations et les hypothèses servent à établir le calcul de la juste valeur des placements, ainsi que des sommes à recevoir et des passifs liés aux placements.

#### **j) Éventualités**

Un passif éventuel est une obligation potentielle qui dépend de la survenance ou de la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs qui échappent au contrôle du RREO. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés, mais leur nature et leur ampleur sont présentées dans les notes annexes. Une provision pour une obligation actuelle est comptabilisée lorsqu'une estimation fiable peut être faite et que le règlement de l'obligation est probable.

### **Note 2. Placements**

Le RREO investit, directement ou par l'entremise de produits dérivés, dans des actions, des titres à revenu fixe, des placements non traditionnels, des placements sensibles à l'inflation et des placements dans des actifs réels.



## a) Placements

Le tableau ci-dessous présente un résumé des placements du RREO ainsi que des passifs liés aux placements, y compris les intérêts et les dividendes courus nets totalisant 417 M\$ (519 M\$ en 2021) :

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022		2021	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
<b>Actions</b>				
Cotées en bourse				
Canadiennes	220 \$	236 \$	1 187 \$	1 012 \$
Non canadiennes	17 322	16 854	23 782	18 977
Hors bourse				
Canadiennes	9 975	5 490	8 826	4 318
Non canadiennes	57 380	38 457	53 006	35 735
	84 897	61 037	86 801	60 042
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Obligations	57 791	59 163	60 645	60 900
Placements à court terme	29 436	29 282	27 534	27 527
Titres canadiens à taux réels	9 722	7 148	11 312	7 076
Titres non canadiens à taux réels	3 479	3 439	4 579	4 377
	100 428	99 032	104 070	99 880
<b>Placements non traditionnels</b>	29 898	25 395	23 409	20 171
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Marchandises	1 231	853	1 143	853
Terrains forestiers exploitables	2 382	1 273	2 236	1 364
Ressources naturelles	7 936	6 674	7 196	6 823
	11 549	8 800	10 575	9 040
<b>Actifs réels</b>				
Biens immobiliers (note 5) <sup>1</sup>	28 222	21 837	31 856	23 417
Infrastructures	40 131	27 727	26 118	18 919
	68 353	49 564	57 974	42 336
	295 125 \$	243 828 \$	282 829 \$	231 469 \$

<sup>1</sup> Voir la note 1a, Changement dans la présentation des biens immobiliers.

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022		2021	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
<b>Sommes à recevoir liées aux placements</b>				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 723 \$	10 598 \$	29 943 \$	30 017 \$
Garantie en trésorerie déposée en vertu d'un arrangement d'emprunt	2 296	2 296	2 076	2 076
Garantie en trésorerie versée en vertu d'annexes de soutien au crédit	13	13	9	9
Contrats dérivés, montant net <sup>1</sup>	3 113	1 891	2 857	2 171
	16 145	14 798	34 885	34 273
<b>Placements, montant total</b>	<b>311 270 \$</b>	<b>258 626 \$</b>	<b>317 714 \$</b>	<b>265 742 \$</b>
<b>Passifs liés aux placements</b>				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(26 316)	(26 136)	(25 529)	(25 690)
Titres vendus à découvert				
Actions	(2 322)	(2 376)	(2 071)	(2 027)
Titres à revenu fixe	(8 396)	(8 987)	(17 103)	(17 024)
Biens immobiliers (note 5) <sup>2</sup>	–	–	(5 489)	(5 186)
Papier commercial	(2 640)	(2 568)	(2 501)	(2 488)
Titres de créance à terme	(24 099)	(27 330)	(23 409)	(24 185)
Garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit	(1 121)	(1 121)	(449)	(449)
Contrats dérivés, montant net <sup>1</sup>	(2 237)	(966)	(2 200)	(1 013)
	(67 131)	(69 484)	(78 751)	(78 062)
<b>Placements, montant net (note 2d)</b>	<b>244 139 \$</b>	<b>189 142 \$</b>	<b>238 963 \$</b>	<b>187 680 \$</b>

1 La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours. Voir la note 1a Produits dérivés.

2 Voir la note 1a, Changement dans la présentation des biens immobiliers.

## b) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente les placements et les passifs liés aux placements du RREO selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur dont il est question à la note 1c :

(M\$ CA)	31 décembre 2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	17 542 \$	1 892 \$	65 463 \$	84 897 \$
Titres à revenu fixe	78 595	20 421	1 412	100 428
Placements non traditionnels	–	–	29 898	29 898
Placements sensibles à l'inflation	1 231	–	10 318	11 549
Actifs réels	744	206	67 403	68 353
Sommes à recevoir liées aux placements	2 336	13 793	16	16 145
Passifs liés aux placements	(11 348)	(55 779)	(4)	(67 131)
<b>Placements, montant net</b>	<b>89 100 \$</b>	<b>(19 467) \$</b>	<b>174 506 \$</b>	<b>244 139 \$</b>

(M\$ CA)	31 décembre 2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	24 613 \$	2 590 \$	59 598 \$	86 801 \$
Titres à revenu fixe	86 863	16 383	824	104 070
Placements non traditionnels	–	–	23 409	23 409
Placements sensibles à l'inflation	1 143	–	9 432	10 575
Actifs réels	559	154	57 261	57 974
Sommes à recevoir liées aux placements <sup>1</sup>	2 164	32 669	52	34 885
Passifs liés aux placements <sup>1</sup>	(17 377)	(59 357)	(2 017)	(78 751)
<b>Placements, montant net</b>	<b>97 965 \$</b>	<b>(7 561) \$</b>	<b>148 559 \$</b>	<b>238 963 \$</b>

<sup>1</sup> La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours. Voir la note 1a Produits dérivés.

Des transferts de 379 M\$ ont eu lieu du niveau 2 au niveau 1 en 2022, et aucun en 2021.

Le tableau suivant présente un rapprochement des placements et des sommes à recevoir (passifs) liés aux placements mesurés à leur juste valeur au moyen d'importantes données non observables (niveau 3) au cours de l'exercice. Les gains (pertes) réalisés et non réalisés sont inclus dans le revenu de placement.

								2022
(M\$ CA)	Actions	Titres à revenu fixe	Placements non traditionnels	Placements sensibles à l'inflation	Actifs réels	Sommes à recevoir liées aux placements	Passifs liés aux placements	Total
Solde, au début de l'exercice	59 598 \$	824 \$	23 409 \$	9 432 \$	57 261 \$	52 \$	(2 017) \$	148 559 \$
Achats	7 920	757	10 060	874	16 140	2	-	35 753
Ventes	(5 840)	(144)	(5 741)	(1 706)	(3 988)	(7)	-	(17 426)
Transferts entrants <sup>1</sup>	-	-	-	-	(5 489)	(3)	(3 495)	(8 987)
Transferts sortants <sup>1</sup>	-	-	-	-	-	(1)	5 492	5 491
Gains/(pertes) inclus dans le revenu de placement <sup>2</sup>	3 785	(25)	2 170	1 718	3 479	(27)	16	11 116
<b>Solde, à la fin de l'exercice</b>	<b>65 463 \$</b>	<b>1 412 \$</b>	<b>29 898 \$</b>	<b>10 318 \$</b>	<b>67 403 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>(4) \$</b>	<b>174 506 \$</b>

1 Les transferts entrants et sortants de niveau 3 sont imputables à un changement dans la disponibilité des données observables utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs détenus sous forme de placements ou des passifs liés aux placements. Voir la note 1c, Hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les transferts dans des actifs réels et les transferts dans et hors des passifs liés aux placements reflètent l'incidence d'un changement dans la présentation des biens immobiliers. Voir la note 1a, Changement dans la présentation des biens immobiliers.

2 Comprend des gains de placement de 3 482 M\$ réalisés et une variation de gains non réalisés de 7 634 M\$.

								2021
(M\$ CA)	Actions	Titres à revenu fixe	Placements non traditionnels	Placements sensibles à l'inflation	Actifs réels	Sommes à recevoir liées aux placements	Passifs liés aux placements	Total
Solde, au début de l'exercice	45 087 \$	577 \$	18 818 \$	7 439 \$	47 319 \$	119 \$	(2 440) \$	116 919 \$
Achats	11 588	1 995	7 526	624	13 633	16	175	35 557
Ventes	(7 049)	(1 701)	(4 269)	(293)	(4 808)	(9)	(50)	(18 179)
Transferts entrants <sup>3</sup>	-	-	-	-	-	(2)	3	1
Transferts sortants <sup>3</sup>	(2 201)	(2)	-	-	(94)	(80)	198	(2 179)
Gains/(pertes) inclus dans le revenu de placement <sup>4</sup>	12 173	(45)	1 334	1 662	1 211	8	97	16 440
<b>Solde, à la fin de l'exercice</b>	<b>59 598 \$</b>	<b>824 \$</b>	<b>23 409 \$</b>	<b>9 432 \$</b>	<b>57 261 \$</b>	<b>52 \$</b>	<b>(2 017) \$</b>	<b>148 559 \$</b>

3 Les transferts entrants et sortants de niveau 3 sont imputables à un changement dans la disponibilité des données observables utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs détenus sous forme de placements ou des passifs liés aux placements. Voir la note 1c, Hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

4 Comprend des gains de placement de 2 930 M\$ réalisés et une variation de gains non réalisés de 13 510 M\$.

### Sensibilité aux changements dans les hypothèses pour les placements de niveau 3

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence du changement d'importantes données par d'autres hypothèses raisonnables sur la juste valeur de certains placements de niveau 3.

(M\$ CA)	Importantes données	Changements d'importantes données	2022 Augmentation (diminution) de la juste valeur	2021 Augmentation (diminution) de la juste valeur
Actions hors bourse	Ratios <sup>1</sup>	+/- 10 %	7 372/ (7 340) \$	6 907/ (6 881) \$
Infrastructures et ressources naturelles	Taux d'actualisation	+/- 0,50 %	3 655/ (3 316)	2 514/ (2 340)
Biens immobiliers	Taux de capitalisation	+/- 0,50 %	2 461/ (2 062)	3 219/ (2 583)

<sup>1</sup> Reflète principalement le ratio valeur de l'entreprise/BAIIAA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements). Toutefois, dans certains cas, d'autres mesures ont été utilisées lorsqu'elles étaient jugées plus appropriées (p. ex., multiples de revenus ou multiples – fondés sur des actifs).

L'analyse ci-dessus exclut : i) les placements de 48,8 G\$ (40,5 G\$ en 2021) dont la juste valeur est fondée sur les renseignements fournis par les administrateurs ou les gestionnaires de fonds externes, car le RREO n'a pas accès aux hypothèses et aux méthodes utilisées pour établir la juste valeur des placements sous-jacents; et ii) les placements de 7,3 G\$ (5,4 G\$ en 2021) dont la direction estime que la modification d'une ou de plusieurs données pour une autre hypothèse raisonnable ne changera pas la juste valeur de façon significative.

### c) Contrats dérivés

Les contrats dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est établie en fonction de l'actif, des marchandises, des indices, des taux d'intérêt ou des taux monétaires sous-jacents. Les contrats dérivés sont négociés hors bourse ou en bourse.

Le montant nominal des contrats dérivés correspond au montant du contrat auquel un taux ou un prix est appliqué pour calculer la somme à verser ou à recevoir. Ce montant nominal sert à établir le rendement tiré des contrats et la juste valeur de ces derniers. Il ne reflète pas nécessairement le montant des flux de trésorerie futurs engagés ni la juste valeur actuelle des contrats dérivés et, par conséquent, n'indique pas nécessairement l'exposition du RREO aux risques de crédit ou de marché. Les contrats dérivés deviennent favorables (actifs) ou défavorables (passifs) par suite des fluctuations des taux ou des prix du marché selon leur échéance. Les montants nominaux globaux et la juste valeur des contrats dérivés peuvent fluctuer considérablement.

Les contrats dérivés négociés hors bourse ou en bourse comprennent notamment ce qui suit :

#### Swaps

Les swaps sont des contrats négociés hors bourse dans lesquels deux contreparties échangent un ensemble de flux de trésorerie selon un taux convenu qui est appliqué à un montant nominal. Voici les diverses ententes de swaps auxquelles le RREO participe :

Les swaps sur actions et sur marchandises sont des contrats dans le cadre desquels une partie s'engage à verser à l'autre partie, ou à recevoir de celle-ci, des flux de trésorerie fondés sur les variations de valeur d'un indice boursier ou de marchandises, d'un panier de titres ou de marchandises, ou d'un titre ou d'une marchandise unique.

Les swaps de taux sont des ententes dans le cadre desquelles deux parties s'échangent un ensemble de paiements fondés sur différents taux appliqués à un montant nominal. La compensation de certains swaps de taux négociés hors bourse avec des contreparties américaines est centralisée dans des chambres de compensation réglementées.

Les swaps de devises consistent en un échange de paiements fixes dans une devise en contrepartie de paiements fixes établis dans une autre devise.



Les swaps sur défaillance procurent une protection contre la baisse de valeur de l'actif référencé résultant d'événements précis, comme le défaut de paiement ou l'insolvabilité. Ces swaps sont semblables, par leur structure, à une option en vertu de laquelle l'acheteur verse une prime au vendeur du swap sur défaillance en contrepartie d'un paiement lié à la baisse de la valeur de l'actif référencé. L'actif référencé d'un swap sur défaillance est un instrument de créance. La compensation de certains swaps sur défaillance négociés hors bourse avec des contreparties américaines est centralisée dans des chambres de compensation réglementées.

Les autres swaps sur défaillance sont des contrats qui prévoient l'échange entre contreparties de flux de trésorerie correspondant à la variation de la valeur de l'actif référencé.

#### **Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme normalisés**

Les contrats à terme normalisés sont négociés sur des marchés boursiers réglementés visant de tels contrats, tandis que les contrats à terme de gré à gré sont des ententes négociées hors bourse entre deux parties. Voici des exemples de contrats à terme normalisés et de contrats à terme de gré à gré :

Les contrats à terme normalisés portant sur des actions ou des marchandises sont des obligations contractuelles de vendre ou d'acheter à valeur fixe (prix convenu), selon un indice boursier ou un indice de marchandises, un panier de titres, un titre ou une marchandise unique à une date ultérieure prédéterminée.

Les contrats à terme sur taux d'intérêt sont des obligations contractuelles de vendre ou d'acheter des instruments financiers sensibles aux taux d'intérêt à une date ultérieure prédéterminée selon un prix établi.

Les contrats de change à terme et les contrats à terme sur devises sont des obligations contractuelles d'échanger une devise contre une autre à un prix établi ou selon une entente précise à une date ultérieure prédéterminée.

#### **Options**

Les options peuvent être acquises sous forme de montants normalisés en bourse ou hors bourse, selon des modalités personnalisées. Il s'agit d'ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur confère à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un titre, un taux de change, un taux d'intérêt ou d'autres instruments financiers ou marchandises à un prix établi, à une date ultérieure prédéterminée ou au plus tard à cette date. Le vendeur d'une option peut également régler le contrat par un règlement en espèces correspondant à la valeur du droit de l'acheteur. Le vendeur reçoit une prime de l'acheteur en contrepartie de ce droit. Le RREO conclut diverses ententes en matière d'options, qui portent notamment sur des titres et des marchandises, des taux d'intérêt et des devises.

#### **Autres produits dérivés**

Le RREO négocie également hors bourse d'autres produits dérivés, comme les swaps liés à la volatilité ou aux écarts et les swaps sur dividendes. Un investisseur peut négocier des swaps liés à la volatilité ou aux écarts dans le but d'ajouter une plus-value ou de couvrir les risques associés à l'amplitude d'un mouvement, par exemple la volatilité, les écarts, la corrélation ou la covariance de certains produits sous-jacents, comme les taux de change ou les indices boursiers. Les swaps sur dividendes sont des contrats hors bourse dans le cadre desquels l'investisseur convient d'égaliser tous les dividendes produits par un titre ou un indice sous-jacent pendant une période donnée. En retour, le payeur des dividendes reçoit à l'échéance un montant fixe, appelé « taux des swaps sur dividendes ». Ces produits sont inclus dans le tableau ci-dessous en fonction du produit référencé sous-jacent.

Le tableau suivant présente un résumé des montants nominaux et de la juste valeur des contrats dérivés détenus par le RREO aux 31 décembre :

(M\$ CA)	2022						2021	
	Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur <sup>1</sup>		Actifs	Passifs
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs		
<b>Produits dérivés sur actions et sur marchandises</b>								
Swaps	39 775 \$	752 \$	(524) \$	44 637 \$	1 028 \$	(213) \$		
Contrats à terme normalisés	23 535	-	-	15 596	-	-		
Options : Cotées en bourse	1 296	17	-	-	-	-		
	378	-	(10)	-	-	-		
Hors bourse	23 056	1 389	-	25 866	644	-		
	18 760	-	(241)	21 294	17	(287)		
	<b>106 800</b>	<b>2 158</b>	<b>(775)</b>	107 393	1 689	(500)		
<b>Produits dérivés de taux d'intérêt</b>								
Swaps	110 159	171	(60)	114 945	260	(184)		
Contrats à terme normalisés	75 012	-	-	230 787	-	-		
Options : Cotées en bourse	-	-	-	12 395	12	-		
	-	-	-	12 363	-	(5)		
Hors bourse	15 270	155	-	12 864	84	(5)		
	21 723	-	(125)	33 391	17	(91)		
	<b>222 164</b>	<b>326</b>	<b>(185)</b>	416 745	373	(285)		
<b>Produits dérivés sur devises</b>								
Swaps	621	5	(28)	792	16	(1)		
Contrats à terme de gré à gré	65 512	281	(641)	73 912	391	(1 060)		
Options: Hors bourse	26 572	199	-	34 987	181	-		
	-	-	-	10 366	-	(37)		
	<b>92 705</b>	<b>485</b>	<b>(669)</b>	120 057	588	(1 098)		
<b>Produits dérivés de crédit</b>								
Swaps sur défaillance	70 152	33	(109)	40 435	9	(122)		
	74 430	92	(208)	45 058	142	(139)		
Swaps	68	3	-	82	3	-		
	<b>144 650</b>	<b>128</b>	<b>(317)</b>	85 575	154	(261)		
	<b>566 319</b>	<b>3 097</b>	<b>(1 946)</b>	729 770	2 804	(2 144)		
Garantie nette en trésorerie payée/(reçue) en vertu de contrats dérivés		16	(291)		53	(56)		
<b>Montant nominal et juste valeur des contrats dérivés</b>	<b>566 319 \$</b>	<b>3 113 \$</b>	<b>(2 237) \$</b>	729 770 \$	2 857 \$	(2 200) \$		

<sup>1</sup> La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours. Voir la note 1a Produits dérivés.

#### d) Composition de l'actif détenu sous forme de placements

Les placements directs, les contrats dérivés ainsi que les sommes à recevoir et les passifs liés aux placements sont classés par catégories de composition de l'actif, en fonction de la stratégie de placement des portefeuilles sous-jacents du RREO. Le montant net en dollars canadiens des placements correspondant à ces catégories se résume comme suit au 31 décembre :

	2022		2021	
	Placements nets réels à la juste valeur (M\$)	Répartition de l'actif %	Placements nets réels à la juste valeur (M\$)	Répartition de l'actif %
<b>Actions</b>				
Titres de sociétés ouvertes	21 904 \$	9 %	27 218 \$	11 %
Titres de sociétés fermées	58 324	24	55 056	23
	<b>80 228</b>	<b>33</b>	82 274	34
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Obligations	76 174	31	33 324	14
Titres à taux réels	9 824	4	11 867	5
	<b>85 998</b>	<b>35</b>	45 191	19
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Marchandises	25 046	10	26 455	11
Ressources naturelles	10 105	4	9 405	4
Protection contre l'inflation	12 726	5	12 099	5
	<b>47 877</b>	<b>19</b>	47 959	20
<b>Actifs réels</b>				
Biens immobiliers	28 071	12	26 262	11
Infrastructures	39 753	16	26 075	11
	<b>67 824</b>	<b>28</b>	52 337	22
<b>Innovation</b>	<b>7 438</b>	<b>3</b>	7 103	3
<b>Titres de créance</b>	<b>35 105</b>	<b>14</b>	24 294	10
<b>Stratégies de rendement absolu</b>	<b>18 690</b>	<b>8</b>	14 938	6
<b>Superposition</b>	<b>(220)</b>	<b>-</b>	(452)	-
<b>Capitalisation des placements</b>	<b>(98 801)</b>	<b>(40)</b>	(34 681)	(14)
<b>Placements, montant net</b>	<b>244 139 \$</b>	<b>100 %</b>	238 963 \$	100 %

## e) Gestion des risques

### Objectifs

Le principal risque à long terme auquel est exposé le RREO est la réduction de l'actif du régime en deçà de son passif (c.-à-d., la valeur des prestations dues aux participants). Par conséquent, le RREO utilise une approche de diversification de l'actif. L'objectif premier consiste à diversifier les risques et les rendements de façon à réduire au minimum la possibilité d'une réduction globale de la valeur totale de la caisse et à maximiser la possibilité de réaliser des gains dans l'ensemble de la caisse.

Le RREO gère également ses risques de liquidité de façon à s'assurer des liquidités suffisantes pour s'acquitter de toutes ses obligations financières futures à mesure qu'elles arrivent à échéance, ce qui inclut les versements de rente et les paiements selon l'évaluation à la valeur de marché qui résultent de la position en produits dérivés du RREO.

### Politiques

Le RREO assure une gestion des risques cohérente pour ses placements au moyen d'un certain nombre de politiques, notamment :

- Énoncé des politiques et procédures de placement – Ce document précise les modalités de placement de la caisse. Le conseil passe l'énoncé en revue au moins une fois l'an. Les placements du RREO sont choisis et détenus conformément aux critères et aux restrictions établis dans l'énoncé, et en conformité avec toutes les lois pertinentes. L'énoncé valide pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 a subi sa dernière modification le 16 juin 2022. Il inclut les limites d'exposition des catégories d'actifs suivantes :

	Répartition de l'actif (%) (minimum)	Répartition de l'actif (%) (maximum)
Actions	30 %	40 %
Titres à revenu fixe	0 %	67 %
Placements sensibles à l'inflation	15 %	25 %
Actifs réels	20 %	30 %
Innovation	0 %	7 %
Titres de créance	5 %	15 %
Stratégies de rendement absolu	4 %	14 %
Capitalisation des placements <sup>1</sup>	(98) %	10 %

<sup>1</sup> Comprend les titres de créance à terme, les conventions de rachat d'obligations, le capital implicite tiré de produits dérivés, le financement non garanti et les réserves de liquidité.

- Politique de placement du conseil – Elle porte sur les risques pertinents et importants auxquels est exposé l'ensemble de la caisse. La politique établit des fourchettes pour la répartition des placements dans les catégories d'actifs et dans les devises. La direction détermine l'exposition à l'intérieur des fourchettes approuvées. La politique précise également les paramètres du risque pour l'ensemble de l'actif, le budget de gestion active du risque pour l'ensemble de la caisse, les exigences de liquidités et les approbations requises du conseil pour les différents types de placements. Le conseil approuve cette politique et la passe en revue régulièrement.
- Politique du chef de la direction sur les risques d'investissement – Cette politique précise le rôle du chef de la direction quant à la supervision de la Division des placements, ainsi que les rôles et responsabilités connexes de la Division des placements, du service de gestion du risque et d'autres partenaires fonctionnels.
- Politique de la Division des placements – Cette politique définit le rôle du chef des placements quant à la supervision de la Division des placements dans le cadre de la gestion des placements et du risque de la caisse. La politique précise également le budget de gestion active du risque pour chaque service de placement ainsi que les approbations requises du chef des placements pour les différents types de placements.

- Politiques des portefeuilles de chaque service de placement – Ces politiques s’appliquent aux portefeuilles individuels dans chaque catégorie d’actifs gérée par la division Placements. Les politiques des portefeuilles précisent, pour chaque service, les stratégies de placement, les procédures d’exploitation, les restrictions propres aux placements et les risques clés, en plus de contenir une description de la gestion des risques et des exigences en matière de déclaration des données pour chaque service de placement.
- Politique sur les opérations commerciales – Cette politique décrit les exigences relatives à l’exploitation au sein de la division Placements au moment de négocier des titres en bourse et hors bourse.
- Politique sur le crédit de contrepartie de la division Placements – Cette politique s’applique aux placements dont l’exposition au risque de crédit découle de la conclusion d’ententes avec certaines contreparties. Cette politique énonce les restrictions sur le risque de crédit de la contrepartie et la procédure à suivre pour obtenir l’autorisation de transiger avec une nouvelle contrepartie.
- Politique sur l’approbation préalable des transactions – Cette politique officialise les procédures afin de garantir l’exhaustivité et l’exhaustivité des données requises pour la saisie, l’établissement du prix, la gestion du risque et la comptabilisation des transactions, et d’en permettre l’enregistrement dans les registres du Conseil du RREO en temps opportun, avant le début des transactions.

### Processus

Les membres du conseil approuvent les plans stratégiques, les budgets, la tolérance au risque, la fourchette acceptable du risque, les politiques de placement, les taux de référence, les régimes liés au rendement et à la rémunération ainsi que les plans liés à la relève qui sont recommandés par la direction. Ils surveillent les risques liés aux placements, à l’exploitation, à la stratégie et à la gouvernance, et s’assurent que des plans d’atténuation appropriés ont été élaborés.

Le RREO s’appuie sur la budgétisation des risques pour répartir les risques liés à la gestion active entre les catégories d’actifs de la caisse. Le budget de risques liés à la gestion active pour la caisse est soumis annuellement à l’examen et à l’approbation des membres du conseil. Il incombe à chaque service de placement de gérer les risques associés aux placements dont il a la responsabilité, selon le budget de risques liés à la gestion active qui lui est alloué. La Division des Finances mesure chaque jour, de manière indépendante, l’exposition au risque de placement et les liquidités du régime. L’information est communiquée à la Division des placements et au Comité des placements du conseil au moins à tous les trimestres.

Chaque service de placement dispose d’un comité de placements, ou d’une structure équivalente, qui se réunit régulièrement afin d’évaluer les risques de placement associés aux portefeuilles dont il a la gestion et d’établir des plans d’action, le cas échéant. Les gestionnaires individuels de chaque service de placement reçoivent une autorité de placement limitée du conseil, qui l’a lui-même déléguée à l’équipe de direction. Les restrictions propres aux placements et les exigences d’approbation sont définies dans les politiques des portefeuilles à l’intention du service, la Politique de la division Placements, la Politique du chef de la direction sur les risques d’investissement ou la Politique de placement du conseil. Dans le cas de placements négociés hors bourse, comme les placements non traditionnels et les placements dans des sociétés fermées, les services de placement doivent effectuer une vérification préalable avant l’acquisition de titres et utiliser celle-ci comme un outil de suivi pour surveiller les placements après l’acquisition. On vise ainsi à assurer la plus grande transparence possible aux services pour leur permettre d’évaluer l’exposition au risque qui découle de tels placements.

Des représentants expérimentés de chaque service de placement sont membres de l’un ou l’autre ou des deux comités des placements, à savoir le Comité des placements – caisse et le Comité des placements – titres de sociétés fermées et actifs non liquides, présidés par le chef des placements.

- Le Comité des placements – caisse est responsable des questions relatives au programme de placement global et se concentre sur la gestion des risques de placement à l’échelle de la caisse. Ce comité allie l’expérience et le jugement nécessaires en matière de placements et d’affaires pour évaluer et gérer les risques de crédit, de marché et de liquidité sur une base régulière. Il surveille les risques liés aux devises, aux taux d’intérêt et aux liquidités pour l’ensemble de la caisse.
- Le Comité des placements – titres de sociétés fermées et actifs non liquides est chargé de la surveillance des transactions effectuées sur les marchés privés ou portant sur des actifs non liquides ainsi que de la composition globale du portefeuille de placement dans des sociétés fermées.

Le directeur des risques est membre des deux comités. Le chef des affaires juridiques et des affaires générales ou son délégué assiste aux réunions du Comité des placements – titres de sociétés fermées et actifs non liquides à titre de conseiller. Les comités se réunissent au moins toutes les deux semaines.



Le chef de la direction préside le Comité de gestion du risque d'entreprise et de gouvernance ainsi que le Comité de gérance des investisseurs.

- Le comité de gestion du risque d'entreprise et de gouvernance est le comité de gouvernance de la haute direction chargé d'interpréter la tolérance au risque du conseil et de régir les facteurs qui peuvent avoir une incidence importante sur la stratégie, le rendement ou la réputation du RREO. Le chef de la direction et d'autres cadres supérieurs sont membres de ce comité. En 2022, certains comités de gestion présidés par le chef de la direction, dont le comité des risques, Placements, le comité des risques, Services aux participants et le comité de gestion du risque d'entreprise, ont été remplacés par le Comité de gestion du risque d'entreprise et de gouvernance.
- Le Comité de gérance des investisseurs est le comité de la haute direction qui supervise les activités de gérance du RREO, y compris le vote par procuration et les activités de mobilisation et de représentation, conformément aux principes d'investissement responsable du RREO. Le chef des placements, le chef de la gestion du risque et les gestionnaires principaux de chaque service de placement sont membres de ce comité, qui est présidé par le chef de la direction.

## f) Risque de crédit

Le RREO est exposé au risque qu'une contrepartie manque à ses engagements ou devienne insolvable. Le risque de crédit est le risque de perte découlant de l'incapacité d'un tiers à s'acquitter de ses obligations financières. Un risque de crédit peut découler directement d'un débiteur ou d'un émetteur de titres, ou indirectement d'un garant d'une obligation de crédit.

### Gestion du risque de crédit

Le RREO gère activement le risque de crédit. Lorsque l'exposition est jugée élevée, le RREO prend des mesures pour atténuer les risques. Ces mesures comprennent notamment la réduction de l'exposition et l'utilisation de produits dérivés.

Le RREO conclut des accords avec des contreparties afin de restreindre son exposition aux créances irrécouvrables. Un accord-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) est conclu avec la plupart des contreparties de contrats dérivés hors bourse, ce qui permet aux deux parties de procéder à un règlement net des obligations à la cessation ou lorsqu'un événement prédéterminé survient. Le RREO négocie également une convention connexe, soit une annexe de soutien au crédit (*Credit Support Annex*), avec d'importantes contreparties pour atténuer davantage le risque de contrepartie. Cette annexe procure au RREO le droit de réaliser une garantie donnée par des contreparties en cas de défaillance de ces contreparties. Le RREO et ses contreparties de contrats dérivés hors bourse maintiennent une garantie de marge initiale dans des comptes de garde tiers pour soutenir la négociation de produits dérivés hors bourse. Les conventions de rachat sont également adossées à partir du début des opérations. La note 2i fournit un complément d'information sur les garanties engagées et reçues.

Le RREO dispose d'un processus d'évaluation du risque de crédit pour approuver de nouvelles contreparties éventuelles et pour surveiller les contreparties autorisées à participer à des contrats dérivés, à des mises en pension de titres et à des prises en pension de titres, à des ententes d'emprunt de titres, à des opérations de courtage de premier ordre et à la compensation de contrats à terme normalisés, d'options et de titres à revenu fixe. Le RREO traite principalement avec des contreparties dont la notation de crédit est élevée. Des politiques limitent l'exposition maximale auprès d'une contrepartie unique dans le cas des contrats dérivés, des mises en pension de titres et des prises en pension de titres, des opérations de courtage de premier ordre et de la compensation de contrats à terme normalisés et d'options.

### Exposition maximale au risque de crédit avant garantie

Le RREO est exposé au risque de crédit en raison des placements en titres de créance et de la somme à recevoir de la province de l'Ontario et des courtiers. L'exposition maximale au risque de crédit de ces instruments financiers correspond à leur valeur présentée dans les états consolidés de la situation financière et dans la note 2a. Le RREO est aussi exposé au risque de crédit des contreparties de contrats dérivés hors bourse. Le risque de crédit des contreparties de contrats dérivés hors bourse correspond à la juste valeur positive nette des obligations contractuelles.

Le service de gestion du risque de crédit du RREO attribue une notation à chaque contrepartie. Le risque de défaillance et le risque de crédit des contreparties font l'objet d'un suivi quotidien. Les notations sont comparées aux notations externes attribuées quotidiennement aux contreparties par des agences reconnues.

Le risque de crédit des placements en titres de créance et des contrats dérivés hors bourse, par catégorie de notation de crédit et avant la prise en compte des garanties détenues ou d'autres rehaussements de crédit, s'établit comme suit aux 31 décembre :

Notation de crédit (M\$ CA)	2022				
	Obligations et placements à court terme	Titres à taux réels	Titres achetés en vertu de conventions de revente	Emprunts et titres de sociétés fermées	Contrats dérivés hors bourse
AAA/R-1 (élevé)	64 409 \$	9 451 \$	– \$	– \$	– \$
AA/R-1 (moyen)	954	2 129	1 479	–	242
A/R-1 (faible)	5 945	1 607	5 727	–	1 371
BBB/R-2	1 808	–	–	–	–
Inférieure à BBB/R-2	11 060	–	–	–	–
Sans notation <sup>1</sup>	3 051	14	3 517	15 149	–
	<b>87 227 \$</b>	<b>13 201 \$</b>	<b>10 723 \$</b>	<b>15 149 \$</b>	<b>1 613 \$</b>

Notation de crédit (M\$ CA)	2021				
	Obligations et placements à court terme	Titres à taux réels	Titres achetés en vertu de conventions de revente	Emprunts et titres de sociétés fermées	Contrats dérivés hors bourse
AAA/R-1 (élevé)	67 002 \$	12 691 \$	– \$	– \$	– \$
AA/R-1 (moyen)	1 883	1 317	4 424	–	75
A/R-1 (faible)	8 065	1 860	10 167	–	902
BBB/R-2	902	–	–	–	–
Inférieure à BBB/R-2	8 394	–	–	–	–
Sans notation <sup>1</sup>	1 933	23	15 352	13 127	–
	<b>88 179 \$</b>	<b>15 891 \$</b>	<b>29 943 \$</b>	<b>13 127 \$</b>	<b>977 \$</b>

<sup>1</sup> Les titres sans notation comprennent les instruments de sociétés fermées, qui sont gérés à l'externe ou qui ne sont pas notés par les agences de notation.

Le RREO est aussi exposé au risque de crédit par le biais d'arrangements hors bilan comme le montre le tableau ci-dessous. Dans le cas des garanties hors bilan, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant maximal que le RREO aurait à payer en cas de réalisation des garanties. Dans le cas des engagements de prêts, l'exposition maximale est le montant engagé au titre des engagements et ententes. Dans le cas des produits dérivés de crédit, l'exposition maximale correspond au montant nominal des produits dérivés de crédit vendus (comme l'indique la note 2c).

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
Garanties	<b>947 \$</b>	505 \$
Engagements de prêts	<b>369</b>	268
Montant nominal des produits dérivés de crédit vendus	<b>74 430</b>	45 058
<b>Total de l'exposition au risque de crédit hors bilan</b>	<b>75 746 \$</b>	45 831 \$

Bien que l'exposition maximale du RREO aux risques de crédit corresponde à la valeur comptable des actifs ou, dans le cas d'éléments hors bilan, au montant garanti ou engagé, dans la plupart des cas, cette exposition est bien moindre en raison des garanties, des rehaussements de crédit (p. ex., des garanties au profit du RREO) et d'autres mesures prises pour atténuer les risques pour le RREO, comme on l'a décrit plus tôt.

#### Concentration du risque de crédit

Au 31 décembre 2022, le RREO affichait une importante concentration du risque de crédit auprès du gouvernement du Canada, de la province de l'Ontario et du Trésor américain. Cette concentration découle principalement de la détention par le régime de 60,7 G\$ de titres émis par le gouvernement du Canada (59,3 G\$ en 2021), de 5,5 G\$ de titres émis par le Trésor américain (8,2 G\$ en 2021), de 3,0 G\$ d'obligations émises par la province de l'Ontario (3,8 G\$ en 2021) et de 3,3 G\$ au titre de la somme à recevoir de la province de l'Ontario (voir la note 3) (3,2 G\$ en 2021).

#### g) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant des fluctuations de divers facteurs du marché tels que les cours des actions et des marchandises, les taux d'intérêt et de change ainsi que les écarts de taux. Le RREO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de placement. Le niveau de risque de marché auquel le RREO est exposé varie selon des éléments tels que la conjoncture du marché, les prévisions concernant l'évolution des prix, la survenance de certaines catastrophes naturelles (p. ex., des ouragans et des séismes) ayant une incidence sur les cours des titres liés aux assurances, les attentes relatives aux rendements futurs et la composition de l'actif.

La conjoncture économique actuelle reflète les difficultés liées à une guerre en Europe et à la surcharge des chaînes d'approvisionnement en raison des répercussions de la COVID-19. Ces conditions ont entraîné une inflation plus élevée, des attentes plus élevées quant aux taux d'intérêt, une hausse des prix du pétrole et une baisse des prix des actions mondiales, ce qui a contribué à une volatilité exceptionnelle sur les marchés financiers en 2022 et continue de contribuer à l'incertitude économique mondiale. Au 31 décembre 2022, les expositions du RREO à tous les paramètres de risque, y compris le marché, le crédit, la liquidité et l'effet de levier, sont demeurées dans les limites de risque fixées par le conseil.

#### Gestion du risque de marché

Le RREO gère le risque de marché principalement par la diversification de ses placements dans différents secteurs, à l'échelle mondiale, et par le recours à diverses stratégies de placement. Une vaste gamme de contrats dérivés permet de plus au RREO de gérer son exposition au risque de marché.

#### Évaluation des risques de marché et de crédit

Le RREO utilise une méthode statistique apparentée à celle de la valeur à risque (VAR), soit la méthode du déficit prévu, pour mesurer le risque des placements en tenant compte du risque de marché et du risque de crédit sur un horizon d'un an, selon un niveau de confiance de 99 %. La méthode du déficit prévu permet de mieux refléter l'effet des pertes extrêmes que la méthode de la VAR pour un même niveau de confiance, puisqu'il s'agit de la moyenne de toutes les pertes estimées.

L'exposition totale de l'actif est calculée à l'aide de la méthode du déficit prévu, qui établit le risque de placement par catégorie d'actif et tient compte du risque de perte de l'actif net attribuable à des facteurs de risque de marché et de crédit. Statistiquement, le RREO pourrait s'attendre à subir des pertes équivalentes aux risques seulement 1 % du temps sur une période d'un an, selon certaines hypothèses et restrictions présentées plus loin.

La méthode du déficit prévu est une approche statistique qui tient compte de la volatilité des marchés et du risque de crédit, de même que de la diversification des risques obtenue en effectuant des placements dans des produits et des marchés différents. Les risques, mesurés de manière uniforme pour tous les marchés et les produits, peuvent être regroupés pour donner un indicateur unique de risque. Le niveau de 99 % sur un an utilisé par le RREO est obtenu au moyen d'une simulation historique et de l'approche « bootstrapping » qui reflète le rendement annuel prévu pour le portefeuille dans 1 % des pires scénarios. En l'absence de données historiques suffisantes, des approximations et des méthodes statistiques sont utilisées pour compléter les séries de données.

La méthode du déficit prévu employée comporte des limites. Par exemple, il se peut que les données historiques ne fournissent pas la meilleure estimation des changements à venir. De plus, elle peut ne pas rendre la corrélation des rendements des actifs dans des fluctuations de marché extrêmement négatives qui ne se sont pas produites pendant la période couverte par les données historiques. Toutefois, l'approche « bootstrapping » et une longue période historique atténuent cette limite dans une certaine mesure, puisqu'elles permettent de produire un ensemble de scénarios qui comprennent des événements négatifs extrêmes. Le RREO calcule le risque relatif à ses positions en actifs à la fin de la journée, ce qui constitue une autre limite. Les positions peuvent changer radicalement pendant une séance de négociation boursière. Ces limites et la nature même de la méthode du déficit prévu signifient que les pertes du RREO peuvent excéder les montants présentés à l'égard de l'exposition aux risques dans les rapports sur les risques.

Le RREO surveille et améliore constamment sa méthode du déficit prévu, afin d'en arriver à une estimation du risque aussi juste que possible.

Le déficit prévu au 31 décembre 2022 était de 50,0 G\$ (58,0 G\$ en 2021).<sup>1</sup>

L'ensemble précis de scénarios qui produisent les pires résultats peut varier selon la catégorie d'actifs. Le déficit prévu pour chaque catégorie d'actifs, calculé selon le rendement annuel prévu dans 1 % des pires scénarios, est présenté dans le tableau suivant :

(G\$ CA) <sup>2</sup>	2022	2021
<b>Actions</b>		
Titres de sociétés ouvertes	<b>6,5 \$</b>	7,5 \$
Titres de sociétés fermées	<b>23,5</b>	22,5
<b>Titres à revenu fixe</b>		
Obligations	<b>13,5</b>	1,0
Titres à taux réels	<b>2,5</b>	3,5
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>		
Marchandises	<b>5,5</b>	6,0
Ressources naturelles	<b>2,0</b>	2,0
Protection contre l'inflation	<b>2,5</b>	2,5
<b>Actifs réels</b>		
Biens immobiliers	<b>4,5</b>	4,0
Infrastructures	<b>7,5</b>	5,0
<b>Innovation</b>	<b>5,0</b>	3,0
<b>Titres de créance</b>	<b>5,5</b>	3,5
<b>Stratégies de rendement absolu</b>	<b>2,5</b>	2,0
<b>Superposition</b>	<b>7,0</b>	10,0
<b>Capitalisation des placements</b>	<b>29,0</b>	17,5

<sup>1</sup> L'exposition totale de l'actif, calculée selon la méthode du déficit prévu n'est pas égale à la somme du déficit prévu pour chaque actif parce que la diversification réduit le risque total de l'exposition.

<sup>2</sup> Valeur arrondie au 0,5 G\$ près.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt fait référence à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur la valeur de marché de l'actif et du passif du RREO. Les fluctuations à court terme des taux d'intérêt nominaux et réels influent sur la valeur de l'actif du RREO. Le passif au titre du régime est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme et aux hausses prévues des salaires (note 4).

Le RREO mesure le risque de taux d'intérêt et d'inflation des catégories d'actif pertinentes qui font partie de son portefeuille (note 2d) :

- La sensibilité à la variation des taux d'intérêt nominaux des obligations et des contrats dérivés qui font partie de ses catégories d'actif des titres à revenu fixe, des titres de créance, des actifs réels et de capitalisation des placements – une hausse de 1 % des taux d'intérêt nominaux entraînerait une baisse de 5,9 G\$ (0,8 G\$ en 2021) de la valeur de ces placements.
- La sensibilité à la variation des taux d'intérêt réels des produits à taux réel et des contrats dérivés qui font partie de ses catégories d'actif des titres à revenu fixe et des actifs réels – une hausse de 1 % des taux d'intérêt réels entraînerait une baisse de 0,3 G\$ (0,2 G\$ en 2021) de la valeur de ces placements.
- La sensibilité à l'égard de l'inflation implicite du marché des titres à taux nominal ou réel ainsi que des contrats dérivés qui visent à assurer une protection contre l'inflation et font partie de la catégorie des titres à revenu fixe et de la catégorie de protection contre l'inflation de la catégorie d'actif Placements sensibles à l'inflation du RREO – une baisse de 1 % du taux d'inflation implicite du marché entraînerait une baisse de 1,6 G\$ (2,1 G\$ en 2021) de la valeur de ces titres et contrats.

### Risque de change

Le risque de change provient des placements du RREO libellés en devises et des contrats dérivés connexes.

Au 31 décembre, le RREO détient des placements exposés au risque de change. Ce risque est évalué comme suit en dollars canadiens :

(M\$ CA) Devise	2022 Risque net	2021 Risque net
Dollar américain	<b>67 555 \$</b>	44 983 \$
Euro	<b>9 919</b>	10 276
Livre sterling	<b>6 625</b>	4 389
Renminbi chinois	<b>4 792</b>	6 372
Peso mexicain	<b>4 700</b>	2 787
Real brésilien	<b>2 992</b>	1 992
Dollar australien	<b>2 958</b>	2 046
Peso chilien	<b>2 842</b>	3 242
Yen japonais	<b>2 184</b>	2 393
Roupie indienne	<b>2 126</b>	1 255
Autres	<b>7 792</b>	6 654
	<b>114 485 \$</b>	86 389 \$



Au 31 décembre, si l'on suppose que toutes les autres variables et valeurs sous-jacentes demeurent constantes, une augmentation/diminution de 5 % de la valeur du dollar canadien par rapport aux principales devises se traduirait par la diminution/l'augmentation suivante de la valeur des placements nets :

(M\$ CA) Devises	2022 Variation de la valeur des placements nets	2021 Variation de la valeur des placements nets
Dollar américain	3 378 \$	2 249 \$
Euro	496	514
Livre sterling	331	219
Renminbi chinois	239	319
Autres	1 280	1 018
	5 724 \$	4 319 \$

## h) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque découlant de l'incapacité d'obtenir de la trésorerie ou des équivalents de trésorerie suffisants à un coût raisonnable pour respecter les engagements financiers du RREO en temps opportun ou saisir les nouvelles occasions de placement, dans un éventail de conditions difficiles. En maintenant un profil de liquidités solide sur le plan de la structure, le RREO vise à s'assurer de disposer de liquidités suffisantes pour couvrir les sorties de fonds et les sorties collatérales potentielles en périodes de tensions, sans pour autant avoir une incidence négative sur le portefeuille du RREO, et tout en permettant de saisir les occasions de placement qui se présentent.

## Gestion du risque de liquidité

Le RREO surveille quotidiennement ses liquidités pour s'assurer qu'il dispose de suffisamment d'actifs liquides pour s'acquitter de ses obligations à l'égard de liquidités et de garanties potentielles et d'autres paiements conditionnés potentiels sur différents horizons temporels. Les actifs liquides disponibles comprennent principalement des titres de créance de gouvernements souverains, provinciaux ou territoriaux, d'autres titres de créance de première qualité liquides, des titres de participation cotés en bourse et de l'or physique, après examen de l'incidence des sûretés promises et reçues, les accords de rachat et les accords de prêt et d'emprunt de valeurs mobilières. Aux fins de l'évaluation des liquidités du RREO, on tient compte de facteurs tels que la juste valeur en cas de tensions du marché et la partie des actifs liquides disponibles qui sont réservés aux flux de trésorerie contractuels et aux autres flux de trésorerie projetés (comme les versements de rente). Les obligations à l'égard de garanties potentielles des positions en titres vendus à découvert, les conventions de rachat, les contrats de produits dérivés et les accords de prêt et d'emprunt de titres sont estimés sous tension par une simulation historique des mouvements du marché. De plus, des simulations de crise portant sur les liquidités globales sont réalisées régulièrement à l'aide de divers scénarios historiques et hypothétiques.

## Actifs liquides

Au 31 décembre 2022, le RREO détient 59,7 G\$ en actifs liquides disponibles (79,0 G\$ en 2021).

## Échéance contractuelle

Les passifs du RREO comprennent les prestations de retraite constituées, les passifs liés aux placements, les sommes à verser aux courtiers, les créanciers et les charges à payer. Les sommes à verser aux courtiers, les créanciers et les charges à payer arrivent à échéance à moins d'un an. Vu que le RREO peut régler des titres vendus à découvert, une garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit et des produits dérivés à la juste valeur avant l'échéance contractuelle, ils sont considérés comme arrivant à échéance à moins d'un an.

Les passifs du RREO liés aux placements en fonction des dates d'échéance s'établissent comme suit aux 31 décembre :

(M\$ CA)				2022
	À moins d'un an	Entre un an et cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(26 316) \$	– \$	– \$	(26 316) \$
Titres vendus à découvert				
Actions	(2 322)	–	–	(2 322)
Titres à revenu fixe	(8 396)	–	–	(8 396)
Biens immobiliers	–	–	–	–
Papier commercial	(2 640)	–	–	(2 640)
Titres de créance à terme	(1 969)	(11 673)	(10 457)	(24 099)
Garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit	(1 121)	–	–	(1 121)
Contrats dérivés, montant net	(2 237)	–	–	(2 237)
	(45 001) \$	(11 673) \$	(10 457) \$	(67 131) \$

(M\$ CA)				2021
	À moins d'un an	Entre un an et cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(21 527) \$	(4 002) \$	– \$	(25 529) \$
Titres vendus à découvert				
Actions	(2 071)	–	–	(2 071)
Titres à revenu fixe	(17 103)	–	–	(17 103)
Biens immobiliers	(1 307)	(509)	(3 673)	(5 489)
Papier commercial	(2 501)	–	–	(2 501)
Titres de créance à terme	(2 251)	(10 932)	(10 226)	(23 409)
Garantie en trésorerie reçue en vertu d'annexes de soutien au crédit	(449)	–	–	(449)
Contrats dérivés, montant net <sup>1</sup>	(2 200)	–	–	(2 200)
	(49 409) \$	(15 443) \$	(13 899) \$	(78 751) \$

<sup>1</sup> La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours. Voir la note 1a Produits dérivés.

## i) Garanties engagées et reçues

Le RREO donne et obtient des garanties sous forme de titres et de trésorerie dans le cours normal de ses activités de gestion des placements nets. Les titres en garantie sont principalement des titres des gouvernements du Canada et des États-Unis. Des garanties supplémentaires sont généralement fournies si la valeur des titres baisse au-dessous d'un niveau prédéterminé. Les titres transférés sont comptabilisés comme des actifs lorsque le RREO conserve la quasi-totalité des risques et avantages, y compris le risque de crédit, le risque de règlement et le risque, de marché. Le RREO n'a pas le droit de donner en garantie ces mêmes titres auprès d'autres institutions financières ou de les vendre à une autre entité à moins qu'il ne remplace ces titres par d'autres titres admissibles. Le RREO détient les garanties reçues tant qu'il n'est pas une partie en défaut ni une partie intéressée relativement à une des conditions énoncées dans l'entente contractuelle et qu'il n'y a pas de résiliation anticipée de l'entente. À l'exception de la garantie de marge initiale détenue dans des comptes de garde de tiers, le RREO peut vendre ou réengager la garantie si son propriétaire n'est pas en défaut. La juste valeur des garanties vendues ou réengagées était de néant au 31 décembre 2022 (néant en 2021).

Le RREO procède à des opérations d'emprunt et de prêt de titres et engage et reçoit des garanties à leur égard. Le RREO ne comptabilise pas les titres empruntés comme des actifs détenus sous forme de placements et ne décomptabilise pas les titres prêtés, puisque les prêteurs conservent les risques et avantages liés à ces titres.

La juste valeur des garanties engagées et reçues, des titres achetés en vertu de conventions de revente, des titres vendus en vertu de conventions de rachat, des titres empruntés et des titres prêtés au 31 décembre se présente comme suit :

(M\$ CA)	2022	2021
<b>Titres achetés en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>		
Montants bruts des titres achetés en vertu de conventions de revente <sup>1</sup>	<b>14 647 \$</b>	37 618 \$
Garanties détenues	<b>14 537</b>	37 908
Montants bruts des titres vendus en vertu de conventions de rachat <sup>1</sup>	<b>30 240</b>	33 204
Garanties engagées	<b>30 701</b>	33 973
<b>Emprunt et prêt de titres</b>		
Titres empruntés	<b>2 322</b>	2 259
Garanties engagées <sup>2</sup>	<b>2 618</b>	2 562
<b>Contrats dérivés</b>		
Garanties reçues <sup>3</sup>	<b>3 560</b>	1 805
Garanties engagées <sup>4</sup>	<b>6 905</b>	4 469

1 La note 2j présente un rapprochement du montant brut total et des montants nets présentés à la note 2a.

2 Comprend une garantie en espèce de 2 296 M\$ (2 076 M\$ en 2021).

3 Comprend une garantie en espèces de 1 121 M\$ (449 \$ en 2021) et une garantie de marge initiale de 1 862 M\$ (944 \$ en 2021). La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours.

4 Comprend une garantie en espèces de 13 M\$ (9 M\$ en 2021) et une garantie de marge initiale de 1 450 M\$ (1 015 M\$ en 2021). La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours.

## j) Compensation des actifs financiers et passifs financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière quand il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Pour certains produits dérivés, les montants bruts comprennent la marge de variation établie quotidiennement, qui est déduite de la juste valeur des produits dérivés. Certaines opérations de mise en pension de titres réglées par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale de compensation répondent aux critères liés à la compensation. Le RREO conclut des accords avec des contreparties, comme des accords-cadres de l'ISDA et des accords-cadres de mise en pension de titres (*global master repurchase agreements*), afin de limiter son exposition aux créances irrécouvrables (voir la note 2f). En vertu de ces accords, les deux parties ont le droit de procéder à un règlement net des obligations lorsqu'un événement prédéterminé survient. Lorsque ce droit de compensation est conditionnel, les montants connexes présentés dans les états consolidés de la situation financière ne sont pas compensés.

L'incidence de ces accords au 31 décembre est présentée ci-dessous :

(M\$ CA)						2022
	Montants bruts	Moins : montants compensés	Montant net présenté à la note 2a	Montants faisant l'objet d'accords de compensation	Titres donnés en garantie et garanties en trésorerie <sup>1</sup>	Risque net
<b>Actifs financiers</b>						
Titres achetés en vertu de conventions de revente	14 647 \$	(3 924) \$	10 723 \$	(10 446) \$	(273) \$	4 \$
Sommes à recevoir liées aux produits dérivés	3 113	-	3 113	(1 452)	(1 592)	69
	17 760 \$	(3 924) \$	13 836 \$	(11 898) \$	(1 865) \$	72 \$
<b>Passifs financiers</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(30 240) \$	3 924 \$	(26 316) \$	10 446 \$	15 842 \$	(28) \$
Passifs liés aux produits dérivés	(2 237)	-	(2 237)	1 452	674	(111)
	(32 477) \$	3 924 \$	(28 553) \$	11 898 \$	16 516 \$	(140) \$

<sup>1</sup> Les titres donnés en garantie et les garanties en espèces excluent le surdimensionnement et les garanties à donner. La note 2i comprend le montant total des garanties.

(M\$ CA)						2021
	Montants bruts	Moins : montants compensés	Montant net présenté à la note 2a	Montants faisant l'objet d'accords de compensation	Titres donnés en garantie et garanties en trésorerie <sup>1</sup>	Risque net
<b>Actifs financiers</b>						
Titres achetés en vertu de conventions de revente	37 618 \$	(7 675) \$	29 943 \$	(19 775) \$	(9 674) \$	494 \$
Sommes à recevoir liées aux produits dérivés <sup>1</sup>	2 857	–	2 857	(1 812)	(762)	283
	40 475 \$	(7 675) \$	32 800 \$	(21 587) \$	(10 436) \$	777 \$
<b>Passifs financiers</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(33 204) \$	7 675 \$	(25 529) \$	19 775 \$	5 739 \$	(15) \$
Passifs liés aux produits dérivés <sup>1</sup>	(2 200)	–	(2 200)	1 812	387	(1)
	(35 404) \$	7 675 \$	(27 729) \$	21 587 \$	6 126 \$	(16) \$

<sup>1</sup> La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours. Voir la note 1a Produits dérivés.

### k) Placements importants

Les placements dont la juste valeur ou le coût est supérieur à 1 % de la juste valeur ou du coût, respectivement, de l'actif net total détenu sous forme de placements au 31 décembre se présentent comme suit :

(M\$ CA)	2022			2021		
	Nombre de placements	Juste valeur	Coût	Nombre de placements	Juste valeur	Coût
Placements dans des sociétés ouvertes <sup>2</sup>	14	57 404 \$	56 494 \$	17	43 897 \$	41 847 \$
Placements dans des sociétés fermées <sup>3</sup>	10	30 404	19 072	7	21 757	13 971
	24	87 808 \$	75 566 \$	24	65 654 \$	55 818 \$

<sup>2</sup> Au 31 décembre 2022, cette catégorie comprend les titres à revenu fixe sous forme d'obligations du gouvernement du Canada, de bons du Trésor du gouvernement du Canada, d'obligations à rendement réel du gouvernement du Canada et de bons du Trésor américain.

<sup>3</sup> Au 31 décembre 2022, cette catégorie comprend des participations dans : Caruna, Heritage Royalty Limited Partnership, IDEAL Group, SSEN Transmission, Storapod Holding Company, Inc. et The Brussels Airport Company; des placements dans les fonds : Baldr Fund Inc. et EWP PA Fund, LTD. et des biens immobiliers : complexe de bureaux Toronto-Dominion Centre, Toronto Eaton Centre.



### Note 3.

## Somme à recevoir de la province de l'Ontario

La somme à recevoir de la province de l'Ontario comprend les cotisations d'équivalence requises et les intérêts connexes.

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
Cotisations à recevoir	3 249 \$	3 191 \$
Intérêts courus à recevoir	49	43
	3 298 \$	3 234 \$

La somme à recevoir de la province de l'Ontario au 31 décembre 2022 comprend une somme de 1 656 M\$ reçue en janvier 2023 et un montant estimatif de 1 642 M\$ avec les intérêts à recevoir en janvier 2024. La somme à recevoir de la province de l'Ontario au 31 décembre 2021 comprenait une somme de 1 604 M\$ reçue en janvier 2022 et un montant estimatif initial de 1 630 M\$ reçu en janvier 2023. La différence entre les estimations initiales et le montant reçu est principalement attribuable aux intérêts supplémentaires accumulés entre l'estimation et la réception.

### Note 4.

## Prestations de retraite constituées

### a) Hypothèses et méthodes actuarielles

Les hypothèses actuarielles utilisées pour établir la valeur des prestations constituées, soit 206 197 M\$ (257 482 M\$ en 2021), reflètent les meilleures estimations de la direction quant à la conjoncture économique future et tiennent compte d'hypothèses économiques et autres. Les hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont trait notamment à la mortalité, aux taux de sortie et aux taux de retraite. Les principales hypothèses économiques portent entre autres sur le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux d'inflation. Le taux d'actualisation correspond au taux du marché, à la date d'évaluation, des obligations émises par la province de l'Ontario ayant des caractéristiques semblables aux obligations au titre du régime. On a établi le taux d'actualisation en

appliquant un taux moyen pondéré qui correspond au montant estimatif des prestations à verser et au moment où on prévoit de les verser. Le taux d'inflation correspond à l'écart géométrique entre le rendement des obligations nominales à long terme et des obligations à rendement réel émises par le gouvernement canadien. Le taux d'augmentation des salaires tient compte de l'hypothèse portant sur le taux d'inflation et de l'augmentation à long terme prévue des salaires réels.

Le sommaire des principales hypothèses économiques se présente comme suit :

Aux 31 décembre	2022	2021
Taux d'actualisation nominal <sup>1</sup>	4,30 %	2,50 %
Taux d'augmentation des salaires <sup>2</sup>	3,10 %	2,85 %
Taux d'inflation à long terme <sup>3</sup>	2,10 %	1,85 %
Croissance du MGAP et de la limite prescrite par la LIR <sup>4</sup>	2,85 %/3,10 %	2,60 %/2,85 %
Taux d'actualisation réel <sup>5</sup>	2,15 %	0,65 %

1 Au 31 décembre 2022, en presumant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes, une diminution de 1 % du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des obligations au titre du régime d'environ 39,8 G\$ (60,3 G\$ en 2021).

2 Représente le taux d'augmentation estimatif des salaires par année à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 (2021 – 1 % par année pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 août 2022 selon les conventions collectives de 2020 et 2,85 % par année à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.)

3 Au 31 décembre 2022, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes, une augmentation supplémentaire de 1 % de l'augmentation annuelle prévue des prestations de retraite pour 2024 entraînerait une augmentation d'environ 1,1 G\$ des obligations au titre du régime (1,2 G\$ en 2021).

4 La croissance du MGAP et de la limite prescrite par la LIR correspond à la somme du taux d'inflation et du taux de croissance des salaires réels moyens dans l'industrie (SMI réels) de 0,75 % jusqu'en 2024 puis de 1,0 % par la suite.

5 Les taux réels présentés correspondent à l'écart géométrique entre le taux d'actualisation et le taux d'inflation.

Les principales hypothèses économiques ont été mises à jour en raison de la hausse des rendements obligataires et de l'augmentation du taux d'inflation au seuil de rentabilité en 2022. Ces modifications ont entraîné une diminution nette de 68 485 M\$ (diminution de 9 256 M\$ en 2021) de la valeur des prestations constituées.

Au moment de l'approbation de ces états financiers, les négociations collectives liées aux années scolaires à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 étaient en cours. Les nouveaux contrats de salaire en vigueur pour la durée de la convention, dont les répercussions peuvent être importantes, seront pris en compte dans les évaluations futures lorsqu'on connaîtra la teneur.

Les hypothèses non liées à l'économie ont été modifiées en 2022 pour refléter des expériences récentes de participants relativement aux différences d'âge entre les participants au régime et leur conjoint. Les modifications apportées aux hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont fait augmenter de 22 M\$ la valeur des prestations de retraite constituées. Aucune modification n'a été apportée aux hypothèses qui ne portent pas sur l'économie en date du 31 décembre 2021.

Les modifications apportées aux hypothèses économiques et non liées à l'économie ont entraîné une diminution nette de 68 463 M\$ de la valeur des prestations de retraite constituées (diminution nette de 9 256 M\$ en 2021).

## b) Niveaux de protection contre l'inflation

Comme il est décrit au paragraphe (f) de la note Description du régime, les prestations de retraite sont rajustées annuellement en fonction du ratio de l'IPC et les services décomptés après le 31 décembre 2009 sont assujettis à la protection conditionnelle contre l'inflation. Les protections contre l'inflation se situent entre 50 % et 100 % du ratio de l'IPC pour les services décomptés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2013 et se situent entre 0 % et 100 % du ratio de l'IPC pour les services décomptés après 2013. La protection conditionnelle contre l'inflation peut être appliquée et des changements des protections contre l'inflation peuvent être apportés seulement lorsqu'une évaluation actuarielle est déposée. Le gouvernement de l'Ontario et les employeurs désignés participant au régime feront des cotisations supplémentaires égales à tout montant de protection contre l'inflation dont les participants sont privés, jusqu'à concurrence de 50 % de l'IPC.

Pour les évaluations aux fins des états financiers, les rentes futures sont indexées en fonction des protections contre l'inflation indiquées dans l'évaluation actuarielle la plus récente qui a été déposée. Par conséquent, les prestations de retraite constituées au 31 décembre 2022 reposaient sur les protections contre l'inflation établies dans le rapport d'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Comme noté dans le rapport d'évaluation actuarielle déposé le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les protections contre l'inflation sont à 100 % du ratio de l'IPC pour les services décomptés après 2009. Ce pourcentage restera en vigueur jusqu'à ce que la prochaine évaluation actuarielle soit déposée auprès des autorités de réglementation; on pourra alors diminuer le pourcentage selon la capitalisation du régime.

Au 31 décembre 2022 et en 2021, les protections contre l'inflation sur lesquelles les prestations de retraite constituées reposaient étaient les suivantes :

Services décomptés	Protection contre l'inflation <sup>1</sup>
Avant 2010	100 % du ratio de l'IPC
De 2010 à 2013	100 % du ratio de l'IPC
Après 2013	100 % du ratio de l'IPC

<sup>1</sup> Niveaux de protection contre l'inflation selon l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et de 2021.

## c) Gains et pertes actuariels

Les pertes actuarielles au titre des prestations de retraite constituées de 8 301 M\$ (pertes de 1 313 M\$ en 2021) découlent des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

Les prestations de retraite constituées au 31 décembre 2022 tiennent compte du rajustement réel en fonction de l'inflation des rentes en cours de versement de 6,3 % du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Elles tiennent aussi compte du rajustement estimé de 4,3 % du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette estimation a été déterminée en utilisant les données connues sur l'IPC jusqu'en novembre 2022, puis en appliquant le taux d'inflation à long terme présumé de l'évaluation actuarielle jusqu'au 30 septembre 2023. Après le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le rajustement des rentes en cours de versement pour tenir compte de l'inflation suppose un taux d'inflation à long terme de 2,10 %.

Les prestations de retraite constituées au 31 décembre 2021 tenaient compte du rajustement réel en fonction de l'inflation des rentes en cours de versement de 2,4 % du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Après le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le rajustement des rentes en cours de versement pour tenir compte de l'inflation supposait un taux d'inflation à long terme de 1,85 %.

## Note 5. Placements immobiliers

Le portefeuille immobilier du RREO est composé de placements liés aux biens immobiliers détenus ou gérés pour le compte du RREO par CCFL, une filiale en propriété exclusive.

Les tableaux ci-dessous contiennent de l'information supplémentaire sur le portefeuille immobilier.

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022		2021	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
<b>Actifs</b>				
Bien immobiliers <sup>1</sup>	22 319 \$	16 973 \$	27 560 \$	18 943 \$
Placements	5 903	4 864	3 405	3 583
Autres actifs	-	-	891	891
Total de l'actif	28 222	21 837	31 856	23 417
<b>Passif<sup>1</sup></b>	-	-	5 489	5 186
<b>Placements immobiliers, montant net</b>	<b>28 222 \$</b>	<b>21 837 \$</b>	26 367 \$	18 231 \$

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2022, les biens immobiliers sont présentés déduction faite du passif de 4 661 \$, qui comprend les titres de créance émis dont la juste valeur est de 2 421 \$. Au 31 décembre 2021, les titres de créance émis dont la juste valeur s'élevait à 3 494 \$ étaient compris dans les passifs immobiliers. Aucun des éléments de passif en cours au 31 décembre 2022 ou au 31 décembre 2021 n'était garanti par le RREO. Voir la note 1a, Changement dans la présentation des biens immobiliers.

## Note 6.

### Revenu de placement net

Le revenu de placement net est comptabilisé déduction faite des frais de gestion et des coûts de transaction, et il est groupé par catégorie d'actifs. Le revenu de placement net pour l'exercice clos le 31 décembre s'établit comme suit :

Revenu de placement net						2022
(M\$ CA)	Revenu <sup>1</sup>	Gain (perte) net sur placements <sup>2</sup>	Revenu de placement <sup>3</sup>	Frais de gestion	Coûts de transaction	Revenu de placement net
<b>Actions</b>						
Cotées en bourse						
Canadiennes	32 \$	195 \$	227 \$	– \$	(1) \$	226 \$
Non canadiennes	234	(2 257)	(2 023)	(29)	(34)	(2 086)
Hors bourse						
Canadiennes	183	107	290	(25)	(25)	240
Non canadiennes	687	3 327	4 014	(470)	(80)	3 464
	1 136	1 372	2 508	(524)	(140)	1 844
<b>Titres à revenu fixe</b>						
Obligations	456	(22)	434	(3)	(27)	404
Placements à court terme	1	338	339	(2)	–	337
Titres canadiens à taux réels	238	(1 657)	(1 419)	–	–	(1 419)
Titres non canadiens à taux réels	14	102	116	–	–	116
	709	(1 239)	(530)	(5)	(27)	(562)
<b>Placements non traditionnels</b>	226	2 192	2 418	(51)	(4)	2 363
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>						
Marchandises	(385)	3 460	3 075	–	(1)	3 074
Terrains forestiers exploitables	76	662	738	–	(1)	737
Ressources naturelles	732	1 050	1 782	(5)	(21)	1 756
	423	5 172	5 595	(5)	(23)	5 567
<b>Actifs réels</b>						
Biens immobiliers	725	(1 652)	(927)	(2)	(101)	(1 030)
Infrastructures	930	5 282	6 212	(43)	(176)	5 993
	1 655	3 630	5 285	(45)	(277)	4 963
<b>Superposition</b>	(5)	(3 810)	(3 815)	–	–	(3 815)
<b>Total</b>	<b>4 144 \$</b>	<b>7 317 \$</b>	<b>11 461 \$</b>	<b>(630) \$</b>	<b>(471) \$</b>	<b>10 360 \$</b>

1 Le revenu comprend les intérêts, les dividendes et les autres produits et charges liés aux placements.

2 Comprend des gains de placement de 3 603 M\$ réalisés et une variation de gains non réalisés de 3 714 M\$.

3 Déduction faite de certains frais de gestion et de rendement.

Revenu de placement net						2021
(M\$ CA)	Revenu <sup>1</sup>	Gain (perte) net sur placements <sup>2</sup>	Revenu de placement <sup>3</sup>	Frais de gestion	Coûts de transaction	Revenu de placement net
<b>Actions</b>						
Cotées en bourse						
Canadiennes	40 \$	(381) \$	(341) \$	(1) \$	(1) \$	(343) \$
Non canadiennes	332	4 999	5 331	(61)	(67)	5 203
Hors bourse						
Canadiennes	218	1 340	1 558	(12)	(46)	1 500
Non canadiennes	1 447	10 655	12 102	(535)	(245)	11 322
	2 037	16 613	18 650	(609)	(359)	17 682
<b>Titres à revenu fixe</b>						
Obligations	781	(1 349)	(568)	-	(45)	(613)
Placements à court terme	-	35	35	(2)	-	33
Titres canadiens à taux réels	279	(245)	34	-	-	34
Titres non canadiens à taux réels	5	146	151	-	-	151
	1 065	(1 413)	(348)	(2)	(45)	(395)
<b>Placements non traditionnels</b>	108	1 403	1 511	(28)	(3)	1 480
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>						
Marchandises	(11)	2 074	2 063	-	(2)	2 061
Terrains forestiers exploitables	190	(84)	106	(1)	(9)	96
Ressources naturelles	288	1 743	2 031	(21)	(13)	1 997
	467	3 733	4 200	(22)	(24)	4 154
<b>Actifs réels</b>						
Biens immobiliers	788	(142)	646	(2)	(21)	623
Infrastructures	703	1 479	2 182	(28)	(155)	1 999
	1 491	1 337	2 828	(30)	(176)	2 622
<b>Superposition</b>	(5)	(827)	(832)	-	-	(832)
<b>Total</b>	5 163 \$	20 846 \$	26 009 \$	(691) \$	(607) \$	24 711 \$

1 Le revenu comprend les intérêts, les dividendes, le bénéfice d'exploitation des biens immobiliers (déduction faite des charges d'intérêts) et les autres produits et charges liés aux placements.

2 Comprend des gains de placement de 16 935 M\$ réalisés et une variation de gains non réalisés de 3 911 M\$. La comparaison avec la période précédente a été mise à jour selon la présentation de l'année en cours.

3 Déduction faite de certains frais de gestion et de rendement.



## Note 7.

### Rendements des placements et des indices de référence connexes

Le rendement net total de la caisse est calculé après déduction des coûts de transaction, des frais de gestion et des frais d'administration des placements. Les rendements par catégorie d'actif sont calculés avant déduction des frais d'administration des placements. Les rendements des placements et des indices de référence connexes par catégorie d'actifs pour l'exercice clos le 31 décembre s'établissent comme suit :

	2022		2021	
	Rendement des placements	Rendement des indices de référence des placements	Rendement des placements	Rendement des indices de référence des placements
Actions	0,1 %	(5,9) %	21,3 %	15,5 %
Titres à revenu fixe	(3,5)	(3,5)	(6,3)	(6,3)
Placements sensibles à l'inflation	19,2	18,7	11,4	10,9
Actifs réels	8,3	11,1	5,4	5,3
Innovation	(12,1)	(12,1)	39,0	39,0
Titres de créance	3,6	(0,0)	3,5	1,2
Rendement net total de la caisse <sup>1</sup>	4,0 %	2,3 %	11,1 %	8,8 %

<sup>1</sup> Les stratégies de rendement absolu, la superposition et la capitalisation des placements sont incluses dans le rendement net total et ne sont pas présentées séparément.

Les rendements des placements ont été calculés à l'aide d'une méthode axée sur le taux de rendement pondéré en fonction du temps.

Le RREO sélectionne des indices de référence qui serviront à évaluer l'efficacité du processus de gestion des placements. Le rendement de chaque catégorie d'actif est comparé à un indice de référence qui reflète les résultats de cette catégorie d'actif.

Le rendement net de la caisse est comparé à un indice de référence composé en dollars canadiens, qu'on obtient en combinant les rendements de référence de toutes les catégories d'actif.

## Note 8. Évaluations actuarielles

Les évaluations actuarielles sont préparées chaque année et elles doivent être déposées auprès des autorités de réglementation au moins une fois tous les trois ans. Après leur dépôt, ces évaluations servent à déterminer les exigences de capitalisation du régime. La politique de capitalisation du régime mise en place par les corépondants prévoit des lignes directrices leur permettant d'établir les niveaux de cotisations et de prestations.

Les méthodes actuarielles utilisées dans les évaluations actuarielles diffèrent de celles qui servent à préparer une évaluation actuarielle aux fins d'établissement des états financiers et à calculer les montants figurant dans les présents états financiers consolidés. Les évaluations actuarielles sont effectuées selon une méthode d'évaluation actuarielle qui tient compte des prestations à constituer et des cotisations à verser par les participants au régime, la province de l'Ontario et les employeurs désignés à la date d'évaluation alors que les prestations de retraite constituées comptabilisées dans les états financiers représentent la valeur actuarielle des obligations relatives au service des rentes accumulées à ce jour pour tous les participants.

Selon la dernière évaluation actuarielle déposée auprès des autorités de réglementation, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, préparée par l'actuaire externe, l'excédent de capitalisation s'élevait à 17,2 G\$. Les corépondants ont classé l'excédent comme une réserve pour éventualités.

## Note 9. Cotisations

(M\$ CA)	2022	2021
<b>Participants</b>		
Services rendus au cours de la période <sup>1</sup>	<b>1 602 \$</b>	1 597 \$
Rachat de services	<b>40</b>	45
	<b>1 642</b>	1 642
<b>Province de l'Ontario</b>		
Services rendus au cours de la période	<b>1 592</b>	1 584
Intérêts	<b>42</b>	33
Rachat de services	<b>34</b>	40
	<b>1 668</b>	1 657
Employeurs désignés	<b>38</b>	37
Transferts provenant d'autres régimes de retraite	<b>19</b>	18
	<b>57</b>	55
	<b>3 367 \$</b>	3 354 \$

<sup>1</sup> Les cotisations impayées étaient inférieures à 3 M\$ en 2022 et inférieures à 2 M\$ en 2021.

## Note 10. Prestations

(M\$ CA)	2022	2021
Rentes de retraite	6 522 \$	6 259 \$
Prestations de décès	504	483
Rentes d'invalidité	23	24
Transferts de la valeur actualisée	123	109
Transferts aux fins du droit de la famille	24	23
Transferts à d'autres régimes	8	9
Prestations versées	7 204 \$	6 907 \$
Autres versements <sup>1</sup>	1	2
	7 205 \$	6 909 \$

<sup>1</sup> Les paiements à certains bénéficiaires actuels ou anciens qui sont liés à un règlement ou à une autre demande sont déterminés au cas par cas. Ces paiements ne réduisent pas les prestations de retraite constituées.

## Note 11. Frais d'administration

### a) Frais de placement

(M\$ CA)	2022	2021
Salaires, incitatifs et avantages	558,4 \$	540,2 \$
Locaux et matériel	74,4	70,2
Services professionnels et de consultation	75,1	64,3
Services d'information	37,7	33,0
Communications et déplacements	17,4	4,9
Honoraires de garde	7,6	8,6
Honoraires d'audit réglementaire	4,6	3,7
Rémunération des membres du conseil et des comités	1,3	1,3
Autres	8,6	5,5
	785,1 \$	731,7 \$

### b) Frais liés aux services aux participants

(M\$ CA)	2022	2021
Salaires, incitatifs et avantages	52,5 \$	47,4 \$
Locaux et matériel	21,8	24,9
Services professionnels et de consultation	7,9	9,0
Communications et déplacements	1,2	0,8
Rémunération des membres du conseil et des comités	–	0,1
Autres	0,9	0,9
	84,3 \$	83,1 \$

### c) Avantages postérieurs à l'emploi

Les employés couverts par le RREO sont des participants aux régimes à prestations définies du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) ou du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Les cotisations prévues du RREO en 2023 devraient s'élever à environ 17,8 M\$. Certains employés sont aussi des participants au Régime d'avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires (RASSF). De plus amples renseignements sur ces trois régimes, dont le répondant est la province de l'Ontario, sont accessibles sur les sites [www.optrust.com](http://www.optrust.com) et [www.opb.ca](http://www.opb.ca). En tant qu'employeur, le RREO ajoute des cotisations d'équivalence aux cotisations des employés à ces régimes de retraite. Certains membres de la haute direction participent également à un régime de retraite complémentaire (RRC) non enregistré et non capitalisé, géré par le RREO, qui procure des prestations de retraite non indexées équivalant à 2 % des gains ouvrant droit à pension de l'employé, fois le nombre d'années de service, moins la rente annuelle initiale à laquelle l'employé a droit en vertu du RRF et du RASSF. Le montant passé en charges par le RREO au cours de l'exercice par rapport à ces régimes était de (1,5) M\$ (5,8 M\$ en 2021). Les employés de nos bureaux internationaux participent à un régime de retraite à cotisations adapté à leur région. Les cotisations de l'employeur sont incluses dans les charges au titre des salaires, incitatifs et avantages.

## Note 12. Opérations entre apparentés

Les principales parties apparentées au RREO comprennent ses corépondants (la province de l'Ontario et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario), des membres clés de la direction, des filiales liées à l'administration du RREO et des filiales, coentreprises et associés liés aux placements.

Les principales transactions conclues entre le RREO et le gouvernement de l'Ontario portent sur les cotisations de capitalisation décrites à la note 9. Les sommes à recevoir de la province de l'Ontario qui se rapportent aux cotisations d'équivalence et aux intérêts qui en découlent sont présentées à la note 3. Les placements du RREO en obligations émises par la province de l'Ontario sont présentés à la note 2f. Il n'y a pas de transactions importantes entre le RREO et son autre corépondant, la FEO.

Les opérations entre apparentés avec des filiales liées aux placements, des coentreprises et des associés comprennent principalement des placements et des revenus de placement. Ces opérations étant évaluées à leur juste valeur, leur incidence sur l'actif net disponible pour le service des prestations et le revenu de placement net sera la même que celle des opérations de placement effectuées avec des parties non liées. Les garanties accordées pour le compte des apparentés sont présentées à la note 16.

### Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Conseil du RREO, c'est-à-dire les membres du conseil, l'équipe de direction et les directeurs supérieurs de la division Placements.

La rémunération des principaux dirigeants est incluse dans les frais d'administration du RREO. Il n'y a pas d'autres opérations entre parties liées touchant les principaux dirigeants et le RREO.

La rémunération des principaux dirigeants au 31 décembre se présente comme suit :

(M\$ CA)	2022	2021
Avantages à court terme	25,5 \$	23,2 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	(1,9)	(1,5)
Indemnités de fin de contrat de travail	5,7	-
Autres avantages à long terme	27,3	33,8
	56,6 \$	55,5 \$

## Note 13. Capital

L'excédent ou le déficit de l'évaluation actuarielle établi par un actuaire indépendant est considéré comme étant le capital du RREO pour les besoins des états financiers consolidés. On trouvera dans la note 8 une explication de la différence entre l'évaluation actuarielle et l'évaluation servant à la préparation des états financiers.

On utilise l'évaluation actuarielle pour mesurer la santé à long terme du régime, en vérifiant la capacité du régime de s'acquitter de ses obligations envers tous les participants actuels et leurs survivants. La gestion du capital du RREO a pour objectif d'assurer des fonds suffisants pour le versement des prestations à long terme.

L'une des hypothèses les plus importantes de l'évaluation actuarielle est le taux d'actualisation (établi par le conseil) qui sert à calculer la valeur actuelle des prestations de retraite futures que le régime s'attend à verser aux participants ainsi que la valeur actuelle des cotisations qu'il prévoit de recevoir. Le taux d'actualisation est dérivé du taux de rendement des placements prévu et tient compte des frais de fonctionnement du RREO et des provisions liées à la maturité du régime de même qu'à des événements majeurs défavorables, tels que la crise financière de 2008.

L'excédent ou le déficit de l'évaluation actuarielle préliminaire est déterminé annuellement. Au moins une fois tous les trois ans, un rapport d'évaluation actuarielle officiel doit être déposé auprès des autorités de réglementation (voir la note 8). Comme indiqué dans l'Entente de partenaires<sup>1</sup>, le régime ne peut pas être en déficit lorsque ce rapport est déposé.<sup>2</sup> Par conséquent, le rapport officiel doit inclure les redressements nécessaires aux niveaux de prestation ou de cotisation pour éliminer tout déficit de l'évaluation préliminaire. Les redressements sont déterminés par les corépondants conformément aux lignes directrices de la politique de capitalisation (annexe A de l'Entente de partenaires).

1 L'Entente de partenaires est le document qui établit le partenariat entre les corépondants et décrit les fonctions du Conseil du RREO, de son conseil d'administration et des corépondants.

2 Le rapport d'évaluation actuarielle officiel doit présenter un équilibre actuariel, c'est-à-dire que la somme des obligations (valeur actuelle des prestations de retraite futures), de la valeur actuelle de la baisse du coût résultant de l'établissement des niveaux de protection contre l'inflation à moins de 100 % et de toute réserve pour éventualités doit être égale à la somme de la valeur marchande des actifs du régime, de l'ajustement de nivellement de l'actif, de la valeur actuelle des cotisations futures et de la valeur actuelle de la contrepartie future des rajustements en fonction de l'inflation non versés.

## Note 14. Convention de retraite (CR)

Les restrictions imposées par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) sur le versement de certaines prestations découlant d'un RPA à l'égard des périodes de service postérieures à 1991 peuvent toucher certains participants à ce régime. C'est pourquoi la CR a été créée en vertu d'une entente entre les corépondants comme un régime complémentaire destiné à leur verser ces prestations.

La CR est administrée dans le cadre d'une fiducie distincte de l'actif du RPA. Les corépondants ont choisi le RREO comme fiduciaire de cette dernière.

Selon les modalités de la CR, l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que la valeur des prestations de retraite constituées et du déficit (présentés ci-après) doivent constituer un fond distinct détenu séparément du RPA et ne doivent pas être comptabilisés dans les états financiers consolidés du RREO.

La CR est principalement financée selon la méthode de comptabilisation au décaissement, par répartition d'une partie des cotisations que les participants, la province de l'Ontario et les employeurs désignés versent au RREO. Cette partie des cotisations est calculée en fonction d'un plafond imposé aux cotisations versées au RPA, les cotisations qui excèdent cette limite étant versées à la CR. Le conseil détermine le plafond chaque année, après avoir consulté l'actuaire indépendant du régime. Depuis 2016, le plafond est demeuré à 14 500 \$ par participant. L'objectif du RREO est de veiller à ce que la CR contienne des fonds suffisants pour assurer le paiement des prestations prévues pendant plusieurs années (mais pas plus de 10 ans) après chaque date d'évaluation. En raison de la politique de capitalisation que les corépondants ont adoptée, l'actif net disponible pour le service des prestations continuera d'être sensiblement inférieur aux prestations de retraite constituées.

Les états financiers de la CR sont conformes aux dispositions du chapitre 4600 et des IFRS. Les états financiers de la CR se résument ainsi :

Aux 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
<b>États de la situation financière</b>		
<b>ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS</b>		
Actifs	<b>59,3 \$</b>	61,0 \$
Passifs	<b>(2,3)</b>	(3,4)
	<b>57,0 \$</b>	57,6 \$
<b>PRESTATIONS DE RETRAITE CONSTITUÉES ET DÉFICIT</b>		
Prestations de retraite constituées	<b>475,2 \$</b>	484,4 \$
Déficit	<b>(418,2)</b>	(426,8)
	<b>57,0 \$</b>	57,6 \$



Pour les exercices clos les 31 décembre (M\$ CA)	2022	2021
<b>États de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations</b>		
Cotisations	<b>12,2 \$</b>	15,4 \$
Revenu de placement	<b>0,2</b>	0,1
	<b>12,4</b>	15,5
Prestations versées	<b>(12,9)</b>	(12,3)
Charges	<b>(0,2)</b>	(0,2)
	<b>(13,1)</b>	(12,5)
(Diminution)/augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	<b>(0,7) \$</b>	3,0 \$

Les hypothèses actuarielles utilisées pour établir la valeur des prestations de retraite constituées sont conformes à celles utilisées par le régime, sauf que le taux d'actualisation présumé a été ajusté afin de refléter l'incidence de l'impôt remboursable de 50 % applicable à la CR.

La valeur estimative des prestations de retraite constituées est très sensible aux augmentations de salaire, tant réelles qu'hypothétiques, ainsi qu'au plafond hypothétique établi par la LIR. Toute modification des hypothèses relatives au salaire pourrait influencer fortement le passif lié aux prestations futures. De plus, les prévisions quant au passif de la CR comportent un degré élevé d'incertitude compte tenu de la variation du nombre des futurs participants ainsi que des modifications apportées à la LIR et à ses règlements relatifs aux rentes.

## Note 15. Engagements

Le RREO s'est engagé à effectuer des placements et d'autres opérations dont le financement pourrait s'étendre sur quelques années conformément aux modalités convenues. Au 31 décembre 2022, la valeur de ces engagements totalisait 37 171 M\$ (33 185 M\$ en 2021).

## Note 16. Garanties et indemnisations

### Garanties

Le RREO fournit des garanties à des tiers liés à certains placements et pourrait être appelé à respecter ces garanties si les sociétés émettrices ne respectent pas leurs engagements. Le RREO prévoit que la plupart des garanties arriveront à échéance sans être utilisées. Le RREO n'a fait aucun paiement en 2022 et en 2021 au titre de ces garanties.

Le RREO garantit des conventions de prêt et de crédit de certaines sociétés émettrices, qui arriveront à échéance d'ici 2027. L'exposition maximale du RREO est de 706 M\$ au 31 décembre 2022 (315 M\$ en 2021). Les sociétés avaient utilisé 414 M\$ au titre de ces conventions (144 M\$ en 2021).

Le RREO garantit pour une société de portefeuille une convention de bail qui arrivera à échéance d'ici 2059. L'exposition maximale du RREO est de 74 M\$ au 31 décembre 2022 (74 M\$ en 2021). Il n'y a pas eu de défaut de paiement au titre des conventions de bail en 2022 et en 2021.

Le RREO garantit aussi que certaines sociétés émettrices sont aptes à régler certaines obligations financières. L'exposition maximale du RREO est de 166 M\$ au 31 décembre 2022 (87 M\$ en 2021).

Le RREO garantit également le papier commercial et les titres de créance à terme émis par l'Ontario Teachers' Finance Trust (OTFT) qu'il consolide. Les justes valeurs de ces garanties sont incluses dans les passifs liés aux placements du RREO.

Les titres de créance à terme émis par l'OTFT, qui figurent au tableau ci-dessous, ne sont pas remboursables avant l'échéance au gré de la fiduciaire ou du RREO, sauf aux conditions décrites dans leur notice d'offre respective. L'OTFT et ses sociétés affiliées peuvent, le cas échéant, acheter des billets de premier rang n'importe quand sur le marché libre ou autrement.

Émission	Devise	Montant du capital	Échéance	Coupon
Septembre 2019	USD	1,75 G \$	Septembre 2024	1,625 %
Avril 2020	USD	1,00 G\$	Avril 2025	1,375 %
Mai 2020	EUR	1,50 G€	Mai 2025	0,500 %
Septembre 2020	USD	1,50 G\$	Septembre 2023	0,375 %
Septembre 2020	USD	1,50 G\$	Septembre 2030	1,250 %
Octobre 2020	CAD	1,25 G\$	Octobre 2027	1,100 %
Novembre 2020 <sup>1</sup>	EUR	750 M€	Novembre 2030	0,050 %
Avril 2021	USD	1,50 G\$	Avril 2031	2,000 %
Mai 2021	EUR	1,25 G€	Mai 2028	0,100 %
Mai 2021	EUR	1,25 G€	Mai 2041	0,900 %
Septembre 2021	USD	2,00 G\$	Septembre 2026	0,875 %
Octobre 2021	GBP	500 M£	Mai 2026	1,125 %
Novembre 2021 <sup>1</sup>	EUR	500 M€	Novembre 2051	0,950 %
Avril 2022	USD	1,50 G\$	Avril 2027	3,000 %
Avril 2022	EUR	1,25 G€	Mai 2032	1,850 %
Octobre 2022	EUR	500 M€	Octobre 2029	3,300 %
Novembre 2022 <sup>1</sup>	CAD	1,00 G\$	Juin 2032	4,450 %

<sup>1</sup> Émissions d'obligations vertes.

Le papier commercial émis par l'OTFT n'est pas remboursable avant l'échéance et ne fait l'objet d'aucun remboursement anticipé volontaire, sauf aux conditions décrites dans la notice de placement privé du papier commercial américain de juin 2017. La durée maximale du papier commercial en circulation au 31 décembre 2022 est de 397 jours après l'émission aux États-Unis et de 364 jours après l'émission au Canada. Le montant global du capital du papier commercial en circulation en tout temps ne dépasse pas 10 G\$. Au 31 décembre 2022, la valeur du papier commercial émis s'élevait à 2 664 M\$ (2 501 M\$ en 2021).

### Indemnisations

Les membres du conseil d'administration, les employés et certaines autres personnes du RREO sont indemnisés dans le cadre de poursuites qui pourraient être intentées contre eux. De plus, dans le cours normal des activités, le RREO peut, dans certains cas, accepter d'indemniser une contrepartie. En vertu de ces ententes, le RREO, ses filiales et ses coentreprises peuvent être tenus d'indemniser des contreparties pour les frais engagés en raison d'éventualités, comme des réclamations fondées en droit ou des modifications des lois et règlements. Le nombre de ces ententes, l'éventail des indemnisations et leur nature imprévisible empêchent le RREO de faire des estimations raisonnables quant au montant maximal qui pourrait devoir être versé à toutes ces contreparties.

# Rapport d'assurance limitée indépendant

Destinataires : Administrateurs du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

## Étendue de nos travaux

Nous avons examiné les indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et les indicateurs de l'empreinte carbone opérationnelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont présentés dans le rapport annuel 2022 (le « rapport ») du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO). C'est la direction qui est responsable de l'établissement et de la présentation de l'empreinte carbone du portefeuille et de l'empreinte carbone opérationnelle, ainsi que de l'information présentée dans le rapport. Sur la base de notre examen, nous fournissons notre opinion sur l'empreinte carbone du portefeuille et l'empreinte carbone opérationnelle conformément aux indications ci-après. Cet examen ne constitue pas un audit.

## Empreinte carbone du portefeuille et empreinte carbone opérationnelle

Nous avons examiné les indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille du RREO présentés aux pages 73 et 74 du rapport, et qui ont été établis selon la méthode de la participation dans la valeur d'entreprise pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Nous avons examiné l'empreinte carbone opérationnelle<sup>1</sup> totale du RREO présentée à la page 74 du rapport pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Nous avons examiné les indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille et de l'empreinte carbone opérationnelle en fonction des définitions figurant dans le protocole des gaz à effet de serre (GES) établi par le World Resources Institute (WRI) et le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD), du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF)<sup>2</sup> et du rapport du RREO. Les définitions du protocole des GES et du PCAF se trouvent respectivement aux adresses suivantes : <http://ghgprotocol.org/> et <https://carbonaccountingfinancials.com/>.

## Responsabilités

La direction a la responsabilité d'établir l'empreinte carbone du portefeuille et l'empreinte carbone opérationnelle, d'en définir la portée ainsi que le périmètre opérationnel, et de les communiquer dans le rapport. Nous avons examiné uniquement les parties narratives et les notes de bas de page du rapport qui portaient sur l'empreinte carbone du portefeuille ou l'empreinte carbone opérationnelle, ou qui y faisaient référence. Notre responsabilité consiste à formuler une conclusion indépendante indiquant si nous avons relevé quoi que ce soit qui nous porte à croire que l'empreinte carbone du portefeuille ou l'empreinte carbone opérationnelle ne sont pas présentées fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux définitions du protocole des GES, du PCAF<sup>2</sup> et du RREO présentées dans le rapport.

<sup>1</sup> Les émissions de GES de portée 3 comprennent notamment les déplacements aériens et terrestres, et le papier. Les émissions liées au papier comprennent à la fois la production du matériau et la gestion des déchets.

<sup>2</sup> Les définitions du PCAF s'appliquent seulement aux indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille.

## Notre indépendance et notre contrôle qualité

Nous nous sommes conformés aux règles ou au code de déontologie pertinents applicables à l'exercice de l'expertise comptable et se rapportant aux missions de certification, qui sont publiés par les différents organismes professionnels comptables, lesquels reposent sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de diligence, de confidentialité et de conduite professionnelle.

Nous appliquons la Norme internationale de gestion de la qualité 1, *Gestion de la qualité par les cabinets qui réalisent des audits ou des examens d'états financiers, ou d'autres missions de certification ou de services connexes*, et, en conséquence, maintenons un système de contrôle qualité exhaustif qui comprend des politiques et des procédures documentées en ce qui concerne la conformité aux règles de déontologie, aux normes professionnelles et aux exigences légales et réglementaires applicables.

## Normes de certification et principales procédures de certification

Nous avons effectué nos travaux conformément à l'*International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000 (révisée), Assurance Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*, publiée par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance. Par conséquent, nous avons planifié et exécuté nos travaux de manière à fournir une assurance limitée à l'égard de l'empreinte carbone du portefeuille et de l'empreinte carbone opérationnelle. L'exactitude des données relatives à l'environnement et à la consommation d'énergie comporte des limites inhérentes étant donné la nature et les méthodes utilisées pour déterminer ces données. La sélection de techniques d'évaluation acceptables différentes peut donner lieu à des évaluations très distinctes. La précision des différentes techniques d'évaluation peut également varier.

En tenant compte de ces limites inhérentes, pour effectuer une mission d'assurance limitée, nous avons obtenu et évalué des éléments probants au moyen de diverses procédures, dont les suivantes :

- évaluation des risques pour repérer les actions de sociétés ouvertes, les actifs privés et les placements à revenu fixe de sociétés qui présentent le risque le plus élevé d'anomalie significative relativement aux indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille communiqués dans le rapport;

- évaluation des risques pour repérer les sources d'émissions et les propriétés qui présentent le risque le plus élevé d'anomalie significative relativement aux indicateurs de l'empreinte carbone opérationnelle communiqués dans le rapport;
- entrevue avec les membres concernés de la direction et du personnel qui sont responsables de la collecte et de la présentation des données afin de comprendre le processus suivi pour calculer l'empreinte carbone du portefeuille et l'empreinte carbone opérationnelle;
- acquisition d'une compréhension des systèmes, des processus et des contrôles de gestion pertinents utilisés pour produire, rassembler et communiquer les données;
- examen de documents et de dossiers pertinents pour comparer l'empreinte carbone du portefeuille et les valeurs de marché d'un échantillon d'actions de sociétés ouvertes, d'actifs privés et de placements à revenu fixe de sociétés;
- vérification de l'exactitude arithmétique et rapprochement des données sur l'exposition au marché et l'intensité des émissions de carbone pour valider les calculs de l'empreinte carbone du portefeuille;
- examen d'un échantillon de documents et de dossiers pertinents pour confirmer les données sur les activités utilisées dans les calculs de l'empreinte carbone opérationnelle;
- évaluation du caractère approprié des facteurs d'émissions de GES appliqués par le RREO pour confirmer les calculs de l'empreinte carbone opérationnelle;
- réexécution des calculs portant sur un échantillon d'émissions de GES pour confirmer les calculs de l'empreinte carbone opérationnelle;
- vérification de la cohérence de l'ensemble des données sur l'empreinte carbone du portefeuille et l'empreinte carbone opérationnelle en fonction de notre compréhension des activités du RREO.

Nos critères d'assurance comprennent les définitions du protocole des GES, du PCAF<sup>1</sup> et du RREO décrites dans le rapport. Notre équipe de mission était formée de professionnels possédant de l'expérience dans le domaine de l'environnement et de la certification.

<sup>1</sup> Les définitions du PCAF s'appliquent seulement aux indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille.

## **Nos constatations : conclusion exprimant une assurance limitée**

Sur la base de nos travaux décrits dans le présent rapport, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que les indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille et de l'empreinte carbone opérationnelle ne sont pas présentés fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux définitions du protocole des GES établi par le WRI et le WBCSD, du PCAF<sup>1</sup> et du RREO.

## **Restriction à l'utilisation**

Le présent rapport est destiné uniquement à l'information et à l'usage de la direction du RREO. La mission de Deloitte n'a pas été planifiée ni exécutée dans l'optique ou dans le but que certains tiers (autres que les administrateurs du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario auxquels le rapport d'assurance limitée est adressé) s'y fient.

### **Deloitte LLP**

Comptables professionnels agréés  
Toronto (Ontario) Canada

Le 9 mars 2023

<sup>1</sup> Les définitions du PCAF s'appliquent seulement aux indicateurs de l'empreinte carbone du portefeuille.



# Méthodologie d'évaluation de l'empreinte carbone du portefeuille

Notre approche s'appuie sur le Partnership for Carbon Accounting Financials, l'une des seules normes disponibles pour la comptabilisation de l'empreinte carbone du portefeuille. Nous utilisons 2019 comme année de référence pour mesurer nos progrès vers l'atteinte de nos cibles de réduction de l'intensité des émissions de 2025 et 2030. Afin d'inclure la plus grande partie du portefeuille possible, nous utilisons une approche axée sur la valeur de l'entreprise<sup>1</sup> pour calculer l'empreinte carbone de notre portefeuille. Cette méthode permet d'inclure à la fois des actions et des avoirs en actions à revenu fixe de sociétés.

## Méthodologie fondée sur la valeur de l'entreprise

Part des émissions du RREO :

$$\sum_{i=0}^n \frac{\text{Actions du RREO} + \text{Titres de créance dans l'entreprise émettrice}_i}{\text{Valeur de l'entreprise}_i} * \text{Émissions des champs de portée 1 et 2}_i$$

<sup>1</sup> La valeur de l'entreprise correspond à la capitalisation boursière des actions plus la valeur comptable des titres de créance. Les liquidités ne sont pas retenues.

## Portée

L'empreinte carbone de notre portefeuille comprend ce qui suit :

- Actions détenues dans des sociétés ouvertes et positions sur dérivés dans nos stratégies de placement en actions de sociétés ouvertes gérées à l'interne et à l'externe.
- Actions de sociétés fermées, y compris les titres de sociétés fermées privées, les actifs d'infrastructures, les biens immobiliers et les ressources naturelles gérés à l'interne et à l'externe.
- Titres à revenu fixe de sociétés, y compris les obligations de sociétés, les fonds de crédit externes, les produits dérivés sur crédit et les titres de créances indexés sur l'inflation.

Ces portefeuilles combinés (tels qu'ils sont définis ci-dessus) représentent plus de 75 % de notre actif net au 31 décembre 2022. Le reste de notre portefeuille est composé surtout de titres de créances souverains, principalement d'obligations du gouvernement du Canada. Nous continuons de suivre l'élaboration de normes et de méthodes pour évaluer les émissions associées aux obligations souveraines, mais soulignons que le volume ne serait pas directement comparable aux émissions découlant de l'empreinte carbone actuelle de notre portefeuille.

## Restrictions

Au niveau du portefeuille, l'empreinte carbone ne permet pas de mesurer directement le risque du portefeuille. Les répercussions d'une empreinte plus élevée varient selon le secteur et la région géographique, et les risques liés à la chaîne d'approvisionnement et à la concurrence des sociétés ne sont pas pris en compte. Tous les actifs comportent des risques supplémentaires liés aux changements climatiques, et non seulement aux émissions. À l'échelle des sociétés, les données ne représentent pas les dynamiques tournées vers l'avenir, comme les décisions des sociétés qui pourraient réduire les émissions futures. Les empreintes de carbone de nombreuses sociétés qui ne les déclarent toujours pas doivent être estimées, ce qui réduit la précision et rend les empreintes de carbone moins utiles comme point de départ pour les interactions et l'adoption de cibles de réduction. En outre, compte tenu des différents échéanciers de production de rapports et des retards d'accès aux données, les sociétés peuvent fournir des données sur l'empreinte carbone un à deux ans après avoir produit leurs données financières.

## Données sur les émissions

**Actions de sociétés ouvertes ou titres de créances :** Les données sur les émissions proviennent de Trucost<sup>1</sup>, qui fait partie de l'indice S&P mondial. Trucost<sup>1</sup> applique l'approche suivante pour estimer les émissions :

1. Émissions déclarées par les sociétés
2. Estimation fondée sur les facteurs spécifiques à chaque société
3. Modèle exclusif en fonction du secteur

Les actions de sociétés ouvertes ou les titres de créances qui ne sont pas inclus dans la base de données de Trucost sont estimés par approximation à l'aide des émissions moyennes par sous-secteur du système de classification industrielle mondiale standard (GICS) calculées à partir de la base de données de Trucost.

**Actifs de sociétés fermées :** Les émissions de carbone ont été évaluées en utilisant l'approche suivante, qui est similaire à celle de Trucost, par ordre de préférence :

1. Émissions déclarées par les sociétés
2. Estimation fondée sur les facteurs spécifiques à chaque société
3. Estimation fondée sur des sociétés cotées en bourse similaires
4. Approximation d'après les émissions moyennes par sous-secteur du GICS

Le tableau suivant indique la répartition des méthodes d'estimation employées en nombre de sociétés et en pourcentage d'avoirs en actions :

Méthodologie/Sources des données	Actions de sociétés ouvertes et titres à revenu fixe de sociétés			Actifs de sociétés fermées et titres à revenu fixe de sociétés			Total	
	% des émissions de sociétés ouvertes	% des émissions totales du RREO	% d'avoirs en actions	% des émissions de sociétés fermées	% des émissions totales du RREO	% d'avoirs en actions	% des émissions totales	% d'avoirs en actions
1. Émissions déclarées par les sociétés	45 %	16 %	31 %	57 % <sup>2</sup>	37 %	64 %	53 %	59 %
2. Estimation fondée sur les facteurs spécifiques à chaque société	11 %	4 %	19 %	3 %	2 %	2 %	6 %	5 %
3. Estimation fondée sur des sociétés cotées en bourse similaires				2 %	1 %	3 %	1 %	2 %
4. Approximation d'après les émissions moyennes par sous-secteur du GICS	34 %	12 %	34 %	38 %	25 %	31 %	37 %	31 %
5. Modèles de Trucost	10 %	3 %	16 %				3 %	3 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>35 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>65 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

<sup>1</sup> Source : © S&P Trucost Limited (Trucost), une filiale de S&P Global Market Intelligence, 2022. Tous les droits relatifs aux données et aux rapports de Trucost sont dévolus à Trucost et/ou ses concédants. Trucost, ses filiales et ses concédants déclinent toute responsabilité quant aux éventuelles erreurs, omissions ou interruptions constatées s'agissant des données et/ou rapports de Trucost. Aucune diffusion ultérieure des données et/ou rapports n'est autorisée sans le consentement écrit exprès de Trucost.

<sup>2</sup> Ce nombre est calculé à partir des émissions de toutes les positions dans des titres de sociétés fermées (placements directs, fonds et titres à revenu fixe de sociétés). Dans notre portefeuille direct, les émissions déclarées par les sociétés comptent pour 88 %.



# Empreinte carbone opérationnelle

## Méthodologie

Notre empreinte carbone opérationnelle est calculée conformément au Protocole des gaz à effet de serre (GES) et à la norme ISO 14064-1:2018 à partir d'une combinaison de données réelles déclarées et d'estimations. Ces normes sont les plus élevées du secteur et orientent le calcul de l'empreinte carbone opérationnelle.

Compte tenu de notre empreinte internationale, nous utilisons des facteurs d'émissions provenant d'un éventail de sources en privilégiant ceux obtenus par des mécanismes de gouvernance internationaux. Cette façon de procéder est susceptible d'introduire des décalages supplémentaires et des variations des données utilisées quant au potentiel de réchauffement de la planète.

## Portée

Notre empreinte carbone opérationnelle déclarée couvre les exercices 2022, 2021 et 2019 de façon à concorder avec les niveaux de référence de l'empreinte carbone de notre portefeuille. Nous avons eu recours à une méthode de contrôle opérationnel pour établir les limites du calcul. L'empreinte carbone opérationnelle couvre la combustion de gaz naturel pour le chauffage des bâtiments, l'énergie achetée sous forme d'électricité et de chauffage et climatisation centralisés, le transport aérien, le transport terrestre ainsi que l'utilisation et l'élimination du papier.



# Énoncés prospectifs

Le présent rapport annuel contient des renseignements et des énoncés prospectifs dont le but est d'aider le lecteur à mieux évaluer le rendement financier et commercial futur du RREO. Les renseignements et les énoncés prospectifs comprennent l'ensemble des renseignements et énoncés concernant les croyances, les cibles, les intentions, les attentes et les plans actuels du RREO à l'égard de ses objectifs, de son rendement futur, de ses stratégies et de ses résultats financiers, ainsi que tout autre renseignement ou énoncé ayant trait à des circonstances ou à des événements futurs et ne se rapportant pas directement ou exclusivement à des faits historiques. Les renseignements et les énoncés prospectifs font souvent, mais pas toujours, appel à des mots comme «tendance», «éventuel», «possibilité», «croire», «prévoir», «s'attendre à», «actuel», «intention», «estimer», «position», «supposer», «perspectives», «continuer», «demeurer», «maintenir», «soutenir», «viser», «atteindre», ainsi qu'à l'emploi d'expressions similaires et de verbes conjugués au futur ou au conditionnel tels que «serai(en)t», «devrai(en)t» ou «pourrai(en)t» et d'expressions similaires. Du fait que les renseignements et les énoncés prospectifs sont fondés sur des estimations et des hypothèses sujettes à des incertitudes commerciales, économiques, concurrentielles, politiques et sociales importantes, dont bon nombre échappent au contrôle du RREO ou sont susceptibles de changer, les résultats ou les événements réels pourraient être considérablement différents. Même si le RREO croit que les estimations et les hypothèses inhérentes aux renseignements et aux énoncés prospectifs sont raisonnables, ces derniers ne constituent pas une garantie de rendement futur et, par conséquent, les lecteurs sont priés de ne pas y accorder une confiance excessive en raison de l'incertitude inhérente à ce genre de renseignements et énoncés. Les renseignements et les énoncés prospectifs du RREO sont valables uniquement à la date de publication du présent rapport annuel ou à la date à laquelle ils sont formulés et doivent être considérés uniquement comme les plans, les estimations et les croyances actuels du RREO. Le RREO n'a pas l'intention de mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs et de changements de circonstances ou pour toute autre raison, et ne s'engage nullement à cet égard.

## Avertissement

En ce qui concerne notre stratégie climatique multidimensionnelle, nous avons pris certains engagements et établi des objectifs et des cibles (les «**cibles**»). Pour établir nos cibles, nous nous sommes appuyés sur diverses lois, lignes directrices, taxonomies, méthodes, cadres, pratiques du marché et autres normes (collectivement les «**normes**») et avons fait des hypothèses et des estimations de bonne foi dans l'établissement de ces cibles. Étant donné la nature complexe et évolutive de la réponse mondiale aux changements climatiques, ces normes pourraient changer au fil du temps, et nos hypothèses et estimations pourraient se révéler erronées ou inexactes pour des raisons impossibles à prévoir ou à prédire.

Pour surveiller nos progrès vers l'atteinte de nos cibles et en rendre compte, nous nous appuyons sur les données obtenues des sociétés de notre portefeuille et d'autres tiers. Nous croyons que ces sources sont fiables, mais nous n'avons cependant pas vérifié ces données de façon indépendante ni évalué les hypothèses sous-jacentes à ces données. De ce fait, il nous est impossible d'en garantir l'exactitude ou l'exhaustivité. Nous tentons également d'améliorer l'exactitude des données au moyen d'un processus d'assurance limitée indépendant. La qualité ou l'utilité des données peut varier avec le temps, à mesure que les normes évoluent. Ces facteurs pourraient avoir une incidence sur nos cibles et notre capacité à les atteindre.



# Suppléments en ligne

Veillez consulter notre site Web pour prendre connaissance de la liste de nos principaux placements de plus de 200 M\$, ainsi que de notre rétrospective sur 11 ans et de l'historique des évaluations actuarielles déposées.

---

## Communiquez avec nous

### Toronto

5650, rue Yonge  
Toronto (Ontario) M2M 4H5  
+1 416 228-5900

### Hong Kong

Régime de retraite des enseignantes et des  
enseignants de l'Ontario Limitée (Asie)  
安大略省教師退休金計劃(亞洲)有限公司  
Suites 2801, 2805–2810  
Alexandra House  
18 Chater Road, Central Hong Kong  
+852 2230 4500  
inquiry\_asia@otpp.com

### Londres

Régime de retraite des enseignantes et des  
enseignants de l'Ontario Limitée (Europe)  
10 Portman Square  
Londres W1H 6AZ  
+44 20 7659 4450  
contact\_london@otpp.com

### Mumbai

Régime de retraite des enseignantes et des  
enseignants de l'Ontario Limitée (Inde)  
Étages 6 et 7, 4 North Avenue  
Maker Maxity, Bandra Kurla Complex,  
Bandra (E)  
Mumbai 400051  
+91 022 6813 3470  
inquiry\_india@otpp.com

### San Francisco

633 Battery Street, Suite 110  
San Francisco, CA 94111

### Singapour

Ontario Teachers' Pension Plan (SEA)  
Private Limited  
Asia Square Tower 2  
12 Marina View, #20-01A  
Singapour 018961  
inquiry\_asia@otpp.com

@otppinfo  
otpp.com/linkedin

[www.otpp.com](http://www.otpp.com)





**ONTARIO  
TEACHERS'**

PENSION PLAN - RÉGIME DE RETRAITE DES  
ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS DE L'ONTARIO